



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST  
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 26 MARS 2019  
GEMEENTERAAD VAN 26 MAART 2019

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

**Présents** Séverine De Laveleye, *Présidente/Voorzitster* ;  
**Aanwezig** Stéphane Roberti, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père,  
Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia  
Angeli, Evelyne Huytebroeck, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie  
Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Anne Noémie Rakovsky, Catherine  
Suzanne Jacqueline Beauthier, Nabil Boukili, Caroline Dupont, Christophe Borcy, Valérie Michaux,  
Alexander Frank Paul Billiet, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Joseph Jean-Marie Jans,  
Michael Francis Van Vlasselaer, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

**Excusés** Denis Stokkink, Fatima Abbach, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

**Verontschuldigd**

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Le conseil approuve le procès-verbal de la séance du 26 février 2019 moyennant le retrait de la délibération portant sur la désignation des mandats pour la Maison des Jeunes de Forest.**

**Madame Père est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.**

**De Raad keurt het proces-verbaal van de zitting van 26 februari 2019 goed mits het intrekken van het punt betreffende het aanstellen van de mandaten voor het Jeugdhuis van Vorst.**

**Mevrouw Père wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.**

**ORGANISATION - ORGANISATIE**

**Secrétariat - Secretariaat**

- 1 Interpellation du public: Les difficultés de la modernisation des ascenseurs à valeur patrimoniale sur la commune de Forest. (Complémentaire)**

**Interpellatie van het publiek: De moeilijkheden bij de modernisering van de liften met erfgoedwaarde in de gemeente Vorst. (Aanvullend)**

**Monsieur Bequet présente l'interpellation et la développe.**

**Monsieur Spapens répond :**

**Merci pour votre interpellation. En effet ce ne sera pas un sujet qui va être polémique entre les membres du Conseil mais plutôt un sujet qui fera l'unanimité puisqu'il s'agit de protéger notre patrimoine. On s'est déjà rencontré et donc on en a déjà discuté comme vous venez de le souligner. Mais il y a deux aspects qui sont importants pour nous : d'une part la protection du patrimoine et d'autre part, permettre aux personnes avec des revenus faibles de ne pas devoir déboursier des sommes complètement folles pour la remise aux normes des ascenseurs, puisqu'on parle de sommes de plus de 50.000€ aussi dans des petites copropriétés qui comportent 4-5 appartements.**

**La compétence communale de la protection du patrimoine est évidemment assez particulière parce que l'outil législatif on ne l'a pas réellement. Mais ça ne nous empêche pas comme vous l'avez précisé d'être une courroie de transmission via la Région Bruxelloise et d'avoir un bras de levier au niveau du fédéral et des arrêtés royaux. On va s'associer avec la Commune de Saint-Gilles pour être le relai, Saint-Gilles s'étant montré intéressée.**

**J'ai pris contact téléphoniquement avec Monsieur Rouyet d'Ixelles pour me renseigner sur l'inventaire collaboratif, mais je n'ai pas encore eu de réel échange avec lui.**

**Mais on va vraiment essayer d'avancer sur le sujet car c'est une très bonne idée d'avoir un inventaire. Nous sommes tout à fait ouverts à participer à cet inventaire collaboratif, de faire une info dans le Journal Communal pour pouvoir mettre ça en avant et en profiter pour annoncer une séance d'information qu'on organiserait conjointement avec vous.**

**Par rapport aux rideaux électroniques on en a discuté avec Monsieur Wauters qui est membre de l'administration Urban. D'après lui, il y a pas encore cette interdiction du rideau, il faudra être attentif et peut-être relayer ça au niveau Régional.**

**On va demander à Brulocalis de regarder au niveau de l'ensemble des communes de Bruxelles et de prendre contact avec les échevins du patrimoine pour voir si on peut développer une position commune.**

**Monsieur Loewenstein :**

**Merci pour cette interpellation,**

**Il y a un équilibre à trouver entre les enjeux de sécurité, de protection et de préservation du patrimoine. En tant que Commune même si on n'a pas grand-chose à dire par rapport à cette législation qui est une législation fédérale, nous pouvons servir de relais, de courroie de transmission et défendre notre patrimoine pour les ascenseurs anciens.**

**Il y a plusieurs problématiques qui se posent, vous les avez exposées brièvement.**

**La question de la méthodologie de l'analyse des risques qui se base sur une checklist standardisée peu importe l'âge des ascenseurs.**

**Au niveau économique ; le SPF Economie semble aujourd'hui ne plus vouloir recourir à des rideaux électroniques pour sécuriser les cages d'ascenseurs comme conséquence qu'il faut installer des structures bien plus lourdes qui ne sont pas spécialement adaptées au bâti existant parce que**

les immeubles n'ont pas été construits pour supporter des charges aussi lourdes. Si on doit mettre des coques à chaque étage pour protéger les cages d'ascenseurs ça pose un problème de stabilité et la responsabilité de la commune est plus concernée parce qu'il s'agit d'une question de sécurité publique.

Au niveau de la faisabilité en fonction du nombre d'ascenseurs qu'il y a encore à mettre aux normes : Aujourd'hui on en est à 8000 ascenseurs, d'ici le 31 décembre 2022.

Cela veut dire qu'il faut une cadence d'environ 170 ascenseurs rénovés par mois. Il faut du personnel qui doit aussi être spécialisé en vieux ascenseurs, ce ne sont pas les ascensoristes classiques pour les ascenseurs modernes qui sont nécessairement compétents pour sécuriser les ascenseurs anciens.

Il y a un enjeu de formation derrière ça dont il faut tenir compte.

Au niveau de la commune on devrait collaborer avec d'autres communes comme Saint-Gilles et Ixelles.

On devrait peut-être poser une motion qui puisse allier sécurité et protection du patrimoine et qui puisse être communiquée à toutes les autres communes pour faire effet boule de neige et faire en sorte que le message soit bien entendu.

**Madame Huytebroeck :**

Merci pour votre interpellation,

Ceci est un sujet ni secondaire ni anodin. Certains pourraient même en sourire mais je pense que la question du petit patrimoine est trop peu abordée.

On aborde souvent le classement des immeubles mais trop peu les ascenseurs qui sont vraiment un élément important en Région Bruxelloise.

La preuve en est qu'il y a eu en 2014 une exposition intéressante « Lift Story ». Depuis lors, il y a des excursions touristiques à Bruxelles pour visiter les différents ascenseurs.

Cette question de ce patrimoine est importante sur le plan patrimonial mais ça entraîne aussi la question sur la sécurité et évidemment des questions budgétaires par rapport aux propriétaires de ces ascenseurs qui souvent sont démunis quand il s'agit de les adapter aux normes.

Il faut trouver un équilibre entre la question du patrimoine , de la sécurité, de l'énergie.

Comment est-ce qu'on fait pour avoir du double vitrage dans un bâtiment qui est classé ?

Ici la question est la même : comment est-ce qu'on respecte le patrimoine tout en respectant les normes de sécurité ?

Il y a des conséquences budgétaires. On retrouve aussi des ascenseurs dans tous types de bâtiments et souvent dans des petites copropriétés où la réfection de ces ascenseurs pèse lourdement sur les budgets.

En ce qui concerne les inventaires : il faudrait peut-être voir cela avec la DMS, avec Brulocalis et l'intervention du SPF économie. Cet inventaire collaboratif me semble être une bonne idée.

Et la question importante : Comment trouver des artisans qui peuvent faire les adaptations, les mises aux normes. Est ce qu'il faut des formations ?

**Monsieur Pierre-De Permentier :**

C'est une priorité pour nous de défendre le patrimoine communal.

Par rapport à la formation des ascensoristes, c'est un métier clairement sous-exploité, je pense que des pistes devraient être cherchées avec la mission locale.

Ensuite en ce qui concerne l'inventaire collaboratif je pense que c'est une bonne initiative et qu'elle pourrait se faire dans plusieurs communes Bruxelloises, voire au-delà.

Je pense que c'est avant tout un souci de défendre la classe moyenne. Comme les autres partis

**l'ont souligné il n'y a pas assez de personnes qui ont les moyens pour faire les rénovations . Je pense que c'est une réflexion collective et active qui devrait être menée. L'unanimité politique serait un bon signal face à ce dossier important.**

**Monsieur Hacken :**

**Je remercie les citoyens. C'est vrai que c'est un sujet qu'on n'a pas encore discuté ici depuis que je suis membre du conseil, et c'est pourtant dommage car c'est quelque chose de fondamental. Donc oui à la sécurisation des ascenseurs et oui à la défense de notre patrimoine et à sa protection. Si on parle de sécurité, quand on veut installer des gaines de + de 500kg dans ce genre de cage d'ascenseurs, on ne parle pas vraiment de sécurité. Je pense que c'est primordial aujourd'hui de travailler ensemble dans ce genre de projet. Et organiser des réunions d'information est une bonne idée aussi.**

**Je pense qu'il y aura aussi la question d'un éventuel report supplémentaire du délai pour la mise aux normes, et peut-être avec ce report (qui doit être décidé au niveau fédéral) de plaider aussi pour un allègement de la norme. Ce seront des débats à avoir dans les prochains mois, années... on restera attentifs à cet enjeu.**

**Monsieur Ghysels :**

**Je remercie l'intervenant qui attire notre attention sur un sujet qui nous était assez méconnu. J'ai connu le problème de mise en conformité des copropriétés en général.**

**La législation a été reportée à plusieurs reprises pour les ascenseurs et les coûts de la mise en conformité étaient très variables puisqu'il y a des sociétés qui ont profité d'un marché porteur pour nous surfacturer. Je crois que le problème que vous soulevez n'est pas celui de la commune de Forest mais concerne la région Bruxelloises et même d'autres régions du pays donc je pense qu'il faudrait porter ça au niveau régional pour y trouver une solution parce que dans le cadre de la protection du patrimoine c'est quelque chose qui peut intéresser l'ensemble des communes Bruxelloises.**

**Monsieur Bequet :**

**Un tout grand merci à la commune et aux différentes réponses.**

**On a besoin de renfort, d'aide... Vous avez parlé de la formation : des PME nous contactent. Ils ont du personnel, ils ont envie de bien restaurer, mais voilà ils sont face à une législation et aussi à un contrôle technique. Il y a 12 sortes de services de contrôles extérieurs et techniques. Le dialogue n'est pas toujours facile et les disponibilités ne sont pas toujours présentes.**

**Il y a des personnes pour lesquelles l'aspect financier est difficile.**

**Moi, en tant que citoyen, j'ai pris contact avec le SPF Economie pour expliquer la situation au niveau des rideaux. Le SPF m'a envoyé son ingénieur on en a discuté, et après plusieurs options, on m'a dit que le 01 janvier 2023, il faudra arrêter mon ascenseur.**

**Monsieur Loewenstein :**

**Par rapport à ça, il y aura une résolution ou motion qui sera suivie au prochain conseil c'est ça ?**

**Monsieur Spapens :**

**On est tout à fait d'accord pour faire une résolution.**

**De heer Bequet stelt zijn interpellatie voor en zet ze uiteen.**

**De heer Spapens antwoordt:**

**Dank voor uw interpellatie. Dit onderwerp zal inderdaad niet hevig worden betwist tussen de leden van de Raad; het is eerder een onderwerp waarover unanimiteit heerst, aangezien het om de bescherming van ons erfgoed gaat. We hebben elkaar al ontmoet en hebben er dus, zoals u zonet heeft benadrukt, al over gesproken. Maar voor ons zijn er twee belangrijke aspecten: enerzijds de bescherming van het erfgoed en anderzijds dat we mensen met een laag inkomen in staat stellen geen volkomen van de pot gerukte bedragen te moeten neerleggen om liften in overeenstemming met de normen te brengen, aangezien we ook in kleine mede-eigendommen met 4-5 appartementen van een bedrag van meer dan € 50.000 spreken.**

**De gemeentelijke bevoegdheid erfgoedbescherming is natuurlijk vrij bijzonder, aangezien we niet echt over het wetgevende instrument beschikken. Maar zoals u gezegd heeft, belet dit ons niet een doorgeefluik te zijn en via het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een invloed te hebben op het niveau van de federale overheid en de koninklijke besluiten. We zullen de krachten bundelen met de Gemeente Sint-Gillis om een doorgeefluik te zijn. Sint-Gillis heeft belangstelling getoond.**

**Ik heb telefonisch contact opgenomen met de heer Rouyet van Elsene om inlichtingen te winnen over de collaboratieve inventaris, maar het is nog niet tot een echte uitwisseling met hem gekomen.**

**Maar we zullen echt proberen hier werk van te maken, want het hebben van een inventaris is een zeer goed idee. We zijn volkomen bereid om mee te werken aan deze inventaris, een bericht te plaatsen in het gemeentelijke informatieblad om dit bekend te maken en hiervan gebruik te maken om een informatiesessie die we met u zouden organiseren aan te kondigen.**

**Wat de elektronische roldeuren betreft: we hebben dit besproken met de heer Wauters, die lid is van de administratie van urban.brussels. Volgens hem is dit roldeurenverbod er nog niet; we moeten waakzaam blijven en het gewestelijke niveau hier misschien van op de hoogte brengen. We zullen Brulocalis vragen dit te bekijken op het niveau van alle Brusselse gemeenten en contact op te nemen met de schepenen van erfgoed om te zien of we een gemeenschappelijk standpunt kunnen bepalen.**

**De heer Loewenstein:**

**Dank voor deze interpellatie.**

**We moeten een evenwicht vinden tussen de uitdagingen van veiligheid, bescherming en vrijwaring van het erfgoed. Ook al hebben als gemeente weinig te zeggen over deze wetgeving, die federaal is, toch kunnen we als tussenschakel, als doorgeefluik dienen en ons erfgoed inzake oude liften verdedigen.**

**Er stellen zich meerdere problemen; u heeft ze kort uiteengezet.**

**Het vraagstuk van de risicoanalysemethode, gebaseerd op een gestandaardiseerde afvinklijst zonder oog voor de leeftijd van de liften.**

**Op economisch niveau; de FOD Economie lijkt vandaag niet langer gebruik te willen maken van elektronische roldeuren om de liftschachten te beveiligen, als gevolg waarvan er veel zwaardere structuren moeten worden geïnstalleerd die niet specifiek aangepast zijn aan de bestaande bebouwing, aangezien de gebouwen niet werden opgetrokken om dergelijk zware lasten te dragen. Indien we op elke verdieping een schil moeten plaatsen om de liftschachten te beschermen, dan vormt dit een probleem voor de stabiliteit en heeft de gemeente een grotere verantwoordelijkheid aangezien het om een kwestie van openbare veiligheid gaat.**

**Op het vlak van de haalbaarheid, gelet op het aantal liften dat nog aan de normen moet worden aangepast : Tegenwoordig gaat het om 8000 liften, tegen 31 december 2022.**

**Dat betekent een cadans van ongeveer 170 gerenoveerde liften per maand. Hier is in oude liften gespecialiseerd personeel voor nodig; het gaat niet om klassieke lifttechnici voor moderne liften; die zijn niet noodzakelijk in staat oude liften veilig te maken.**

**Hierachter schuilt een opleidingsuitdaging waar rekening mee moet worden gehouden.**

**Op het vlak van de gemeente moeten we samenwerken met andere gemeenten, zoals Sint-Gillis en Elsene.**

**Misschien kunnen we een motie indienen die veiligheid en bescherming van het erfgoed kan koppelen en meegedeeld kan worden aan alle andere gemeenten, om een sneeuwbaaleffect teweeg te brengen en ervoor te zorgen dat de boodschap gehoord wordt.**

**Mevrouw Huytebroeck:**

**Dank voor uw interpellatie.**

**Dit onderwerp is secundair noch onbeduidend. Sommigen zullen er misschien zelfs mee lachen, maar ik denk dat het vraagstuk van het kleine erfgoed te weinig wordt aangesneden.**

**We hebben het vaak over de bescherming van gebouwen, maar te weinig over liften, die in het gewest een belangrijk element zijn.**

**Het bewijs wordt geleverd door het feit dat er in 2014 een interessante tentoonstelling was, 'Lift Story'. Sindsdien worden er in Brussel toeristische uitstapjes georganiseerd om de verschillende liften aan te doen.**

**Dit erfgoedvraagstuk is op erfgoedkundig vlak belangrijk, maar geeft ook aanleiding tot het vraagstuk over veiligheid en natuurlijk budgetten voor de eigenaars van deze liften, die vaak niet over het geld beschikken om ze aan de normen aan te passen.**

**Er moet een evenwicht worden gevonden tussen het erfgoed-, het veiligheids- en het energievraagstuk.**

**Hoe zorgen we voor een dubbele beglazing in een beschermd gebouw?**

**Hier stelt zich dezelfde vraag: hoe verzoenen we eerbied voor het erfgoed met veiligheidsnormen?**

**Er zijn budgettaire gevolgen. We vinden in alle soorten gebouwen liften en vaak ook in kleine mede-eigendommen, waar het herstel van deze liften budgettair zwaar doorweegt.**

**Voor wat de inventariseren betreft: misschien moeten we dit bekijken met de DML, met Brucalis en de interventie van de FOD Economie. Deze collaboratieve inventaris lijkt een goed idee.**

**En de belangrijke vraag: hoe vinden we ambachtslui die deze aanpassingswerken kunnen uitvoeren en de liften in overeenstemming met de normen kunnen brengen? Zijn er vormingen nodig?**

**De heer Pierre-De Permentier:**

**Voor ons is de bescherming van het gemeentelijke erfgoed een prioriteit.**

**Wat de opleiding van lifttechnici betreft: dit is duidelijk een te zeldzaam beroep; ik denk dat er denksporen moeten worden gezocht met de Plaatselijke Opdracht.**

**Vervolgens, voor wat de collaboratieve inventaris betreft, denk ik dat dit een goed initiatief is en dat dit naar verschillende Brusselse gemeenten en zelfs ruimer uitgebreid kan worden.**

**Ik denk dat de voornaamste bekommernis de verdediging van de middenklasse is. Net als de andere partijen het benadrukt hebben, zijn er onvoldoende mensen die de middelen hebben om renovaties uit te voeren. Ik denk dat er collectief en actief moet worden nagedacht. Politieke eensgezindheid zou een goed signaal ten aanzien van dit dossier zijn.**

**De heer Hacken:**

**Ik dank de burgers. Het klopt dat dit een onderwerp is waar we nog niet over gepraat hebben sinds ik raadslid ben. En dit is jammer, aangezien dit iets fundamenteels is. Dus ja aan de beveiliging van de liften en ja aan de verdediging van ons erfgoed en zijn bescherming. Als we het over de veiligheid hebben: wanneer we in dit soort liftschachten kokers van + dan 500kg willen installeren, hebben we het niet echt over veiligheid. Ik denk dat het vandaag van cruciaal belang is samen aan dit soort project te werken. En informatievergaderingen organiseren is ook een goed idee.**

**Ik denk dat ook het vraagstuk van een eventuele bijkomende verlenging van de termijn voor het in overeenstemming met de normen brengen zal opduiken en met deze verlenging (waar op federaal niveau over moet worden beslist) misschien ook pleiten voor een versoepeling van de norm. Het zijn discussies die we in de loop van de komende maanden, jaren, ... zullen moeten voeren. We moeten aandacht blijven hebben voor deze uitdaging.**

**De heer Ghysels:**

**Ik dank de interveniënt, die ons wijst op een onderwerp dat vrij onbekend is. Ik kende het probleem van het conform maken van mede-eigendommen in het algemeen.**

**De wetgeving voor liften werd verschillende keren uitgesteld en de kosten voor het conform maken varieerden sterk, aangezien er vennootschappen waren die van de groeiende markt gebruik hebben gemaakt om ons te hoge bedragen aan te rekenen. Ik geloof dat het probleem dat u aansnijdt, niet dat van de gemeente Vorst is, maar alle Brusselaars en zelfs de andere gewesten van het land aanbelangt. Ik denk dan ook dat, om dit op te lossen, dit naar het gewestelijke niveau moet worden overgemaakt, omdat dit in het kader van de bescherming van het erfgoed iets is wat alle Brusselse gemeenten kan interesseren.**

**De heer Bequet:**

**Hartelijk dank aan de gemeente en voor de verschillende antwoorden.**

**We hebben nood aan versterking, hulp ... U sprak van vorming: er zijn kmo's die ons contacteren. Ze hebben personeel, ze hebben zin goed te restaureren, maar ze worden geconfronteerd met een wetgeving en ook met een technische controle. Er zijn 12 soorten externe en technische controlediensten. De dialoog is niet altijd eenvoudig en beschikbaarheden zijn er niet altijd. Er zijn mensen voor wie het financiële aspect moeilijk ligt.**

**Ik, als burger, heb contact opgenomen met de FOD Economie om de situatie met betrekking tot de roldeuren uit te leggen. De FOD Economie heeft zijn ingenieur gestuurd. We hebben hierover gesproken en, na afweging van verschillende mogelijkheden, heeft men me meegedeeld dat mijn lift op 1 januari 2023 zal moeten worden stilgelegd.**

**De heer Loewenstein:**

**Wat dit betreft, zal er tijdens de volgende raadszitting een resolutie of motie komen, niet?**

**De heer Spapens:**

**We zijn volledig akkoord om een resolutie aan te nemen.**

*1 annexe / 1 bijlage*

**Madame De Laveleye :**

**Nous allons avancer dans l'ordre du jour.**

**Monsieur Pierre De-Permentier :**

**J'ai un point d'ordre à soulever, l'ordre du jour est incomplet puisque plusieurs groupes ont demandé l'inscription d'interpellations qui ne figurent pas à l'ordre du jour. J'ai bien suivi les échanges de mails. Mon groupe a bien fait plusieurs fois part que des interpellations n'y figuraient pas et qu'on souhaitait les voir inscrites. Nos demandes sont restées sans réponse. On a demandé la motivation de ses décisions, la réponse ne nous est jamais parvenue.**

**On a enfin demandé la circulaire qui a été invoquée qu'on n'a pas reçue non plus.**

**On a constaté avec grand désarroi que la majorité était plus prompte à répondre via les médias qu'à ses mails, on le regrette et on demande si vous pouvez faire un geste pour répondre à nos questions ? On a tout à fait le droit en tant que conseillers de pouvoir interpeler.**

**On aimerait avoir des réponses de la part du Collège de savoir s'il s'agit de vouloir censurer l'opposition ?**

**Madame Moens :**

**Je vous ai répondu, je vous ai donné dans mon mail de réponse, la date de la circulaire ainsi que la date à laquelle elle a été publiée.**

**Notre règlement d'ordre intérieur dit dans « l'article 7 » les demandes d'interpellation doivent être accompagnées d'une note explicative ou tout document propre à éclairer le conseil communal. Sauf avis contraire il n'y avait pas de note qui accompagnait vos demandes et donc en fonction de ça nous avons au Collège examiné toutes les demandes et on a considéré que certaines demandes pouvaient être demandées de façon écrite.**

**Monsieur Pierre De-Permentier :**

**Vous venez de dire que les questions posées ne sont pas des questions de fond ? Je pense à titre personnel que le tram 7, la piscine communale ou la sécurité qui règne dans le quartier Sept-Bonniers, sont des sujets de fond.**

**Je veux bien reconnaître que certaines étaient des questions statistiques mais pour le reste c'est une volonté de censurer une partie de l'opposition.**

**D'ailleurs vous dites dans votre mail que nos interpellations viendraient troubler le fonctionnement normal et optimal du Conseil communal. Pour ça non plus, il n'y a pas eu de réponse ; A mon sens il s'agit d'une formulation éminemment politique à laquelle vous n'avez pas répondu. Au cours de la précédente législature, aucune question n'avait jamais été requalifiée en question écrite.**

**La dernière question écrite date de 2015, c'est la seule qui figure sur le site et qui est illégal.**

**D'après renseignements pris dans diverses communes, on vient à proposer de requalifier une interpellation quand celle-ci demande des chiffres.**

**Monsieur Loewenstein :**

**Six de nos interpellations et motions sont prises en compte sauf une sur les tags Anti-Arabs sur l'Avenue des Sept-Bonniers. Cette interpellation a été rédigée sous la même forme que les autres avec note explicative comme d'habitude. J'ai reçu un courrier disant que le Collège des Bourgmestres et Echevins a décidé de la requalifier en question écrite. J'ai demandé les raisons objectives qui avaient motivé cette décision, je n'ai pas eu de réponse par rapport à ça, et quand je compare celle-ci avec les autres, il n'y a aucune raison de la requalifier. On ne vient pas ici avec un sujet polémique, on vient avec un sujet qui est d'intérêt communal, je ne demande pas de**



chiffres, je demande un suivi par rapport à un problème qui s'est posé récemment. Je ne comprends pas et je n'ai pas eu de retour de la part du Collège par rapport aux motivations de la transformation de mon interpellation. J'aimerais si possible, avoir l'explication aujourd'hui. Je suis assez surpris de la manière où on gère aujourd'hui les interpellations. Lors de la précédente législature il y avait moins de questions posées, peut-être qu'aujourd'hui l'opposition est plus dynamique...

**Madame De Laveleye :**

Juste pour clarifier : la raison de requalification n'a jamais été pour terminer tôt les Conseils communaux, ce n'est pas ça qui motive les décisions. Par contre ces commentaires sont sûrement utiles pour avancer dans la clarification de comment on veut fonctionner au Conseil pour les 6 ans qui viennent. Mais il faut que chacun d'entre nous comprenne bien ce qu'est une question, une interpellation ; Il faut avancer collectivement en attendant qu'on puisse avoir un accord sur le nouveau règlement d'ordre intérieur.

Je vais quand même vous réinviter à bien fournir les notes explicatives pour les points.

**Monsieur Roberti :**

Au dernier Conseil communal, un rappel avait été fait sur la différence entre une interpellation et une question écrite. Le Collège, sur base de la proposition de la secrétaire communale, a décidé de requalifier certains mails en question écrite, il n'y aucune volonté de limiter la démocratie, la meilleure preuve est que les réponses aux questions écrites seront mises sur le site internet de la commune, et donc tout le monde y aura accès. Et j'invite les chefs de groupe à se mettre autour de la table pour revisiter le règlement d'ordre intérieur avec comme objectif à la fois de pouvoir donner accès à l'information à l'ensemble des membres du Conseil et à la fois pouvoir tenir des séances du Conseil communal d'une façon sereine.

**Monsieur Pierre De-Permentier :**

Je n'ai toujours pas eu l'explication concernant les motivations.

Monsieur le Bourgmestre vient de faire un écho pour un bon fonctionnement communal, ce qui fait un peu écho au mail de la secrétaire communale quant au fonctionnement optimal du Conseil. J'aimerais avoir l'explication de ce qui est, selon-vous, le fonctionnement optimal du Conseil

**Monsieur Roberti :**

A chaque question que vous avez posée vous aurez une réponse. Quand il s'agit de questions factuelles, elles doivent pouvoir faire l'objet d'une réponse écrite totalement factuelle et les interpellations qui mènent à un débat doivent pouvoir se tenir au conseil communal.

Ce qui permet à la fois de pouvoir informer tout le monde sur les questions factuelles et de pouvoir consacrer le temps du Conseil communal à des débats de fond et à des prises de position politique pour éclairer les membres du public.

**Monsieur Loewenstein :**

Je suis très calme, mais j'ai l'impression qu'on se fout de nous on veut nous donner la leçon de savoir ce que c'est une interpellation ou une question écrite. Si je veux déposer une question écrite c'est pour des questions factuelles. Là, j'ai déposé une interpellation avec une note explicative avec des questions, comme vous le demandez, Madame la Présidente, et elle est recalée sans aucune raison. Si on veut poser des questions au Conseil communal c'est qu'on sent l'intérêt de poser ces questions et qu'on préfère que ça soit dit ici en public ou en tous cas, consigné dans un PV. C'est un

droit élémentaire, c'est notre manière de pouvoir nous exprimer ici et de contrôler le Collège.

**Madame Maduda :**

Quelques petites remarques : Il me semble que pour un Conseiller communal qui fait partie de l'opposition, ces interpellations sont un outil démocratique indispensable.

J'avais déposé une interpellation à laquelle Monsieur Spapens aurait répondu, et j'aurais pu aller plus loin en posant des questions complémentaires. Ici je vais avoir une réponse écrite et que va-t-il se passer si je veux avoir davantage de renseignements par rapport à cette réponse ? Je vais devoir reformuler une interpellation par écrit ? Je trouve ça décevant. Ou alors il faut prendre d'autres mesures et dédoubler les conseils pour avoir plus de temps à la discussion. Je trouve que c'est notre droit de poser des questions et d'aller aussi loin qu'on veut.

**Monsieur Hacken :**

Je n'ai jamais eu ce déplaisant honneur d'avoir été recalé pour une interpellation, ce que je ne comprends, pas c'est que les chefs de groupe se réunissent pour voir le règlement d'ordre intérieur sans le Collège, alors que c'est le Collège qui tranche sur la validité. Ou alors on estimera que ce sont tous les points envoyés à la Secrétaire communale qui sont validés.

**Madame De Laveleye :**

Non, ce sera une proposition qui vous sera faite en commission, sur laquelle on pourra avoir un débat collectif.

**Monsieur Hacken :**

Par le collège ?

**Madame De Laveleye :** Oui.

**Madame Goldberg :**

Je voudrais quand même appuyer une indignation. On nous prend pour des collégiens, on nous infantilise, on est capable de rédiger une note explicative, on sait ce que c'est qu'expliquer un problème et poser des questions qui intéressent l'intérêt général ; On n'est pas conseiller communal par hasard, on s'intéresse à ce qui se passe dans notre commune. Je trouve qu'on prend très à la légère ce qui est en train de se passer.

**Monsieur Pierre De-Permentier :**

Donc quelle est la décision du Collège finalement ?

**Madame De Laveleye :**

Pour ce soir, nous allons poursuivre l'ordre du jour tel que vous l'avez reçu.

Vos questions et interpellations seront traitées comme Monsieur Roberti l'a dit, dans les délais impartis.

**Monsieur Pierre De-Permentier :**

Donc la commune sans peur se transforme en commune de la pensée unique.

**Monsieur Loewenstein :**

**J'aimerais avoir une réponse à la question par rapport à la motivation, si vous voulez me la donner par écrit, ok, mais je veux une motivation à la transformation de mon interpellation en question écrite.**

**Madame De Laveleye :**

**Vous recevrez une réponse par écrit.**

**Monsieur Loewenstein :**

**On n'aborde plus le PV en début de séance ?**

**Madame Moens :**

**Nous avons intégré vos modifications ainsi que celle de Madame Goldberg, les traductions ont déjà été faites.**

**Monsieur Hacken :**

**J'ai également une demande de modification.**

**Madame Moens :**

**Il faut encore, si je ne m'abuse, faire un débat au niveau du Collège. Je propose de revenir avec un revu de la décision au Conseil prochain, il s'agit de la composition de l'AG de la maison des jeunes.**

**Monsieur Hacken :**

**Un revu de la décision au prochain Conseil me semble léger, pour quelque chose qui était acté.**

**Monsieur Roberti :**

**Il y a une incompréhension par rapport à ce point puisqu'il y a eu une élection de membre pour aller siéger à l'Assemblée Générale de la Maison des Jeunes.**

**Dans ce point, il est évoqué que MR, Ecolo et PS doivent s'organiser pour faire une place au CdH. Ce point visiblement n'est pas mûr. Il faut qu'on trouve une solution.**

**Soit le Conseil décide de supprimer cette phrase, soit une solution politique doit se trouver.**

**Monsieur Hacken :**

**Ce que j'entends, c'est que dans le PV on enlève ce point ?**

**Madame De Laveleye :**

**On peut le retirer du PV.**

**Nous supprimons le point vu les difficultés rencontrées ce soir.**

**On revoit le point en huis-clos.**

**Mevrouw De Laveleye:**

**We zullen doorgaan met de agenda.**

**De heer Pierre-De Permentier:**

**Ik wens een punt van orde aan te snijden: de agenda is onvolledig, aangezien verschillende fracties de opname van interpellaties hebben gevraagd die niet op de agenda staan. Ik heb de uitwisselingen per mail goed opgevolgd. Mijn fractie heeft verschillende keren gezegd dat er**

interpellaties ontbraken en dat we die opgenomen wensten te zien. Onze vragen zijn onbeantwoord gebleven. We hebben naar de motivering van deze beslissingen gevraagd; het antwoord heeft ons nooit bereikt.

Tot slot hebben we gevraagd naar de omzendbrief waar men zich op beriep en ook die hebben we niet ontvangen.

Tot onze ontsteltenis stelden we vast dat de meerderheid sneller via de media dan op deze mails antwoordde; we betreuren dit en vragen of u een gebaar kunt stellen om onze vragen te beantwoorden. Als raadsleden hebben we volkomen het recht te interpelleren.

Graag zouden we van het College antwoorden hebben gekregen, om te weten of het de bedoeling is de oppositie te censureren?

**Mevrouw Moens:**

Ik heb u geantwoord; ik heb u mijn antwoordmail gegeven, samen met de datum van de omzendbrief en de datum waarop deze gepubliceerd werd.

Ons huishoudelijk reglement zegt in zijn artikel 7 dat voorstellen van interpellaties vergezeld moeten worden van een verklarende nota of enig ander document dat de gemeenteraad kan voorlichten. Tenzij tegenovergesteld bericht van mijn kant was er geen nota die uw voorstellen vergezelde en op basis daarvan hebben we op het College alle aanvragen onderzocht en waren we van mening dat sommige voorstellen schriftelijk gevraagd konden worden.

**De heer Pierre-De Permentier:**

U zegde zonet dat de gestelde vragen niet fundamenteel waren. Persoonlijk denk ik dat tram 7, het gemeentelijke zwembad en de veiligheid in de Zevenbunderswijk fundamentele kwesties zijn.

Ik ben zeker bereid te erkennen dat een aantal ervan statistisch van aard was, maar voor de rest gaat het om een verlangen een deel van de oppositie te censureren.

Overigens zegt u in uw mail dat onze interpellatie de normale en optimale werking van de Gemeenteraad komen verstoren. Ook hierop was er geen antwoord; volgens mij gaat het hier om een uiterst politieke formulering, waar u niet op heeft geantwoord. In de loop van de vorige legislatuur werd er geen enkele vraag ooit tot schriftelijke vraag geherkwalificeerd.

De laatste schriftelijke vraag dateert van 2015; dit is de enige die op de website staat en dit is onwettig.

Volgens inlichtingen gewonnen bij verschillende gemeenten, is men ertoe gekomen een interpellatie te herkwalificeren wanneer deze naar cijfers vraagt.

**De heer Loewenstein:**

Zes van onze interpellaties en moties werden overgenomen, behalve een over de anti-Arabische tags in de Zevenbunderslaan. Deze interpellatie werd in dezelfde vorm als de andere opgesteld, met een toelichtingsnota zoals gewoonlijk. Ik heb een schrijven ontvangen waarin stond dat het College van Burgemeesters en Schepenen beslist heeft deze te herkwalificeren tot schriftelijke vraag. Ik heb gevraagd naar de objectieve redenen die deze beslissing hebben gemotiveerd; ik heb hierover geen antwoord gekregen en wanneer ik deze met de andere vergelijk, was er geen reden om deze te herkwalificeren. We komen hier niet met een polemisch onderwerp, maar met een onderwerp van gemeentelijk belang. Ik vraag geen cijfergegevens, ik vraag een opvolging met betrekking tot een probleem dat zich onlangs aandeed. Ik begrijp dit niet en heb geen terugkoppeling gekregen van het College voor wat betreft de motivering van de transformatie van mijn interpellatie. Graag had ik zo mogelijk vandaag nog de uitleg gekregen. Ik ben vrij verrast

over de wijze waarop de interpellaties tegenwoordig beheerd worden.

Tijdens de vorige legislatuur werden er minder vragen gesteld; misschien is de oppositie nu dynamischer ...

**Mevrouw De Laveleye:**

**Louter ter verduidelijking:** de herkwalificatie was nooit bedoeld om de Gemeenteraden vroeg te kunnen afsluiten. Dit is niet de reden achter deze beslissingen. Daarentegen is dit commentaar zeker nuttig om vooruitgang te boeken in de verduidelijking van de wijze waarop we de komende 6 jaar willen werken. Maar ieder van ons moet goed begrijpen wat een vraag is en wat een interpellatie; we moeten collectief verdergaan in afwachting tot een akkoord over het nieuwe huishoudelijk reglement.

Ik wens u niettemin opnieuw te verzoeken toelichtingsnota's voor uw punten in te dienen.

**De heer Roberti:**

Tijdens de laatste gemeenteraad werd herinnerd aan het verschil tussen een interpellatie en een schriftelijke vraag. Het College heeft, op basis van het voorstel van de Gemeentesecretaris, beslist bepaalde mails te herkwalificeren tot schriftelijke vraag. Het betreft geen verlangen om de democratie in te perken; het beste bewijs is dat de antwoorden op de schriftelijke vragen op de website van de gemeente zullen worden geplaatst, en dus zal iedereen er toegang toe hebben. En ik nodig de fractieleiders ertoe uit rond de tafel te gaan zitten om het huishoudelijk reglement aan te passen, zowel om alle leden van de Raad toegang te geven tot de informatie als om zittingen van de Gemeenteraad sereen te kunnen doen verlopen.

**De heer Pierre-De Permentier:**

Ik heb nog steeds geen uitleg over de motiveringen ontvangen.

De heer Burgemeester sprak zonet over de goede werking van de gemeente, waarmee hij een beetje een echo vormt van de mail van de Gemeentesecretaris over de optimale werking van de Raad. Graag kreeg ik uitgelegd wat volgens u de optimale werking van de Raad is.

**De heer Roberti:**

Op iedere vraag die u gesteld heeft, zult u een antwoord ontvangen. Wanneer het om feitenkwesies gaat, moeten ze het voorwerp kunnen uitmaken van een volledig feitelijk schriftelijk antwoord en de interpellaties die tot een debat leiden moeten in de Gemeenteraad kunnen worden aangebracht.

Dit stelt in staat om iedereen over de feitenvragen te informeren en binnen de Gemeenteraad tijd te besteden aan discussies ten gronde en het nemen van politieke standpunten ter verduidelijking voor de leden van het publiek.

**De heer Loewenstein:**

Ik ben erg kalm, maar ik heb de indruk dat men ons voor de gek houdt. Men wil ons de les spellen over wat een interpellatie of een schriftelijke vraag is! Als ik een schriftelijke vraag wil indienen, is het voor feitenvragen. Hier heb ik een interpellatie met toelichtingsnota ingediend, zoals u vraagt, mevrouw de Voorzitster, en deze werd zonder enige reden afgewezen. Indien we in de Gemeenteraad vragen willen stellen, is dat omdat we voelen dat het belangrijk is ze te stellen en omdat we verkiezen dat dit in het openbaar wordt gezegd of in ieder geval in de notulen wordt opgenomen. Dit is een basisrecht, dit is onze manier om ons hier uit te drukken en het College te controleren.

**Mevrouw Maduda:**

**Een paar kleine opmerkingen: Ik denk dat deze interpellaties voor een gemeenteraadslid van de oppositie een onmisbaar democratisch instrument is.**

**Ik had een interpellatie ingediend waar de heer Spapens op heeft geantwoord en ik zou verder hebben kunnen gaan door aanvullende vragen te stellen; hier zal ik een schriftelijk antwoord ontvangen en wat zal er gebeuren als ik meer inlichtingen wil verkrijgen in verband met dit antwoord? Moet ik schriftelijk een interpellatie herformuleren? Ik vind dit ontgoochelend. Of anders moeten er andere maatregelen worden genomen en moeten de raadszittingen worden ontdebeld om meer tijd te krijgen voor discussie.**

**Ik denk dat het ons recht is vragen te stellen en zo ver te gaan als we willen.**

**De heer Hacken:**

**Ik heb nooit de onaangename eer genoten om een van mijn interpellaties geweigerd te zien. Wat ik niet begrijp is dat de fractieleiders zonder het College samenkomen om het huishoudelijk reglement te herzien, terwijl het College is dat aangaande de geldigheid de knoop doorhakt. Of anders moet men van oordeel zijn dat alle punten die naar de Gemeentesecretaris worden gestuurd geldig worden verklaard.**

**Mevrouw De Laveleye:**

**Neen, het zal een voorstel zijn dat u in commissiezitting zal worden overgemaakt waarna we een collectieve discussie zullen kunnen voeren.**

**De heer Hacken:**

**Door het College?**

**Mevrouw De Laveleye: Ja.**

**Mevrouw Goldberg:**

**Ik zou toch graag mijn verontwaardiging uiten. Men neemt ons hier voor middelbareschoolleerlingen, we worden geïnfantiliseerd. Wij zijn heus wel in staat een toelichtingsnota op te stellen, we weten wat het is om een probleem uit te leggen en de vragen te stellen die van algemeen belang zijn. Wij zijn niet toevallig gemeenteraadslid geworden; we interesseren ons voor wat er in onze gemeente gebeurt. Ik vind dat wat er hier gebeurt wel heel licht wordt opgevat.**

**De heer Pierre-De Permentier:**

**Wat is uiteindelijk de beslissing van het College?**

**Mevrouw De Laveleye:**

**Voor vanavond zullen we doorgaan met de agenda zoals u die ontvangen heeft.**

**Uw vragen en interpellaties zullen worden behandeld zoals de heer Roberti het heeft gezegd, binnen de gestelde termijnen.**

**De heer Pierre-De Permentier:**

**Dus de gemeente zonder angst verandert in gemeente van het eenheidsdenken.**

**De heer Loewenstein:**

**Ik had graag een antwoord op de vraag over de motivering. Indien u me die schriftelijk wil geven, ok, maar ik wil een motivering voor de verandering van mijn interpellatie in schriftelijke vraag.**

**Mevrouw De Laveleye:**

**U zult een schriftelijk antwoord ontvangen.**

**De heer Loewenstein:**

**Bespreken we de notulen niet meer aan het begin van de zitting?**

**Mevrouw Moens:**

**We hebben uw wijzigingen, alsook die van mevrouw Goldberg, opgenomen; de vertalingen zijn al klaar.**

**De heer Hacken:**

**Ook ik heb om een wijziging gevraagd.**

**Mevrouw Moens:**

**Tenzij ik me vergis, moet dit nog worden besproken op het niveau van het College. Ik stel voor dat de tijdens de volgende raadszitting een beslissing herzien; het betreft de samenstelling van de Algemene Vergadering van het Jeugdhuis.**

**De heer Hacken:**

**Een herziening van de beslissing tijdens de volgende Raad lijkt me licht voor iets waar reeds akte van werd genomen.**

**De heer Roberti:**

**Er heerst een misverstand over dit punt, aangezien er een verkiezing heeft plaatsgevonden van een lid om zitting te nemen in de Algemene Vergadering van het Jeugdhuis.**

**In dit punt werd vermeld dat de MR, Ecolo en de PS zich moeten organiseren om een zetel te geven aan het cdH. Dit punt is duidelijk nog niet gerijpt. We moeten een oplossing vinden.**

**Ofwel beslist de Raad deze zin te schrappen, ofwel wordt er een politieke oplossing gevonden.**

**De heer Hacken:**

**Als ik het goed begrijp, wordt dit punt uit de notulen verwijderd?**

**Mevrouw De Laveleye:**

**We kunnen het uit de notulen verwijderen.**

**We schrappen dit punt gezien de moeilijkheden die we vanavond zijn tegengekomen.**

**We bespreken het punt opnieuw in besloten vergadering.**

## Affaires générales - Algemene zaken

### 2 Affaires générales - Elections du 26 mai 2019 - Règlement relatif aux conditions d'affichage sur les panneaux électoraux.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 119bis et 135, § 2 ;

Vu l'arrêté du 22 février 2019 du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement général de police de Forest, notamment l'article 10, § 2 ;

Considérant qu'il y a lieu, dans un souci d'ordre public, de réglementer les conditions d'affichage sur les panneaux installés à cet effet sur le territoire de la commune, en ayant égard aux pratiques en usage dans les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que les élections européennes, législatives et régionales auront lieu le 26 mai 2019 ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre des mesures en vue d'éviter les incidents en matière d'affichage électoral et de prévenir les atteintes à la tranquillité et à la propreté publiques ;

Considérant qu'une répartition équitable des espaces d'affichage peut être faite en tenant compte du fait que le groupe politique ou le parti est actuellement représenté ou non au sein d'au moins deux assemblées concernées par le scrutin du 26 mai 2019 ;

DECIDE,

#### Article 1 – Objet

Le présent règlement a pour objet d'organiser l'affichage électoral sur le territoire communal lors des élections européennes, législatives et régionales, sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires supérieures, notamment le Règlement général de police, l'arrêté du 22 février 2019 pris par le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ou l'article 27.5 du Code de la Route (limitation du stationnement de remorques et véhicules publicitaires).

#### Article 2 – Définitions

Par « publicité électoral » , il faut entendre toute forme d'expression ayant pour objet la propagande au nom de candidats ou de listes de candidats ou de partis aux élections.

Par « affichage électoral » , il faut entendre l'apposition sur des supports fixes ou mobiles, de documents ou autres indications, sous quelque forme que ce soit, matérialisant la publicité électoral.

#### Article 3 – Dispositions concernant l'affichage électoral

##### § 1er - Principes

L'affichage électoral est interdit sur la voie publique à l'exception des panneaux prévus exclusivement à cet effet.

Par décision du Collège des Bourgmestre et Échevins, ceux-ci sont installés de manière à couvrir les différents quartiers de la commune, au plus tard 30 jours avant le scrutin.

L'affichage sur les panneaux électoraux est effectué par le personnel communal désigné à cette fin. Il



ne peut en aucun cas être effectué par une personne étrangère au personnel communal, mandatée ou non par les candidats ou représentants d'une quelconque liste.

Il est interdit d'apposer des affiches électorales ou autres supports de propagande électorale sur les propriétés et les biens privés sans l'autorisation du propriétaire.

Ne sera pas apposée toute affiche dont le contenu est en infraction avec la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

## § 2 - Zones réservées

A chaque emplacement de panneaux d'affichage électoral :

- 6 panneaux sont réservés, en parts égales, aux partis ou groupes politiques ou partis francophones représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin ;
- 3 panneaux sont réservés, en parts égales, aux partis ou groupes politiques néerlandophones représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin ;
- 1 panneau est réservé aux partis ou groupes politiques qui ne sont pas représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin.

## § 3 - Opérations de collage

Chaque parti ou groupe politique souhaitant voir ses affiches apposées sur les panneaux d'affichage électoral désigne un représentant dûment mandaté pour déposer lesdites affiches au Secrétariat communal, dans les délais fixés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le représentant désigné doit communiquer la disposition précise des affiches souhaitée ; celle-ci doit correspondre réalistement à l'espace attribué.

Le représentant désigné peut demander un nouvel affichage pour autant que ladite demande soit dûment justifiée.

En cas de détérioration d'affiches, il appartient au représentant de chaque liste d'en avertir le Secrétariat communal et de fournir un nombre suffisant d'affiches pour pourvoir à leur remplacement ; il est procédé à un nouvel affichage dans les meilleurs délais.

## § 4 - Réclamations

Les réclamations portant sur l'application du présent règlement doivent être introduites devant le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Aucune réclamation ne sera admise si les affiches n'ont pas été remises au Secrétariat communal dans les délais impartis.

## Article 4 – Diffusion

Outre les mesures d'affichage prévues à l'article 112 de la nouvelle loi communale, un exemplaire du présent règlement sera envoyé à chaque liste présentant des candidats aux élections, à l'adresse du siège de la liste ou de la personne qui a déposé la liste.

## Article 5 – Sanctions

§ 1er - Les affiches apposées en violation du présent règlement et ce, notamment, en cas de détérioration par « surcollage » ou ajout d'inscriptions, seront enlevées par le personnel communal aux frais des contrevenants et, à défaut, aux frais des éditeurs responsables.

§ 2 - Les panneaux d'affichage électoral étant assimilés à du mobilier urbain, toute détérioration de ceux-ci pourra entraîner l'application des sanctions inscrites dans le Règlement général de police, sans préjudice de l'application des dispositions du Code pénal et de toute autre législation.

§ 3 - Sans préjudice des dispositions du Règlement général de police, des instructions des autorités et des dispositions du présent article, toute infraction au présent règlement pourra être sanctionnée par une amende administrative de maximum 350,00 €, à charge des contrevenants ou, à défaut, des éditeurs responsables.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 31 votes positifs, 4 votes négatifs.

*Non : Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Alexander Frank Paul Billiet.*

---

## **Algemene zaken - Verkiezingen van 26 mei 2019 - Reglement betreffende de voorwaarden van aanplakking op verkiezingsborden.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 119, 119bis en 135, § 2;

Gelet op het besluit van 22 februari 2019 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Algemeen Politiereglement van Vorst, met name artikel 10;

Overwegende dat het, met het oog op de openbare orde, noodzakelijk is om de voorwaarden van aanplakking op de borden die daartoe geïnstalleerd werden op het grondgebied van de gemeente te reglementeren, gezien de gangbare praktijken in de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de Europese, wetgevende en regionale verkiezingen plaats zullen vinden op 26 mei 2019;

Overwegende dat het noodzakelijk is om maatregelen te treffen teneinde incidenten inzake verkiezingsaanplakking te vermijden en inbreuken op de openbare rust en netheid te voorkomen;

Overwegende dat de ruimten voor aanplakking billijk verdeeld kunnen worden door rekening te houden met het feit of de politieke groep of partij op dit ogenblik al dan niet vertegenwoordigd is in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen van 26 mei 2019 betrekking op hebben;

BESLUIT,

Artikel 1 - Voorwerp

Het huidige reglement heeft als doel de verkiezingsaanplakking op het gemeentelijke grondgebied te organiseren tijdens de Europese, wetgevende en regionale verkiezingen, onverminderd de hogere wettelijke of reglementaire bepalingen, inzonderheid het Algemeen Politiereglement, het besluit van 22 februari 2019 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of artikel 27.5 van het Verkeersreglement (beperking van het parkeren van aanhangwagens en reclamevoertuigen).

Artikel 2 – Definities

Onder “verkiezingsreclame” verstaat men elke expressievorm met als voorwerp propaganda in naam van kandidaten of kandidatenlijsten of partijen voor de verkiezingen.

Onder “verkiezingsaanplakking” verstaat men het aanbrengen, op vaste of mobiele dragers, van documenten of andere vermeldingen, in eender welke vorm, die verkiezingsreclame materialiseren.

### Artikel 3 – Bepalingen betreffende de verkiezingsaanplakking

#### §1 – Principes

Verkiezingsaanplakking op de openbare weg is verboden, behalve op de borden die uitsluitend daartoe zijn voorzien.

Per beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen worden deze borden zo geplaatst dat de verschillende wijken van de gemeente gedekt worden, en dit ten laatste 30 dagen voor de verkiezingen.

De affiches op de verkiezingsborden worden aangeplakt door het gemeentepersoneel dat daartoe wordt aangesteld. In geen geval mag dit gebeuren door een persoon die niet tot het gemeentepersoneel behoort, ongeacht of deze door de kandidaten of vertegenwoordigers van enige lijst gemachtigd werd of niet.

Het is verboden verkiezingsaffiches of ander verkiezingsmateriaal aan te brengen op privé-eigendommen en -goederen zonder de toelating van de eigenaar.

Zal niet worden aangeplakt elke affiche waarvan de inhoud in overtreding is met de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd.

#### § 2 – Voorbehouden zones

Op elke plaats voor borden voor verkiezingsaffiches:

- worden er 6 borden, gelijk verdeeld, voorbehouden voor de Franstalige politieke partijen of fracties die vertegenwoordigd zijn in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen betrekking op hebben;
- worden er 3 borden, gelijk verdeeld, voorbehouden voor de Nederlandstalige politieke fracties of partijen die vertegenwoordigd zijn in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen betrekking op hebben;
- wordt er 1 bord, gelijk verdeeld, voorbehouden voor de politieke fracties of partijen die niet vertegenwoordigd zijn in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen betrekking op hebben.

#### § 3 – Aanplakking

Iedere partij of fractie die haar affiches wil laten aanplakken op de verkiezingsaanplakkingsborden duiden een naar behoren gemachtigde vertegenwoordiger aan om deze affiches neer te leggen op het Gemeentesecretariaat binnen de termijnen die door het College van Burgemeester en Schepenen werden vastgelegd.

De aangeduide vertegenwoordiger moet de precieze schikking van de gewenste affiches meedelen; deze moet op realistische wijze in overeenstemming zijn met de toegekende ruimte.

De aangeduide vertegenwoordiger mag een nieuwe aanplakking vragen, voor zover deze aanvraag naar behoren wordt verantwoord.

In het geval van beschadiging van affiches is het aan de vertegenwoordiger van iedere lijst om er het Gemeentesecretariaat van op de hoogte te brengen en een voldoende aantal affiches te bezorgen om te voorzien in hun vervanging; er wordt zo snel mogelijk overgegaan tot een nieuwe aanplakking.

#### § 4 – Klachten

Klachten betreffende de toepassing van huidig reglement moeten worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Er zal geen enkele klacht worden aanvaard indien de affiches niet binnen de gestelde termijnen

werden overhandigd aan het Gemeentesecretariaat.

#### Artikel 4 – Verspreiding

Naast de maatregelen inzake aanplakking zoals bedoeld in artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet wordt een exemplaar van dit reglement verzonden naar elke lijst die kandidaten voordraagt voor de verkiezingen, op het adres van de zetel van de lijst of van de persoon die de lijst heeft ingediend.

#### Artikel 5 – Sancties

§ 1 - De affiches die met inbreuk op dit reglement worden aangebracht en dit, inzonderheid, in geval van beschadiging door “overplakken” of toevoegen van opschriften, zullen worden weggehaald door het gemeentepersoneel op kosten van de overtreders en, bij gebrek daaraan, op kosten van de verantwoordelijke uitgevers.

§ 2 - Aangezien de verkiezingsborden worden gelijkgesteld met stadsmeubilair, kan elke beschadiging ervan leiden tot de toepassing van de sancties ingeschreven in het Algemeen Politireglement van Vorst, ongeacht de toepassing van de bepalingen van het Strafwetboek en van elke andere wetgeving.

§ 3 - Ongeacht de bepalingen van het Algemeen Politireglement, de instructies van de overheden en de bepalingen van dit artikel kan elke inbreuk op het huidige reglement bestraft worden met een administratieve boete van maximum € 350,00, ten laste van de overtreders of, bij gebrek daaraan, van de verantwoordelijke uitgevers.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 31 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen.

*Nee : Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Alexander Frank Paul Billiet.*

#### **Monsieur Hacken :**

**Ce règlement est classique, on avait été plus loin à l’occasion des élections communales.**

**Par rapport à l’interdiction de l’affichage dans les commerces, on n’a jamais eu d’évaluation de cette mesure mais je l’ai toujours trouvée très positive, respectée jusqu’aux quelques derniers jours et c’était dommage, mais ça a fait du bien aux commerçants, en terme écologique, etc... Je pense qu’on peut maintenir et réinitier cette décision qui avait été prise par l’ensemble de l’ancien Conseil ce qui était plutôt positif.**

**C’était une charte entre nous et je maintiens la proposition.**

#### **Madame Koplowicz :**

**Je rejoins Monsieur Hacken, c’est une bonne pratique. Pour le reste, on voudrait revenir sur quelque chose qu’on défendait avant d’être élus. On voudrait pouvoir attribuer un panneau pour chaque parti, élu ou pas, pour nous c’est important qu’il y ait un traitement égal pour tous, ça nous semble démocratique.**

#### **Monsieur Loewenstein :**

**Sur la question des commerces, je rejoins mes collègues sur les principes, mais je crains que ça ne soit pas gérable parce que les candidats viennent de toutes les communes. Il y avait une discipline qui existait entre les listes au niveau communal, il y avait un respect par rapport à cette charte.**

Mais j'ai des doutes que cela puisse tenir avec des candidats qui viennent d'ailleurs et qui ne vont pas spécialement respecter cette charte, à moins qu'une décision soit prise au niveau Régional, au niveau de la Conférence des Bourgmestres avec un dispositif pour toute la Région qui pourrait être mis en place assez rapidement puisqu'on approche des élections.

Je voulais venir sur un autre point :

J'ai posé une question écrite suite à la décision du Collège de la semaine passée, concernant les 13 emplacements, où j'ai découvert avec surprise, que plusieurs emplacements de panneaux n'ont pas été repris.

Lors des dernières élections communales on avait 17 emplacements et aujourd'hui on en est à 13. On a supprimé 5 emplacements et rajouté un. Quand on voit les endroits où ça été supprimé, c'est à se poser des questions.

L'emplacement Altitude Cent/Jupiter, l'emplacement Lainé... Je sais qu'il faut faire avec le nombre de panneaux qu'on a aujourd'hui.

Il y a 130 panneaux pour 13 emplacements, donc 10 panneaux par emplacement. Je pense que pour avoir une cohérence au niveau des panneaux, il me semble utile de déplacer l'un ou l'autre site.

Il y a un panneau qui se trouve Place Saint-Denis, un près du chemin de fer rue JB Vanpé et l'autre avenue du Globe. Les panneaux sous le pont près de la gare pourraient être déplacés à l'Altitude Cent ou à Jupiter.

Un des arguments qui a été donné c'est qu'il n'y a pas assez de place pour placer 10 panneaux à Jupiter et l'Altitude Cent, je trouve cet argument bancal.

J'aimerais qu'on puisse rediscuter et trouver un équilibre par rapport aux emplacements pour que tous les quartiers soient desservis de manière équitable.

**Monsieur Pierre De-Permentier :**

Je rejoins l'opinion de mes collègues quant à l'affichage dans les commerces. Je pense qu'il faut laisser au Collège précédent le mérite d'avoir mis cette solution audacieuse en place et je pense que beaucoup de partis l'ont respectée sauf certains candidats en loup solitaire. Au niveau régional la réflexion doit être portée par la Conférences des Bourgmestres, je pense que c'est l'occasion pour la Commune de Forest de se faire remarquer et de s'illustrer en proposant cette solution au niveau régional. Maintenant, il faut voir quelles autres communes nous suivront dans cet élan, mais je pense que les différents partis du Conseil communal devraient formuler une résolution qui serait portée à l'attention des candidats ou des partis qui se présentent aux élections régionales, fédérales et européennes pour qu'ils communiquent cette résolution à leurs candidats.

**Monsieur Roberti :**

La question de l'affichage dans les commerces est un point auquel le Collège est sensible. On se réjouit que l'ensemble des groupes politiques se positionne pour éviter d'afficher dans les commerces. C'est plus simple à organiser au niveau local puisqu'on a directement la maîtrise, les candidats sont Forestois, on peut plus facilement agir. On n'est pas à l'abri qu'un candidat non forestois vienne mettre une affiche, ça pourrait être difficile à gérer.

J'entends le consensus et je m'en réjoui. On informera les commerçants de la volonté unanime au niveau du Conseil communal de refuser d'afficher dans les commerces. On leur fera un document leur permettant de faire valoir ça si jamais des candidats devaient se présenter malgré tout. Ce sera à chacun des groupes politiques de veiller à ça et de faire sa propre police.

Je pourrais essayer de sensibiliser mes autres collègues au niveau de la Conférence des Bourgmestres, même si le délai me paraît court.

En ce qui concerne le placement des panneaux, le service des travaux nous a fait une proposition de sites compte tenu du nombre de panneaux disponibles. On n'a pas encore la liste de tous les partis politiques et donc c'est difficile de prendre une décision sans savoir combien il y aura de partis.

Et on a donc prévu des panneaux pour des partis qui ne sont pas encore représentés au niveau des Parlements. On ne sait pas encore le nombre, ça explique donc que c'est compliqué de permettre à chaque parti d'avoir un panneau complet.

Sur la localisation des panneaux on s'est basé sur le service des travaux, on peut, sous-réserve que ce soit possible techniquement, voir si ceux qui sont situés entre le Wiels et le Brass et ceux qui sont situés du côté du pont Vanpé peuvent être mis plus à un endroit dans le haut de Forest. On verra dès demain avec le service des travaux.

**Monsieur Loewenstein :**

Je connais le service des travaux et je ne peux pas imaginer que ce ne soit pas possible techniquement de mettre un panneau le long du parc Jupiter.

Ça me semble logique. Et à l'Altitude Cent il y en a toujours eu autour de l'Eglise, techniquement c'est possible. Si on peut se mettre d'accord sur le principe de déplacer le panneau qui se trouve sous le chemin de fer et le nouveau panneau qui est au Wiels...

**Madame El Yousfi :**

Par rapport au fait de trouver une solution équitable, je fais confiance au Collège.

Le groupe PS est d'accord sur le fait qu'on reconduise ce qu'on a fait pendant les élections communales au niveau des commerces. Monsieur le Bourgmestre, je reviens sur ce que vous avez dit, ça n'apaise pas tout à fait ma crainte parce que l'information aux commerçants est importante, ils doivent être rassurés par rapport aux pressions qu'ils subissent. Ma crainte persiste pour les candidats extérieurs.

Je pense qu'il faudra réfléchir à une réelle information, peut-être à un moyen visible pour nos commerçants qui fait que les autres candidats sauraient qu'à Forest on ne peut pas afficher dans les commerces...

**Madame Plovie :**

C'est une bonne pratique de ne pas afficher dans les commerces, ça permet de faire une campagne dans la dignité et de manière sereine. C'est important de sensibiliser les autres Bourgmestres à faire la même chose pour que dans la Région ça puisse être appliqué de manière globale. J'entends les inquiétudes et j'espère qu'on pourra aller plus loin par rapport à nos commerces au niveau de Forest. J'espère aussi que nous puissions par rapport à nos propres partis demander que la mesure soit respectée sur le territoire de la commune de Forest. Nous avons tous une part de responsabilité pour faire respecter la mesure.

**Monsieur De Beer :**

Il est important que chaque parti dispose d'un espace d'affichage égal, qu'il soit déjà élu ou pas. Ça fait trop longtemps que les partis qui sont déjà élus partent avec une longueur d'avance. Ils sont déjà plus connus, je n'accepte pas l'argument qu'on ne sait pas combien de listes il y aura, on le saura la semaine prochaine. Pendant la campagne communale, il y a eu le même problème avec les partis déjà représentés qui s'étaient vus attribuer un panneau entier. Seulement un panneau

restait pour toutes les autres formations politiques. Ça avait été mal perçu par la population qui voit ça comme un avantage que les partis déjà élus s'octroient.

A l'époque, nous avons eu pas mal de réactions de la majorité et de l'opposition pour dire que c'était une erreur de la commune.

On a maintenant l'opportunité d'envoyer un signal qu'à Forest chaque formation politique qui se présente sera traitée sur un pied d'égalité et il faut saisir cette opportunité pour marquer un coup démocratique.

**Madame Maduda :**

Je soutiens mes collègues. C'est une très bonne mesure d'interdire l'affichage dans les commerces. Il faudrait voir si on a un outil à notre disposition pour pouvoir interdire ce type d'affichage parce que si on n'en a pas, le risque est que ce soient les candidats forestois qui seront pénalisés.

**Monsieur Hacken :**

Pour rejoindre Madame Plovie : Les élus communaux peuvent communiquer au sein de leur propre parti avec une lettre au sein de la commune, ceci à l'image de ce qu'on avait fait aux dernières élections communales. Si on a un courrier du Collège et que nous le transmettons, ça pourrait être une bonne chose. Sur les panneaux en 2014, il y avait 19 listes qui étaient présentées, 1 panneau par liste me semble malheureusement impossible.

**Monsieur Pierre-De Permentier :**

J'ai proposé de faire une résolution, la proposition a été occultée pourtant j'entends que Monsieur Hacken souhaiterait également aller dans ce sens, il y a peut-être moyen de trouver un consensus, que les chefs de groupe le rédigent ensemble pour qu'on sorte grandi de tout ça.

**Monsieur Boukili :**

Je comprends que 19 listes et 19 panneaux ça fait beaucoup mais nous notre demande n'est pas forcément d'avoir plus de panneaux, mais d'avoir un traitement équitable, si il n'y pas assez de panneaux pour avoir 1 panneau par parti, alors il faut diviser les panneaux. Il faut traiter tous les partis de manière équitable, déjà élus ou pas.

**Monsieur Spapens :**

Par rapport à l'affichage dans les commerces, on en a beaucoup parlé.

On est d'accord d'écrire à tous les commerçants au nom du Conseil communal, et puis chacun voit avec son groupe, mais pour être très clair il y a 72 candidats à la Région, 15 + 8 au Fédéral, plus ceux à l'Europe. Ca fait pas mal de candidats, on ne va pas courir derrière tout le monde...

Mais par contre écrire un courrier aux commerçants on peut le faire, on ne jouera juste pas à la police.

**Monsieur Roberti :**

Je pense que c'est intéressant qu'une résolution soit prise, j'invite les chefs de groupe à voir comment la rédiger. Si les Bourgmestres sont avertis ça peut accélérer le processus.

**Madame Plovie :**

Demain, il y a Conférence des Bourgmestres. Pour la résolution, est-ce que vous souhaitez déjà un vote par scrutin secret ce soir ? Il y a 6 mois on a rédigé un texte, est ce qu'on reprend le même ?

**Madame De Laveleye :**

**Est-ce qu'on repart de ce texte-là ?**

**Madame Plovie :**

**Je pense qu'on est d'accord.**

**Monsieur Loewenstein :**

**On prend la décision maintenant, le Conseil communal de Forest rappelle l'accord interpartis, demande au Bourgmestre de porter cet accord à la conférence des Bourgmestres pour qu'il soit étendu à toutes les communes.**

**Madame De Laveleye :**

**Les différents groupes sont d'accord que ce sera porté par le Bourgmestre dans les plus brefs délais.**

**Monsieur Roberti :**

**Dans un souci d'efficacité, je vous invite à contacter vos Bourgmestres respectifs et vos fédérations pour que la Région bruxelloise suive dans cette dynamique-là.**

**Monsieur Pierre De-Permentier :**

**Est-ce que c'est un accord politique ou c'est une forme de résolution ?**

**Monsieur Roberti - Madame De Laveleye :**

**C'est un accord politique.**

**Monsieur Roberti :**

**Concernant les panneaux qu'il y ait le même nombre pour tout le monde, il y a deux options : Soit on attribuera un demi panneau par parti, soit il faut doubler le nombre de panneaux.**

**Et donc réduire de 2 le nombre d'implantations.**

**Je suis ouvert à toutes propositions constructives.**

**Monsieur Loewenstein :**

**Ce n'est pas évident de satisfaire tout le monde, je suis d'avis de soutenir la décision du Collège à 100%.**

**Monsieur Hacken :**

**Votre proposition est la plus juste, en termes de représentativité démocratique, on remet les cartes à 0 en préservant une certaine modération dans l'affichage exubérant de partis dont on ne sait pas encore qu'ils seront représentés.**

**Monsieur Pierre – De Permentier :**

**Du côté du MR on demande un vote secret.**

**Madame De Laveleye :**

**Nous suspendons la séance pendant 5 minutes.**

**Madame De Laveleye :**

**Il y a une demande de vote secret, donc on va y procéder.**



**Monsieur Boukili :**

**Est-ce qu'il y a une raison de faire ce scrutin secret ?**

**Madame De Laveleye :**

**C'est une demande du MR.**

**Monsieur Billiet :**

**Je ne suis pas partisan d'un vote secret.**

**Je trouve équitable qu'il y ait un panneau par parti.**

**Monsieur Loewenstein :**

**Pensez aux services qui vont devoir coller !**

**Je ne sais pas combien de listes il y aura, ça risque d'être complexe en fonction du nombre de partis et de panneaux.**

**Monsieur Hacken :**

**Il ne faut pas oublier qu'à Forest les panneaux sont très petits, ça va être une mosaïque de choses illisibles, incompréhensibles et pas démocratiques.**

**Monsieur Ghysels :**

**De quel principe nous votons à bulletin secret ? Je ne vois pas ça ni dans la loi communale, ni dans le règlement. Le vote secret c'est quand ça parle de personnes. Dans une assemblée démocratique comme celle-ci, quand on prend une décision d'ordre politique il faut pouvoir avoir le courage de l'assumer.**

**Madame De Laveleye :**

**On est en train de vérifier avec Madame Moens.**

**Ce n'est pas une obligation.**

**Madame Koplowicz :**

**On propose l'amendement suivant « Le Conseil communal décide que l'affichage électoral sera affiché de manière équitable. Et que les panneaux seront divisés de manière égale par le nombre de partis ».**

**Madame De Laveleye**

**Nous votons soit pour, soit contre l'amendement.**

**Monsieur Hacken :**

**Si on rajoute ça dans le texte ça n'ira pas, il faut supprimer le paragraphe 2 et le remplacer par l'amendement du PTB.**

**Madame De Laveleye :**

**On reprend : on va voter pour ou contre la proposition du Collège dans la préparation du Conseil. Pour ou contre la proposition du Collège ?**

**Monsieur Roberti :**

**Il faut un amendement correct.**

**L'ensemble de groupes politiques s'accorde pour mandater le Bourgmestre et l'Echevin qui a les commerces dans ses compétences d'adresser un courrier au nom du conseil au commerçants forestois pour les informer de la résolution prise au conseil communal de ce jour de demander de ne pas afficher dans les commerces.**

**De heer Hacken:**

**Dit reglement is klassiek; ter gelegenheid van de gemeenteraadsverkiezingen zijn we verder gegaan.**

**Wat het aanplakkingsverbod in de handelszaken betreft: deze maatregel hebben we nooit geëvalueerd, maar ik heb dit steeds zeer positief gevonden. Het werd nageleefd, tot de paar laatste dagen en dat was jammer, maar het is goed voor de handelaars, op ecologisch vlak, enz. Ik denk dat we deze beslissing van het vorige College kunnen handhaven en opnieuw initiëren, wat eerder positief zou zijn.**

**Het was een handvest onder ons en ik handhaaf het voorstel.**

**Mevrouw Koplowicz:**

**Ik ben het eens met de heer Hacken; dit was een goede praktijk. Voor het overige wensen wij graag terug te komen op iets wat men, voor men verkozen was, verdedigde. We wensen iedere partij, verkozen of niet, een bord te kunnen toekennen, wat ons democratisch lijkt, want voor ons is het belangrijk dat iedereen gelijk wordt behandeld. Dat lijkt ons democratisch.**

**De heer Loewenstein:**

**Over het vraagstuk van de handelszaken ben ik het in principe eens met mijn collega's, maar ik vrees dat dit in de praktijk niet doenbaar is, aangezien de kandidaten uit alle gemeenten komen. Op gemeentelijk vlak heerste er tussen de lijsten een zekere discipline, er was een zeker respect voor dit handvest. Maar ik betwijfel dat dit houdbaar is met de kandidaten die van elders komen en die dit handvest niet noodzakelijkerwijs zullen naleven, tenzij er op gewestelijk niveau, op het niveau van de Conferentie van Burgemeesters, een beslissing wordt genomen, met een systeem voor heel het Gewest, dat vrij snel ingevoerd, zou kunnen worden, aangezien de verkiezingen naderen.**

**Ik wens over te gaan naar een ander punt.**

**Ik heb een schriftelijke vraag gesteld naar aanleiding van de beslissing van het College van vorige week betreffende de 13 plaatsen, waar ik tot mijn verbazing heb ontdekt dat meerdere plaatsen voor borden niet opnieuw werden ingesteld.**

**Tijdens de afgelopen gemeenteraadsverkiezingen waren er 17 plaatsen en nu hebben we er maar 13.**

**Er werden 5 plaatsen verwijderd en een toegevoegd. Wanneer we kijken naar de plekken waar er werden afgeschaft, kan men zich vragen stellen.**

**Hoogte Honderd/Jupiter, Lainé, ... Ik weet dat we het moeten doen met het aantal borden waar we vandaag over beschikken.**

**Er zijn 130 borden voor 13 plaatsen, dus 10 borden per plaats. Ik denk dat het, om een coherentie te hebben op het niveau van de borden, nuttig is sommige sites te verplaatsen.**

**Er is een bord op het Sint-Denijsplein, een in de buurt van de spoorlijn in de J.-B. Vanpéstraat en een ander in de Globelaan. De borden onder de brug in de buurt van het station zouden kunnen**

worden verplaatst naar Hoogte Honderd of Jupiter.

Een van de argumenten die werden aangevoerd, is dat er onvoldoende ruimte is voor 10 borden aan Jupiter en Hoogte Honderd; ik vind dit argument wankel.

Ik zou graag willen dat we dit opnieuw bespreken en een evenwicht vinden voor wat de plaatsen betreft, opdat alle wijken op billijke wijze worden bediend.

**De heer Pierre-De Permentier:**

Ik ben het eens met mijn collega voor wat de aanplakking in de handelszaken betreft. Ik denk dat we het vorige College de eer moeten laten dat ze deze gedurfde oplossing hebben ingesteld en ik denk dat veel partijen ze hebben nageleefd, behalve sommige kandidaten als “eenzame wolf”. Op gewestelijk niveau moet hierover worden nagedacht door de Conferentie van Burgemeesters; ik denk dat dit voor de Gemeente Vorst de kans is om zich te laten opmerken en zich te onderscheiden door deze oplossing naar het gewestelijke niveau te brengen. Nu moeten we zien welke andere gemeenten ons hierin volgen, maar ik denk dat de verschillende partijen in de Gemeenteraad een resolutie zouden moeten formuleren die onder de aandacht zou worden gebracht van de kandidaten of partijen die zich aandienen tijdens de gewestelijke, federale en Europese verkiezingen, opdat die deze beslissing aan hun kandidaten medelen.

**De heer Roberti:**

Het vraagstuk van de aanplakking in de handelszaken, is iets waar het College gevoelig voor is. We zijn verheugd dat alle politieke fracties er voorstander van zijn dat we aanplakking in de handelszaken vermijden. Het eenvoudigste is om dit op lokaal vlak te organiseren, omdat we het daar rechtstreeks in handen hebben; de kandidaten zijn Vorstenaren; we kunnen dus gemakkelijk handelen. We zijn niet beschermd tegen de mogelijkheid dat een niet-Vorstse kandidaat een affiche komt aanplakken en dit kan moeilijk te beheren zijn.

Ik hoor de consensus en deze verheugt me. We zullen de handelaars op de hoogte brengen van de unanieme wens van de Gemeenteraad om aanplakking in de handelszaken te weigeren. We zullen voor hen een document maken waardoor ze dit kunnen doen gelden, mochten er zich desondanks kandidaten aandienen. Het zal aan iedere politieke fractie zijn om hierop toe te zien en haar eigen beleid te voeren.

Ik zou mijn collega's op het niveau van de Conferentie van Burgemeesters hierover kunnen proberen te sensibiliseren, al lijkt me het daarvoor kort dag.

**Wat de plaatsing van de borden betreft:** de Dienst Openbare Werken heeft ons sites voorgesteld gelet op het aantal beschikbare borden. We beschikken nog niet over de lijst van alle politieke partijen en dus is het moeilijk een beslissing te nemen zonder te weten hoeveel partijen er zullen zijn.

En dus hebben we borden voorzien voor de partijen die nog niet werden vertegenwoordigd op het niveau van de parlementen. We kennen het aantal nog niet, wat verklaart waarom het moeilijk is om iedere partij in staat te stellen een volledig bord te hebben.

Voor de lokalisatie van de borden hebben we ons gebaseerd op de Dienst Openbare Werken. We kunnen, op voorwaarde dat dit technisch mogelijk is, zien of die tussen WIELS en BRASS en die aan de Vanpébrug naar een plek in Hoog-Vorst verplaatsen.

Morgen zullen we dit bespreken met de Dienst Openbare Werken.

**De heer Loewenstein:**

**Ik ken de Dienst Openbare Werken en ik kan me niet voorstellen dat het technisch niet mogelijk is een bord langs het Jupiterpark te plaatsen.**

**Dat lijkt me logisch. En op Hoogte Honderd was er steeds een rond de kerk. Technisch is dit mogelijk. Indien we het eens kunnen worden over het principe van een verplaatsing van het bord onder de spoorwegbrug en het nieuwe bord aan WIELS ...**

**Mevrouw El Yousfi:**

**Over het vinden van een billijke oplossing heb ik vertrouwen in het College.**

**De PS-fractie is het eens om te herhalen wat we tijdens de gemeenteraadsverkiezingen op het vlak van de handelszaken hebben gedaan. Mijnheer de Burgemeester, ik kom even terug op wat u zegde. Dat neemt mijn vrees niet helemaal weg, aangezien het inlichten van de handelaars belangrijk is omdat ze stevig in hun schoenen moeten staan ten aanzien van de druk die ze ondervinden. Ik blijf een vrees koesteren voor wat de kandidaten van buitenaf betreft.**

**Ik denk dat we moeten nadenken over een echte informering, bijvoorbeeld een zichtbaar middel voor onze handelaars waardoor de andere kandidaten weten dat er in Vorst in de handelszaken niet mag worden aangeplakt ...**

**Mevrouw Plovie:**

**Niet aanplakken in handelszaken is een goede praktijk; zo is een waardige en serene campagne mogelijk. Het is belangrijk de andere burgemeesters ertoe te sensibiliseren hetzelfde te doen opdat dit in het gewest op globale wijze kan worden toegepast. Ik hoor de bezorgdheid en hoop dat we verder kunnen gaan voor wat onze handelszaken op het niveau van Vorst betreft. Ik hoop ook dat we voor wat onze eigen partijen betreft kunnen vragen dat deze maatregel op het niveau van het grondgebied van de gemeente Vorst wordt nageleefd. We hebben elk ons beetje verantwoordelijkheid in het doen naleven van deze maatregel.**

**De heer De Beer:**

**Het is belangrijk dat iedere partij over een gelijke ruimte voor aanplakking beschikt, of ze nu al verkozenen hebben of niet. De partijen die al over verkozenen beschikken vertrekken al veel te lang met een lengte voorsprong. Ze zijn al bekender. Ik aanvaard het argument dat we niet weten hoeveel lijsten er zullen zijn niet; we zullen dit volgende week te weten komen. Tijdens de campagne voor de gemeenteraadsverkiezingen was er hetzelfde probleem met de reeds vertegenwoordigde partijen, die zichzelf elk een volledig bord hadden toegewezen. Voor alle andere politieke formaties bleef slechts één bord over. Dit is bij de bevolking niet in de smaak gevallen; ze ziet dit als een voordeel dat de reeds verkozen partijen zichzelf toebedelen. Destijds kregen we niet weinig reacties van meerderheid en oppositie om te zeggen dat dit een vergissing vanwege de gemeente was.**

**Nu hebben we de kans een signaal te geven dat elke politieke formatie die zich aandient in Vorst op voet van gelijkheid zal worden behandeld en deze kans moet worden gegrepen, om een democratisch punt te scoren.**

**Mevrouw Maduda:**

**Ik ben het eens met mijn collega's. Aanplakking in de handelszaken verbieden is een zeer goede maatregel. We zouden moeten zien of we over een instrument beschikken om dit soort aanplakking te verbieden, want als we er geen hebben bestaat er het risico dat het de Vorstse kandidaten zijn die zullen worden gestraft.**

**De heer Hacken:**

**Ik ben het eens met mevrouw Plovie: de gemeentelijke verkozenen kunnen in hun eigen partij communiceren met een brief met de handtekening van de gemeente, naar het voorbeeld van wat we tijdens de jongste gemeenteraadsverkiezingen hebben gedaan. Indien we een brief van het College hebben en die overmaken, zou dat een goede zaak zijn. Op de bordes van 2014 waren er 19 lijsten die zich aangediend hadden, 1 bord per lijst lijkt me helaas onmogelijk.**

**De heer Pierre-De Permentier:**

**Ik heb voorgesteld een resolutie te maken; het voorstel werd echter onder de mat geveegd. Niettemin begrijp ik dat ook de heer Hacken in deze richting denkt; misschien kan er een consensus worden gevonden en kunnen de fractieleiders ze samen opstellen opdat we hier beter uit uitkomen.**

**De heer Boukili:**

**Ik begrijp dat 19 lijsten en 19 bordes veel is, maar onze vraag is niet noodzakelijk om meer bordes te hebben, maar om een billijke behandeling te hebben. Als er onvoldoende bordes zijn om 1 bord per partij hebben, dan moeten we de bordes maar verdelen. Alle partijen moeten rechtvaardig worden behandeld, of ze nu al verkozen zijn of niet.**

**De heer Spapens:**

**Wat de aanplakking in de handelszaken betreft: daar hebben we veel over gesproken. Wij van onze kant zijn akkoord om alle handelaars aan te schrijven in naam van de Gemeenteraad en daarna bekijkt iedereen het met zijn groep, maar om heel duidelijk te zijn: er zijn 72 kandidaten voor het Gewest, 15 + 8 voor de federale verkiezingen, en dan nog die voor Europa. We hebben niet weinig kandidaten, we gaan niet achter iedereen aanlopen ... Maar een brief schrijven aan de handelaars kunnen we wel doen; we zullen alleen niet voor politieagent spelen.**

**De heer Roberti:**

**Ik denk dat een resolutie aannemen interessant zou zijn; ik nodig de fractieleiders uit te bekijken hoe we die zullen opstellen. Indien de burgemeesters op de hoogte worden gebracht, zou dit het proces kunnen versnellen.**

**Mevrouw Plovie:**

**Morgen vindt er de Conferentie van Burgemeesters plaats. Wenst u voor de resolutie vanavond al een geheime stemming? Zes maanden geleden hebben we een tekst opgesteld. Nemen we die over?**

**Mevrouw De Laveleye:**

**Vertrekken we van die tekst?**

**Mevrouw Plovie:**

**Ik denk dat we het allemaal eens zijn.**

**De heer Loewenstein:**

**We nemen de beslissing nu. De Gemeenteraad van Vorst herinnert aan het akkoord tussen de partijen en vraagt de Burgemeester dit akkoord aan de Conferentie van Burgemeesters mee te delen opdat alle gemeenten hier op de hoogte van worden gebracht.**

**Mevrouw De Laveleye:**

**De verschillende fracties zijn het erover eens dat de Burgemeester dit zo snel mogelijk zal overmaken.**

**De heer Roberti:**

**Omwille van de efficiëntie verzoek ik u uw respectieve burgemeesters en federaties te contacteren opdat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest deze dynamiek volgt.**

**De heer Pierre-De Permentier:**

**Is dit een politiek akkoord of is dit een soort resolutie?**

**De heer Roberti - Mevrouw De Laveleye:**

**Dit is een politiek akkoord.**

**De heer Roberti:**

**Wat de borden betreft: om ervoor te zorgen dat iedereen over hetzelfde aantal beschikt, zijn er twee mogelijkheden: ofwel krijgt iedere partij een half bord, ofwel wordt het aantal borden verdubbeld en dus het aantal plaatsen met twee verminderd.**

**Ik sta open voor alle constructieve voorstellen.**

**De heer Loewenstein:**

**Het is niet eenvoudig iedereen tevreden te stellen. Ik ben van mening dat we de beslissing van het College voor de volle 100% moeten steunen.**

**De heer Hacken:**

**Uw voorstel is het beste op het vlak van democratische representativiteit. Iedereen vertrekt van 0, met een zekere matiging in de overmatige aanplakking van partijen waarvan we nog niet weten of ze vertegenwoordigd zullen worden.**

**De heer Pierre-De Permentier:**

**Wij van de MR vragen van onze kant een geheime stemming.**

**Mevrouw De Laveleye:**

**De zitting wordt 5 minuten onderbroken.**

**Mevrouw De Laveleye:**

**Er werd een geheime stemming aangevraagd; we zullen daar dan ook toe overgaan.**

**De heer Boukili:**

**Is er een reden om dit via geheime stemming te doen?**

**Mevrouw De Laveleye:**

**Dit is een vraag van de MR.**

**De heer Billiet:**

**Ik ben geen voorstander van een geheime stemming.**

**Ik denk dat een bord per partij billijk is.**

**De heer Loewenstein:**

**Denk ook aan de diensten die ze moeten aanplakken!**

**Ik weet niet hoeveel lijsten er zullen zijn; het riskeert ingewikkeld te worden, al naargelang het aantal partijen en borden.**

**De heer Hacken:**

**U moet niet vergeten dat de borden in Vorst zeer klein zijn. Het zal een mozaïek van onleesbare, onbegrijpelijke en niet-democratische zaken zijn.**

**De heer Ghysse:**

**Waar baseren we ons op om over te gaan tot een geheime stemming? Ik zie dit nergens, noch in de gemeentewet, noch in het reglement. Geheime stemmingen zijn er voor wanneer we over personen spreken. In een democratische vergadering zoals de deze moet men de moed hebben zijn verantwoordelijkheden te nemen wanneer men een beslissing neemt.**

**Mevrouw De Laveleye:**

**We zijn bezig dit na te kijken met mevrouw Moens.**

**Het is geen verplichting.**

**Mevrouw Koplowicz:**

**We stellen het volgende amendement voor: “De Gemeenteraad beslist dat de verkiezingsaanplakking op billijke wijze zal plaatsvinden. En dat de borden op gelijke wijze verdeeld zullen worden op basis van het aantal partijen.”**

**Mevrouw De Laveleye**

**We zullen voor of tegen het amendement stemmen.**

**De heer Hacken:**

**Indien we dat aan de tekst toevoegen, zal het niet gaan: paragraaf 2 moet worden geschrapt en vervangen door het amendement van de PTB.**

**Mevrouw De Laveleye:**

**We beginnen opnieuw: we zullen voor of tegen het voorstel van het College, zoals herzien in de voorbereiding van de Raad, stemmen.**

**Voor of tegen het voorstel van het College?**

**De heer Roberti:**

**We hebben een correct amendement nodig.**

**Alle politieke partijen vertegenwoordigd in de gemeenteraad zijn het eens om de Burgemeester en de Schepen die de handel in zijn bevoegdheden heeft mandaat te geven om de Vorstse handelaars aan te schrijven om hen in te lichten van de beslissing die vandaag door de gemeenteraad werd genomen om te vragen om niet in de handelszaken aan te plakken.**

---

## Secrétariat - Secretariaat

### 3 Affaires générales - Mandats (Foyer du Sud) - Désignations.- report du 26/02/2019

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 56, alinéa 6 du code Bruxellois du Logement ;

Vu les statuts du Foyer du Sud, notamment les articles 26 et suivants ;

Considérant que la commune dispose de 5 membres effectifs au CA, ainsi qu'un membre avec voix consultative, issu de l'opposition ;

Considérant qu'il y a lieu de présenter deux candidats membres du CA avec voix consultative, étant entendu qu'un seul de ces deux candidats sera désigné par l'AG ;

Considérant que lors de la désignation par l'AG des membres du CA avec voix consultative, priorité sera donnée aux groupes qui ne sont représentés dans aucun des Collèges des bourgmestre et échevins des deux communes concernées ;

Que constituent l'opposition : les groupes MR, DÉFI, PTB\*PVDA et CDH à Forest et les groupes MR et PTB\*PVDA à Saint-Gilles ;

Considérant que les membres du Conseil d'administration sont nommés et révoqués par l'Assemblée générale ;

DECIDE,

De désigner en qualité de candidats administrateurs du Foyer du Sud :

- Mme Maud De Ridder, domiciliée avenue Kersbeek, 12 à 1190 Forest.
- M. Nicolas Lonfils, domicilié rue Toots Thielemans, 42 à 1190 Forest.
- Mme Véronique Laurent, domiciliée avenue Kersbeek, 253 à 1190 Forest.
- Mme Martine Draps, domiciliée avenue Minerve, 15bte125 à 1190 Forest.
- M. x ..., domicilié ... à 1190 Forest.

De désigner, sur proposition des groupes de l'opposition, en qualité de candidats administrateurs avec voix consultative du Foyer du Sud :

- M. Gaëtan Vandeplass, domicilié avenue Wielemans Ceuppens, 4 à 1190 Forest.
- M. Camille Rongé, domicilié avenue Victor Rousseau, 121 à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### Algemene zaken - Mandaten (Zuiderhaard) - Aanstellingen.- uitstel van 26/02/2019



DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 56, 6e lid van de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op de statuten van de Zuiderhaard, in het bijzonder artikelen 26 en volgende;

Overwegende dat de gemeente er beschikt over 5 effectieve leden bij de RvB, alsook over een lid met raadgevende stem, afkomstig uit de oppositie;

Overwegende dat het aangewezen is twee kandidaat-leden van de RvB met raadgevende stem voor te dragen, wetende dat er slechts één van deze twee kandidaten aangesteld zal worden door de AV;

Overwegende dat bij de aanstelling door de AV van de leden van de RvB met raadgevende stem voorrang gegeven zal worden aan de fracties die in geen enkel van de Colleges van burgemeester en schepenen van de twee betrokken gemeenten vertegenwoordigd zijn;

Dat de volgende fracties de oppositie vormen: de fracties MR, DéFI, PTB\*PVDA en CDH in Vorst en de fracties MR en PTB\*PVDA in Sint-Gillis;

Overwegende dat de leden van de Raad van bestuur benoemd en afgezet worden door de Algemene vergadering;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van kandidaat bestuurders van de Zuiderhaard:

- Mevr. Maud De Ridder, gedomicilieerd Kersbeeklaan, 12 te 1190 Vorst.
- Dhr. Nicolas Lonfils, gedomicilieerd Toots Thielemansstraat, 42 te 1190 Vorst.
- Mevr. Véronique Laurent, gedomicilieerd Kersbeeklaan, 253 te 1190 Vorst.
- Mevr. Martine Draps, gedomicilieerd Minervalaan, 15bus125 te 1190 Vorst.
- Dhr./Mevr. x ..., gedomicilieerd ... te 1190 Vorst.

Op voorstel van de fracties van de oppositie, aan te stellen in de hoedanigheid van kandidaat bestuurders met raadgevende stem van de Zuiderhaard:

- Dhr. Gaëtan Vandeplass, gedomicilieerd Wielemans Ceuppenslaan, 4 te 1190 Vorst.
- Dhr. Camille Rongé, gedomicilieerd Victor Rousseaulaan, 121 te 1190 Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

**Madame Koplwicz :**

**Nous souhaitons retirer notre candidat pour la commune de Forest pour le foyer du Sud. On voudrait maintenir la candidature de Saint-Gilles et on se présente pas pour Forest.**

**Monsieur Ghysse :**

**On a un accord à prendre avec la commune de Saint-Gilles non ? Je pense qu'on est en train de prendre un accord sans tenir compte de notre partenaire Saint-Gilloise.**

**Madame Moens :**

**Forest doit proposer deux candidats de l'opposition ainsi que Saint-Gilles, il y en a un de chaque commune qui va être choisi.**

**Monsieur Roberti :**

**Chaque conseil communal envoie des représentants.**

**Concernant les observateurs, l'opposition du conseil communal peut décider qui est envoyé.**

**J'acte qu'à Forest le PTB ne souhaite pas faire partie de ces potentiels candidats mais qu'ils le seront à Saint-Gilles. J'imagine que derrière ça il y a eu des discussions et que ça fait partie d'un consensus.**

**Mevrouw Koplowicz:**

**We willen onze kandidaat voor de Gemeente Vorst voor de Zuiderhaard terugtrekken. We willen de kandidatuur van Sint-Gillis behouden en niet kandideren voor Vorst.**

**De heer Ghyssels:**

**Moet er met Sint-Gillis een akkoord worden bereikt of niet? Ik denk dat we bezig zijn een akkoord te bereiken zonder rekening te houden met onze partner Sint-Gillis.**

**Mevrouw Moens:**

**Vorst moet, net als Sint-Gillis, twee kandidaten van de oppositie voordragen. Voor elke gemeente zal er een worden gekozen.**

**De heer Roberti:**

**Iedere gemeenteraad stuurt vertegenwoordigers.**

**Wat de waarnemers betreft, kan de oppositie in de gemeenteraad beslissen wie er gestuurd wordt. Ik neem akte van het feit dat de PTB in Vorst geen deel wil uitmaken van deze potentiële kandidaten maar er in Sint-Gillis wel deel van wil uitmaken. Ik neem aan dat hier discussie over is geweest en dat dit het voorwerp uitmaakt van een consensus.**

---

## **Service SAC - Dienst GAS**

- 4 Sanctions administratives - Désignation d'agent constatateur communal pour dresser des constats d'infractions aux dispositions du Règlement Général de Police conformément à l'article 21 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.**

**LE CONSEIL,**

**Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 119, 119bis, 133 et 135 ;**

**Vu la loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales, plus particulièrement l'article 21, §1er ;**

Considérant que la loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales dispose que: "*Les infractions qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives peuvent également faire l'objet d'un constat par les personnes suivantes: (...) les agents communaux qui répondent aux conditions minimales fixées par le Roi, par arrêté délibéré en conseil des ministres, en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence, et désignés à cette fin par le conseil communal...*";

Considérant que Monsieur Gregory COSTA, agent contractuel au service de la Voirie, répond aux conditions minimales fixés par le Roi et a suivi la formation adéquate ;

DECIDE

De désigner Monsieur Gregory COSTA, agent contractuel au service de la Voirie, pour dresser constat en cas d'infraction aux articles du Règlement Général de Police qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Administratieve sancties - Aanduiding van gemeentelijk vaststellend beambte om inbreuken vast te stellen op de bepalingen van het Algemeen Politierglement in overeenstemming met artikel 21 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikelen 119, 119bis, 133 en 135;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, meer bepaald artikel 21 §1;

Overwegende dat de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties het volgende bepaalt: "*De inbreuken die uitsluitend het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties kunnen eveneens worden vastgesteld door de volgende personen: (...)de gemeenteambtenaren die voldoen aan de door de Koning vastgelegde minimumvoorwaarden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid, en die daartoe door de gemeenteraad werden aangesteld...*";

Overwegende dat de heer Gregory COSTA, contractueel personeelslid bij de dienst Wegenis, beantwoordt aan de door de Koning vastgelegde minimumvoorwaarden en de gepaste opleiding heeft gevolgd;

BESLIST:

De heer Gregory COSTA, contractueel personeelslid bij de dienst Wegenis, aan te duiden om vaststellingen te doen in geval van inbreuken op de artikelen van het Algemeen Politierglement die enkel het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

## TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

### Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

#### 5 Revitalisation des quartiers - ABY – Convention FEDER – Approbation de l’avenant à la convention.

LE CONSEIL,

Vu l’Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mai 2015 octroyant une subvention de 7.359.272,00€ à la commune de Forest dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Abbaye de Forest » intégré au programme opérationnel FEDER Objectif 2020 « Investissement pour la croissance et l’emploi » ;

Vu le Conseil du 22 novembre 2016 décidant, entre autre :

- *D’approuver les termes de la convention avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prise dans le cadre de la programmation 2014 -2020 des fonds structurels européens et du programme Opérationnel Objectif 2020 « Investissement pour la croissance et l’emploi » ;*

Considérant qu’il y a lieu de revoir l’article 4.2 adapté et précisant la liste des dépenses éligibles permettant de couvrir l’ensemble des frais de personnel et frais généraux forfaitaires liés à la mise en œuvre du projet ABY ;

DECIDE :

D’approuver les termes de l’avenant à la convention avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prise dans le cadre de la programmation 2014 -2020 des fonds structurels européens et du programme Opérationnel Objectif 2020 « Investissement pour la croissance et l’emploi » ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer l’avenant à la Convention relative au Projet “ Abbaye de Forest ” dans le cadre d’Objectif 2020 « Investissement pour la croissance et l’emploi » du programme FEDER.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

#### **Heropleving van de wijken - ABY – EFRO-overeenkomst – Goedkeuring van het aanhangsel bij de overeenkomst.**

DE RAAD,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 mei 2015 tot toekenning van een subsidie van 7.359.272,00 € aan de gemeente Vorst in het kader van de uitvoering van het project ‘Abdij van Vorst’, opgenomen in het operationele EFRO-programma Doelstelling 2020 ‘Investeren in

groei en werkgelegenheid’;

Gelet op de Gemeenteraad van 22 november 2016 waarin ondermeer werd beslist:

- *Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de overeenkomst met de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het programma voor 2014-2020 van de Europese structuurfondsen en van het operationele programma Doelstelling 2020 'Investeren in groei en werkgelegenheid';*

Overwegende dat het aangepaste artikel 4.2, waarin de lijst verduidelijkt wordt van de ontvangelijke uitgaven die het mogelijk maken het geheel van de personeelskosten en algemene forfaitaire kosten verbonden met de uitvoering van het ABY-project te dekken, herzien moet worden;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van het aanhangsel bij de overeenkomst met de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van het programma voor 2014-2020 van de Europese structuurfondsen en van het operationele programma Doelstelling 2020 'Investeren in groei en werkgelegenheid';

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het aanhangsel bij de Overeenkomst met betrekking tot het project 'Abdij van Vorst' in het kader van Doelstelling 2020 'Investeren in groei en werkgelegenheid' van het EFRO-programma te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

**6 Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – Opérations 1B-1E-2AB – Construction d’un complexe d’équipements Centr’AL, Rénovation de la crèche Les Bout’chics et Construction d’une nouvelle maison de quartier – Révisions de prix - Modifications budgétaires – Financement. Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 27 octobre 2016 décidant :  
*D’approuver le rapport d’examen des offres, établi par la Cellule de Revitalisation des Quartiers, et ses annexes ;*  
*De ne pas sélectionner pour ne pas avoir démontré sa capacité technique à exécuter les*

*travaux, conformément aux conditions du Cahier Spécial des Charges, le soumissionnaire Malice s.a ;*

*De sélectionner pour avoir démontré leur capacité technique à exécuter les travaux, conformément aux conditions du Cahier Spécial des Charges, les soumissionnaires : In Advance s.a, CBD s.a et Viki s.a ;*

*De considérer les offres suivantes comme en ordre et régulières, à savoir :*

*Offre 1: In Advance s.a*

*Offre 3: CBD s.a*

*Offre 4: Viki s.a*

*D'attribuer le marché travaux « Désignation d'une entreprise pour le « Réaménagement de l'infrastructure communale les Bout'Chics» » au soumissionnaire ayant remis l'offre sélectionnée et régulière la plus basse, soit à l'entreprise VIKI s.a, rue de l'Escaut 120 à 1080 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 1.556.454,46 € HTVA, soit de 1.883.309,90 € TVAC ;*

*D'inscrire la dépense d'un montant total de 2.071.640,89 € (TVAC + 10% pour pallier les imprévus et les révisions de prix éventuels) à l'article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2016 où le crédit nécessaire est disponible ;*

*De financer la dépense liée au marché de travaux comme suit :*

*- 1.100.224,03 € par le subside CQDA de la Région de Bruxelles-capitale (BDU)*

*- 357.200,00 € maximum par un subside de la COCOF pour les nouvelles places créées;*

*- 614.216,86 € par un emprunt, montant qui pourrait être diminué par un subside complémentaire de la COCOF pour les places existantes et les deux nouvelles places supplémentaires ;*

*De permettre la liquidation de la tranche de paiement relative à l' « Assistance à l'attribution du marché de l'entreprise » du marché de services « auteur de projet », soit 4.246,42 € HTVA ou 5.138,17 € TVAC (2,5 % de la mission totale), conformément au Cahier Spécial des Charges n°CSC-CQDA-2015-03 régissant ledit marché, et d'inscrire la dépense à l'article reporté 9304/722-60/74 du service extraordinaire du budget 2015 (Bon de commande 29) ;*

*De financer la dépense à 92,66% par le subside régional ;*

*De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle.*

**Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 27 octobre 2016 décidant :**

*D'approuver le rapport d'examen des offres, établi par la Cellule de Revitalisation des Quartiers, et ses annexes ;*

*De ne pas sélectionner pour ne pas avoir démontré leur capacité technique à exécuter les travaux, conformément aux conditions du Cahier Spécial des Charges, la société Malice s.a. ;*

*De sélectionner pour avoir démontré leur capacité technique à exécuter les travaux, conformément aux conditions du Cahier Spécial des Charges, les sociétés In Advance s.a et Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils ;*

*De considérer les offres suivantes comme en ordre et régulières, à savoir :*

*Offre 2 : In Advance s.a.*

*Offre 3 : Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils*

*D'attribuer le marché travaux « Désignation d'une entreprise pour la « Construction d'une nouvelle maison de quartier et réaménagement d'espaces récréatifs et paysagers » » à « Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils sa », rue Saint-Denis 132 à 1190 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 1.420.758,19 € HTVA ou 1.719.117,41 € TVAC ;*

*D'inscrire la dépense d'un montant total de 1.848.051,22 € (Options et T.V.A. comprises + 7.5% pour pallier les révisions de prix et imprévus) à l'article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2016 où*

*le crédit nécessaire est disponible ;950*

*De financer la dépense liée au marché de travaux comme suit :*

*- 1.805.647,99 € par le subside CQDA de la Région de Bruxelles-capitale (BDU)*

*- 42.403,23 € par un emprunt, montant qu'il est prévu de diminuer par un subside BE.EXEMPLARY ;*

*De permettre la liquidation de la tranche de paiement relative à l' « Assistance à l'attribution du marché de l'entreprise » du marché de services « auteur de projet », soit 3.729,54 € HTVA ou 4.512,74 € TVAC (2,5 % de la mission totale), conformément au Cahier Spécial des Charges n°CSC-CQDA-2015-03 régissant ledit marché, et d'inscrire la dépense à l'article reporté 9304/722-60/74 du service extraordinaire du budget 2015 (Bon de commande 70) ;*

*De financer cette dépense de 4.512,74 € TVAC à 100 % par le subside régional, inscrit à l'article des recettes 9304/995-52/74 « prélèvements sur le fonds de réserves extraordinaires » ;*

*De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle.*

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 27 octobre 2016 décidant :

*D'approuver le rapport d'examen des offres, établi par la Cellule de Revitalisation des Quartiers, et ses annexes ;*

*De ne pas sélectionner l'entreprise Malice s.a. pour ne pas avoir démontré sa capacité technique à exécuter les travaux, conformément aux conditions du Cahier Spécial des Charges ;*

*De sélectionner pour avoir démontré leur capacité technique à exécuter les travaux, conformément aux conditions du Cahier Spécial des Charges, les entreprises In advance s.a et Gillion Construction ;*

*De considérer les offres suivantes comme en ordre et régulières, à savoir :*

*Offre 2 : In Advance s.a.*

*Offre 3 : Gillion construction*

*D'attribuer le marché travaux « Désignation d'une entreprise pour la « Construction d'un complexe d'équipements diversifiés à vocations sportive et culturelle » » à l'entreprise ayant remis l'offre sélectionnée et régulière la plus basse, soit à In Avance sa, Rue de la Grenouillette 2 E, 1130 Haren, pour le montant de commande contrôlé avec options de 3.464.654,47 € HTVA, soit de 4.192.231,91 € TVAC ;*

*D'inscrire la dépense d'un montant total de 4.506.649,30 € Tout compris (Options et T.V.A. comprises + 7.5% pour pallier les révisions de prix et imprévus) à l'article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2016 où le crédit nécessaire est disponible ;*

*De financer la dépense liée au marché de travaux comme suit :*

*- 3.549.167,20 € par le subside CQDA de la Région de Bruxelles-capitale (BDU)*

*- 957.482,10 € par un emprunt, montant qu'il est prévu diminuer par un subside BE.EXEMPLARY et par une subvention régionale auprès de Bruxelles Pouvoirs Locaux (Sport).*

*De permettre la liquidation de la tranche de paiement relative à l' « Assistance à l'attribution du marché de l'entreprise » du marché de services « auteur de projet », soit 8.925,00 € HTVA ou 10.799,25 € TVAC (2,5 % de la mission totale), conformément au Cahier Spécial des Charges n°CSC-CQDA-2014-04 régissant ledit marché, et d'inscrire la dépense à l'article reporté 9304/722-60/74 du service extraordinaire du budget 2015 (bon de commande n° 20) ;*

*De financer cette dépense de 10.799,25 € TVAC à 90 % par le subside régional, inscrit à l'article des recettes 9304/995-52/74 « prélèvements sur le fonds de réserves extraordinaires » ;*

*De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle.*

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 23 octobre 2018 décidant :

*De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2018 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs aux modifications budgétaires numéros 8 et 9 ;*

Extrait du tableau :

<i>BUDGET EXTRAORDINAIRE 2018 - PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS - M.B. N°9</i>						
OBJET	SERVICE	MONTANT	FINANCEMENT			
			BC Extra	Fonds propres	Subsides	
Chantiers CQDA - - Marconi 95.000€ - Bout's chics 100.000€ - Centr'al 250.000€	CDQA	445.000€				

Vu l'article 20 de l'Arrêté Royal du 15 juillet 2011 portant sur la révision des prix ;

Vu la décision du collège du 31/01/2019 ;

*D'approuver le montant des travaux supplémentaires estimé à 445.000 € TVAC pour les 3 chantiers en cours d'exécution, à savoir :*

- 95.000 euros à *Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils sa, rue Saint-Denis 132 à 1190 Bruxelles pour le chantier Marconi,*
- 100.000 euros à *l'entreprise VIKI s.a, rue de l'Escaut 120 à 1080 Bruxelles Bout'chics*
- 250.000 euros à *l'entreprise In Advance .s.a, Rue de la Grenouillette 2 E, 1130 Haren pour le chantier Centr'al, afin de permettre de pallier la révision de prix en hausse ;*

*D'inscrire les dépenses à l'article 9304/722-60/74 au budget extraordinaire de l'exercice 2018 ;  
De financer cette dépense à 100% par un emprunt à charge de la Commune*

DECIDE :

De prendre connaissance, en application de l'article 234 al.3 de la Nouvelle Loi Communale, de la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 31 janvier 2019 :

*D'approuver le montant des travaux supplémentaires estimé à 445.000 € TVAC pour les 3 chantiers en cours d'exécution, à savoir :*

- 95.000 euros à *Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils sa, rue Saint-Denis 132 à 1190 Bruxelles pour le chantier Marconi,*
- 100.000 euros à *l'entreprise VIKI s.a, rue de l'Escaut 120 à 1080 Bruxelles Bout'chics*
- 250.000 euros à *l'entreprise In Advance .s.a, Rue de la Grenouillette 2 E, 1130 Haren pour le chantier Centr'al, afin de permettre de pallier la révision de prix en hausse ;*



*D'inscrire les dépenses à l'article 9304/722-60/74 au budget extraordinaire de l'exercice 2018 ;  
De financer cette dépense à 100% par un emprunt à charge de la Commune.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – Operaties 1B-1E-2AB - Bouw van een complex van voorzieningen Centr'Al, Renovatie van het kinderdagverblijf « Les Bout'chics » en Bouw van het nieuwe buurthuis – Prijsherzieningen - Begrotingswijzigingen – Financiering - Kennisneming.**

DE RAAD,

Gelet op de Besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Albert;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 oktober 2016 om:

*Goedkeuring te verlenen aan het onderzoeksverslag van de offerten dat werd opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken en zijn bijlagen;*

*De inschrijver Malice nv niet te selecteren op basis van het gegeven dat hij niet heeft aangetoond over de technische bekwaamheid te beschikken om de werken uit te voeren in overeenstemming met de voorwaarden van het Bijzondere Bestek;*

*De volgende inschrijvers te selecteren op basis van het gegeven dat zij hun technische bekwaamheid hebben aangetoond om de werken uit te voeren in overeenstemming met de voorwaarden van het Bijzondere Bestek: In Advance nv, CBD nv et Viki nv;*

*De volgende offerten als in orde en regelmatig te beschouwen:*

*Offerte 1: In Advance nv*

*Offerte 3: CBD nv*

*Offerte 4: Viki nv*

*De opdracht voor werken 'Aanstelling van een aannemer voor de "Herinrichting van de gemeentelijke infrastructuur Les Bout'Chics"' te gunnen aan de inschrijver die de laagste geselecteerde en regelmatige offerte heeft ingediend, namelijk de aannemer VIKI nv, Scheldestraat 120 te 1080 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van € 1.556.454,46 excl. BTW ofte € 1.883.309,90 incl. BTW;*

*De uitgave van een totaalbedrag van € 2.071.640,89 (BTW inbegrepen + 10% om de onvoorziene kosten en eventuele prijsherzieningen op te vangen) in te schrijven op artikel 9304/722-60/74 'Oprichting van gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2016, waar het nodige krediet beschikbaar is;*

*De uitgave die verband houdt met de opdracht voor aanneming van werken als volgt te financieren:*

*- € 1.100.224,03 door de DWCA-subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO);*

*- maximaal € 357.200,00 door een subsidie van de Franse Gemeenschapscommissie voor de nieuwe gecreëerde plaatsen;*

*- € 614.216,86 door een lening, een bedrag dat verminderd kan worden door een bijkomende subsidie van de Franse Gemeenschapscommissie voor de bestaande plaatsen en de twee nieuwe bijkomende plaatsen;*

*De uitbetaling van de betalingsschijf betreffende de 'Hulp bij de gunning van de opdracht van*

*de aannemer', namelijk € 4.246,42 excl. BTW of € 5.138,17 incl. BTW (2,5 % van de totale opdracht) mogelijk te maken, conform het Bijzondere Bestek nr. BB-DWCA-2015-03 van toepassing op voormelde opdracht, en de uitgave in te schrijven op het overgedragen artikel 9304/722-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting 2015 (Bestelbon nr. 29);  
De uitgave voor 92,66% te financieren door de gewestelijke subsidie;  
Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 oktober 2016 om:

*Goedkeuring te verlenen aan het onderzoeksverslag van de offerten dat werd opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken en zijn bijlagen;*

*De vennootschap Malice nv niet te selecteren op basis van het gegeven dat zij niet heeft aangetoond over de technische bekwaamheid te beschikken om de werken uit te voeren in overeenstemming met de voorwaarden van het Bijzondere Bestek;*

*De vennootschappen In Advance nv en Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils te selecteren op basis van het gegeven dat zij hun technische bekwaamheid hebben aangetoond om de werken uit te voeren in overeenstemming met de voorwaarden van het Bijzondere Bestek;*

*De volgende offerten als in orde en regelmatig te beschouwen:*

*Offerte 2: In Advance nv*

*Offerte 3: Les Entreprises Générales Fernand Gillion et Fils*

*De opdracht van werken 'Aanstelling van een aannemer voor de 'Bouw van een nieuw buurthuis en heraanleg van de recreatieve en landschappelijke ruimten' te gunnen aan 'Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils nv', Sint-Denijsstraat 132 te 1190 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van € 1.420.758,19 excl. BTW ofte € 1.719.117,41 incl. BTW;*

*De uitgave van een totaalbedrag van € 1.848.051,22 (opties en BTW inbegrepen + 7.5% om de prijsherzieningen en onvoorziene kosten op te vangen) in te schrijven op artikel 9304/722-60/74 'Oprichting van gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2016, waar het nodige krediet beschikbaar is;*

*De uitgave die verband houdt met de opdracht voor aanneming van werken als volgt te financieren:*

*- € 1.805.647,99 door de DWCA-subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO);*

*- € 42.403,23 door een lening, een bedrag waarvan voorzien wordt dat het verminderd zal worden door een BE.EXEMPLARY-subsidie;*

*De uitbetaling van de betalingsschijf betreffende de 'Hulp bij de gunning van de opdracht van de aannemer', namelijk € 3.729,54 excl. BTW of € 4.512,74 incl. BTW (2,5 % van de totale opdracht) mogelijk te maken, conform het Bijzondere Bestek nr. BB-DWCA-2015-03 van toepassing op voormelde opdracht, en de uitgave in te schrijven op het overgedragen artikel 9304/722-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting 2015 (Bestelbon nr. 70);*

*Deze uitgave van € 4.512,74 incl. BTW voor 100 % te financieren door een gewestelijke subsidie ingeschreven op artikel van ontvangsten 9304/995-52/74 'Overboekingen op het buitengewone reservefonds';*

*Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 oktober 2016 om:

*Goedkeuring te verlenen aan het onderzoeksverslag van de offerten dat werd opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken en zijn bijlagen;*

*De aannemer Malice nv niet te selecteren op basis van het gegeven dat hij niet heeft aangetoond over de technische bekwaamheid te beschikken om de werken uit te voeren in*

overeenstemming met de voorwaarden van het Bijzonder Bestek;

De aannemers In Advance nv en Gillion Construction te selecteren op basis van het gegeven dat zij hun technische bekwaamheid hebben aangetoond om de werken uit te voeren in overeenstemming met de voorwaarden van het Bijzondere Bestek;

De volgende offerten als in orde en regelmatig te beschouwen:

Offerte 2: In Advance nv

Offerte 3: Gillion Construction

De opdracht voor werken 'Aanstelling van een aannemer voor de "Bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen met sportieve en culturele bestemming"' te gunnen aan de aannemer die de laagste geselecteerde en regelmatige offerte heeft ingediend, namelijk in Advance nv, Waterranonkelstraat 2 E te 1130 Haren, voor het gecontroleerde bestellingbedrag met opties van € 3.464.654,47 excl. BTW ofte € 4.192.231,91 incl. BTW;

De uitgave van een totaalbedrag van € 4.506.649,30 alles inbegrepen (opties en BTW inbegrepen + 7.5% om de prijsherzieningen en onvoorziene kosten op te vangen) in te schrijven op artikel 9304/722-60/74 'Oprichting van gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2016, waar het nodige krediet beschikbaar is;

De uitgave die verband houdt met de opdracht voor aanneming van werken als volgt te financieren:

- € 3.549.167,20 door de DWCA-subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO);

- € 957.482,10 door een lening, een bedrag waarvan voorzien is dat het verminderd zal worden door een BE.EXEMPLARY-subsidie en door een gewestelijke toelage van Brussel Plaatselijke Besturen (Sport);

De uitbetaling van de betalingsschijf betreffende de 'Hulp bij de gunning van de opdracht van de aannemer', namelijk € 8.925,00 excl. BTW of € 10.799,25 incl. BTW (2,5 % van de totale opdracht) mogelijk te maken, conform het Bijzondere Bestek nr. BB-DWCA-201-04 van toepassing op voormelde opdracht, en de uitgave in te schrijven op het overgedragen artikel 9304/722-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting 2015 (Bestelbon nr. 20);

Deze uitgave van € 10.799,25 incl. BTW voor 90 % te financieren door een gewestelijke subsidie ingeschreven op artikel van ontvangsten 9304/995-52/74 'Overboekingen op het buitengewone reservefonds';

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zijn zitting van 23 oktober 2018, waarbij werd beslist:

De gewone en buitengewone begrotingen 2018 te wijzigen zoals weergegeven in onderstaande tabellen met betrekking tot begrotingswijzigingen nummers 8 en 9;

Uittreksel van de tabel:

BUITENGEWONE BEGROTING 2018 - VOORSTELLEN VAN WIJZIGINGEN - B.W. Nr. 9							
VOORWERP	DIENST	BEDRAG	FINANCIERING				OPMERK
			BB buiteng	Eigen middelen	Subsidies	Lening	

Bouwplaatsen DWCA -- Marconi € 95.000 - Bout'Chics € 100.000 - Centr'Al € 250.000	DWCA	€ 445 000				€ 445 000	9304/722-€
---	------	-----------	--	--	--	-----------	------------

Gelet op artikel 20 van het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 houdende de prijsherziening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 31 januari 2019 ;  
*Goedkeuring te verlenen aan het bedrag van de bijkomende werken, geraamd op € 445.000 voor de 3 bouwplaatsen in uitvoering, namelijk:*

- 95.000 euro voor *Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils nv, Sint-Denijsstraat 132 te 1190 Brussel, voor de Marconi-bouwplaats;*
- 100.000 euro voor de aannemer *VIKI nv, Scheldestraat 120 te 1080 Brussel, voor Bout'chics;*
- 250.000 euro voor de aannemer *In Advance nv, Waterranonkelstraat 2 E, 1130 Haren, voor de Centr'Al-bouwplaats, teneinde het mogelijk maken de prijsherziening naar boven op te vangen;*

*De uitgaven in te schrijven op artikel 9304/722-60/74 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018.*

*Deze uitgave voor 100% te financieren door een lening ten laste van de Gemeente.*

**BESLIST:**

In toepassing van artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 31 januari 2019:

*Goedkeuring te verlenen aan het bedrag van de bijkomende werken, geraamd op € 445.000 voor de 3 bouwplaatsen in uitvoering, namelijk:*

- 95.000 euro voor *Les Entreprises Générales Fernand Gillion et fils nv, Sint-Denijsstraat 132 te 1190 Brussel, voor de Marconi-bouwplaats;*
- 100.000 euro voor de aannemer *VIKI nv, Scheldestraat 120 te 1080 Brussel, voor Bout'chics;*
- 250.000 euro voor de aannemer *In Advance nv, Waterranonkelstraat 2 E, 1130 Haren, voor de Centr'Al-bouwplaats, teneinde het mogelijk maken de prijsherziening naar boven op te vangen;*

*De uitgaven in te schrijven op artikel 9304/722-60/74 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018.*

*Deze uitgave voor 100% te financieren door een lening ten laste van de Gemeente.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

7 **Revitalisation des quartiers – ABY – Convention d’occupation infrastructures communales.**

LE CONSEIL,

Considérant le projet de rénovation de l’abbaye de Forest et sa reconversion en Pôle Culturel (ABY) ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant la volonté du collège de soutenir les dynamiques associatives et citoyennes à travers la mise à disposition de locaux communaux disponibles tel que l’Abbaye de Forest, etc. ;

Considérant la nécessité de formaliser les règles, obligations et modalités d’occupations des différents locaux dans une convention ;

Considérant que la mise à disposition se fera à titre gratuit mais qu’une clause a été prévu en cas de publication de règlement redevance pour l’occupation des infrastructures forestoises dans les articles 9 et 10 « (...) le bénéficiaire aura droit à une période de 3 mois dès la date de publication du nouveau règlement pour décider de continuer d’occuper le local avec les nouvelles conditions ou de le libérer. »

Considérant la proposition de convention en annexe ;

DECIDE,

D’approuver le modèle de convention d’occupation proposé en annexe ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer la convention d’occupation avec les différentes associations demandeuses.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – ABY – Gebruiksovereenkomst gemeentelijke infrastructuur.**

DE RAAD,

Overwegende het project voor de renovatie van de abdij van Vorst en haar reconversie tot Culturele Pool (ABY);

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende de wil van het College om de dynamieken van het verenigingsleven en de burgers te ondersteunen via de terbeschikkingstelling van beschikbare gemeentelijke lokalen, zoals de Abdij van Vorst, enz.;

Overwegende de noodzaak om de regels, verplichtingen en modaliteiten inzake het gebruik van de verschillende lokalen in een overeenkomst te formaliseren;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling ten kostelozen titel zal gebeuren, maar dat er in artikelen 9 en 10 een bepaling werd voorzien voor het geval dat er een retributiereglement voor het gebruik van de Vorstse infrastructuur wordt afgekondigd: “de begunstigde zal [...] gedurende een periode van 3 maanden vanaf de datum van afkondiging van het nieuwe reglement het recht hebben om te beslissen het lokaal onder de nieuwe voorwaarden te blijven gebruiken dan wel het te verlaten”;

Overwegende het voorstel van overeenkomst in bijlage;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan het model van gebruiksovereenkomst, voorgesteld in bijlage;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst met de verschillende verenigingen die hierom vragen te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## **FINANCES - FINANCIËN**

### **Taxes / Comptabilité - Facturation / Cultes - Belastingen / Boekhouding - Facturatie / Erediensten**

#### **8 Finances - Comptabilité communale - Exercice 2019 - Douzièmes provisoires.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et 247 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 14 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant qu'au 1er mai 2019, il est possible que le budget communal pour l'exercice 2019 n'ait pas pu être voté par le conseil communal ou rendu exécutoire par l'administration des pouvoirs locaux ;

DECIDE :

d'autoriser la disposition de deux douzièmes provisoires pour les mois de mai et juin 2019;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 24 votes positifs, 11 abstentions.

*Abstentions : Laurent Hacken, David Liberman, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet, Samir Ahrouch.*

---

## **Financiën - Gemeentelijke boekhouding - Dienstjaar 2019 - Voorlopige twaalfden.**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 247 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het mogelijk is dat de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2019 tegen 1 mei niet gestemd is kunnen worden door de gemeenteraad of uitvoerbaar verklaard door het bestuur der plaatselijke besturen;

BESLIST :

twee voorlopige twaalfden voor de maanden mei en juni 2019 toe te staan;

dat deze kredieten gebruikt zullen worden overeenkomstig artikel 14 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 24 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

*Onthoudingen : Laurent Hacken, David Liberman, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet, Samir Ahrouch.*

**Monsieur Loewenstein :**

**On arrive aux votes des 12èmes provisoires, alors qu'on a reçu fin janvier un budget qui a été inscrit puis retiré de l'ordre du jour.**

**Quand est-ce qu'on aura enfin un budget ? Qu'est-ce qui bloque ? Et que faisons-nous des documents reçus en janvier ?**

**Monsieur Pierre-De Permentier :**

**Je rejoins les questions posées par mon collègue.**

**Avez-vous déjà rencontré la Tutelle ? Et quel point bloque ?**

**Madame Koplowitch :**

**On a reçu une déclaration de politique générale pour laquelle on n'a pas d'objection majeure et là on attend toujours des chiffres.**

**Monsieur Hacken :**

**Je rejoins les collègues puisqu'on assiste à une grande première. C'est la première fois que le budget communal sera voté après le budget CPAS. Quand est-ce que vous allez approuver et déposer ce budget ?**

**Monsieur Quartassi :**

Si on est revenu en arrière, c'est parce que la tutelle régionale nous a recommandé de revoir les chiffres .

Il faut les revoir à la baisse et nous y travaillons.

Par rapport au CPAS nous avons une réunion lundi au comité de concertation pour revoir les montants à la baisse, et à l'issue de cette réunion nous reprendrons contact avec la Tutelle Régionale pour présenter le budget.

**Monsieur Hacken :**

Comment approuver un budget CPAS dont la dotation principale est faite par la commune sans avoir le montant attribué par la commune ?

**Monsieur Quartassi :**

Le CPAS nous a demandé de ne pas le paralyser. On veille au grain pour éviter de retourner à la Tutelle.

**Monsieur Loewenstein :**

On va voter un budget CPAS qui va être revu lundi ?

Que fait-on des documents qu'on a reçus en janvier ?

**Monsieur Quartassi :**

Par rapport au budget, on va devoir acter aujourd'hui que le CPAS prendra une mesure en modification budgétaire pour adapter son budget par rapport à la vraie dotation communale. En ce qui concerne les documents reçus, ça doit être décidé entre nous.

**Monsieur Van Vlasselaer :**

L'ordonnance prévoit qu'on ne peut pas introduire de modifications budgétaires tant qu'on a pas voté le compte de l'exercice antérieur. A ma connaissance, le CPAS n'a pas encore adopté le compte de l'exercice 2018...Compte tenu des dispositifs légaux, le CPAS ne pourra pas présenter des modifications budgétaire tant qu'il n'a pas approuvé son compte de l'exercice antérieur.

**Madame De Laveleye :**

Pouvons-nous approuver le point 8 ?

**Monsieur Hacken :**

C'est normalement un vote technique, pour permettre le fonctionnement de la commune, mais vu le retard énorme, notre groupe s'abstient.

**De heer Loewenstein:**

We zijn aanbeland bij de stemming over de voorlopige twaalfden, terwijl we eind januari een begroting hebben ontvangen die vervolgens van de agenda werd verwijderd.

Wanneer zullen we eindelijk een begroting hebben? Wat blokkeert er? En wat doen we met de documenten die we in januari hebben ontvangen?

**De heer Pierre-De Permentier:**

Ik sluit me aan bij de vragen van mijn collega.



**Heeft u al een ontmoeting gehad met de Toezichthoudende Overheid? En welk punt blokkeert er?**

**Mevrouw Koplowicz:**

**We hebben een Algemene Beleidsverklaring ontvangen waartegen we geen grote bezwaren hebben en nu wachten we nog steeds op cijfers.**

**De heer Hacken:**

**Ik sluit me aan bij mijn collega's, aangezien we een grote primeur aan het beleven zijn. Dit is de eerste keer dat de gemeentelijke begroting na die van het OCMW zal worden gestemd. Wanneer zult u deze begroting goedkeuren en indienen?**

**De heer Quartassi:**

**Als we op onze stappen teruggekomen zijn, is dat omdat de Gewestelijke Toezichthoudende Overheid ons aanbevolen heeft de cijfers te herzien.**

**We moeten ze naar beneden toe herzien en daar werken we nu aan.**

**Wat het OCMW betreft: we hebben maandag in het overlegcomité een vergadering om de bedragen naar beneden toe te herzien en na afloop daarvan zullen we contact opnemen met de Gewestelijke Toezichthoudende Overheid om de begroting in te dienen.**

**De heer Hacken:**

**Hoe kunnen we een OCMW-begroting goedkeuren, wetende dat de belangrijkste dotatie van het OCMW van de Gemeente komt, zonder het door de Gemeente toegekende bedrag te kennen?**

**De heer Quartassi:**

**Het OCMW heeft ons gevraagd ze niet te stil te leggen. We zijn uiterst waakzaam om te vermijden opnieuw naar de Toezichthoudende Overheid te moeten gaan.**

**De heer Loewenstein:**

**We zullen dus stemmen over een OCMW-begroting die maandag herzien zal worden?**

**Wat doen we met de documenten die we in januari ontvangen hebben?**

**De heer Quartassi:**

**Wat de begroting betreft, zullen we er vandaag akte van moeten nemen dat het OCMW in een begrotingswijziging een maatregel zal nemen om zijn begroting aan te passen in het licht van de daadwerkelijke gemeentelijke dotatie. Wat de ontvangen documenten betreft: dat zullen we onderling moeten beslissen.**

**De heer Van Vlasselaer:**

**De ordonnantie voorziet dat we geen begrotingswijzigingen mogen indienen zolang we de rekeningen van het vorige dienstjaar niet hebben goedgekeurd. Bij mijn weten heeft het OCMW de rekening van het dienstjaar 2018 nog niet aangenomen. Gelet op de wettelijke bepalingen, zal het OCMW geen begrotingswijzigingen kunnen indienen zolang het zijn rekening van het vorige jaar niet heeft goedgekeurd.**

**Mevrouw De Laveleye:**

**Kunnen we punt 8 goedkeuren?**

**De heer Hacken:**

**Normaliter is dit een technische stemming, om de werking van de gemeente mogelijk te maken, maar gezien de enorme laattijdigheid onthoudt onze fractie zich.**

*Caroline Dupont quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## **Tutelle CPAS - Toezicht OCMW**

### **9 Tutelle CPAS – Budget 2019.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 14 février 2019, adoptant le budget 2019 du CPAS;

Vu l'avis favorable du comité de concertation réuni conformément à l'article 26bis de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale en séance du 01 février 2019 ;

DECIDE,

D'émettre un avis favorable à la délibération du Conseil du CPAS du 14 février 2019 adoptant le budget 2019 du CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 19 votes positifs, 6 votes négatifs, 9 abstentions.

*Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Samir Ahrouch, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.*

*Abstentions : David Liberman, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet.*

---

### **Toezicht op het OCMW – Begroting 2019.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 111 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 14 februari 2019 tot goedkeuring van de begroting 2019 van het OCMW;

Gelet op het gunstige advies van het verenigde overlegcomité overeenkomstig artikel 26bis van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 01 februari 2019;

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de beraadslaging van de Raad van het OCMW van 14 februari 2019 tot goedkeuring van de begroting 2019 van het OCMW.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 19 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen, 9 onthoudingen.

*Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Samir Ahrouch, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.*

*Onthoudingen : David Liberman, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet.*

**Monsieur Van Vlasselaer :**

**Pourquoi nous n'avons pas convoqué une commission des finances ?**

**Il faut discuter d'abord du point 10 et puis du point 9. D'abord les modifications budgétaires 2018 et puis le budget 2019.**

**Madame De Laveleye :**

**Nous traitons le point 10 avant le point 9.**

**Note de Monsieur Van Vlasselaer:**

**Madame la Présidente,**

**Mesdames et Messieurs les Membres du Collège,**

**Cher(e)s Collègues,**

**Tout d'abord, deux questions préalables :**

- **Deux commissions ont été réunies avant le conseil .**

**Dès lors, pourquoi ne pas avoir convoqué une réunion de la commission « finances » ? ...ce qui aurait permis d'alléger la présente intervention !**

**(pas de réponse)**

- **L'ordre du jour du conseil prévoit la discussion du budget 2019 du cpas avant celle de la 2ième modification budgétaire du budget 2018 du cpas**

**Il est plus logique de discuter en premier lieu de cette dernière et ainsi de clôturer les débats sur l'exercice 2018 avant de commencer l'examen du budget de l'exercice 2019 du CPAS**

**C'est pourquoi je demande l'examen du point 11 de l'OJ avant le point 10**

**Le Conseil décide de traiter d'abord le point 11 de l'OJ**

**Mon intervention à propos du budget 2019 du CPAS s'articule sur 3 axes :**

## A/ L'absence de documents obligatoires

### 1. /Le plan triennal ( plan financier et note d'orientation)

Le plan triennal est visé à l'art.26,§1, 8°,

à l'art.72(nouveau) qui précise « 2x par législature, au 1er et 4ième budget, est joint un plan triennal  
« ...(prescrit que l'on retrouve à l'art.242bis de la NLC)

à l'art.73

à l'art.88, §1er, al.2 qui précise « le budget est soumis avant le 1er novembre de l'année précédant l'exercice... » (prescrit que l'on retrouve dans la loi communale à l'art.241- sauf la date de dépôt du budget fixée au 31/12)

Enfin, la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes du 20/7/2018, p.3 énonce clairement que « le budget 2019 correspond aux projections financières de la 1ère année du plan 2019-2020-2021... »

### 1. /Le programme de politique générale

Le contenu de ce document n'est pas celui d'une note de politique générale ...aucune information donnée sur les axes de réalisation des objectifs 2019 !...il s'agit plutôt d'une description en tableaux de l'évolution de certains postes budgétaires , contrairement par exemple aux notes des exercices 2015 et antérieurs

Cela signifie-t-il qu'aucune action nouvelle ou redéfinition de l'existant n'est prévue ?

### 1. / Le rapport sur les économies d'échelles commune-CPAS (voir l'art.26bis§5 de la loi organique et la circulaire relative à l'élaboration des budgets des CPAS 2019 datée du 1/8/2018, pp.6et 7 )

Il faut donc en conclure qu'aucune mesure de rationalisation n'est envisagée ! qu'en est-il ?

### 1. / Les rapports sur les établissements à gestion distincte (crèche sous forme d'ASBL, « les Amis du Val des Roses » , ASBL...) sont absents

Pourquoi ?

Conclusion : compte tenu des annexes non transmises, le dossier du budget 2019 est incomplet . Je rappelle à ce propos le texte de la circulaire relative à l'élaboration des budgets des CPAS pour l'exercice 2019 datée du 1/8/2018, en sa page 5 :

- « la date de réception du dossier complet constituera le point de départ du délai respectivement visé aux articles 88, 110 et 111 de la loi organique
- Si les annexes obligatoires au budget ne sont pas systématiquement transmises, l'absence totale ou partielle de ces documents pourra entraîner une mesure contraignante de l'autorité de tutelle . Le Conseil d'Etat estime en effet que le délai dont dispose l'autorité de tutelle ne

*commence à courir qu'à partir du moment où une décision qui a été soumise à son contrôle lui est correctement notifiée, ce qui signifie que le dossier doit être complet ... »*

**Le texte montre clairement qu'en son état, le dossier du budget 2019 du CPAS ne sera pas traité par la tutelle!!**

**B/ poids du CPAS sur les finances et le budget de la commune**

**La hausse continue de la dotation communale est bien connue : entre 2007 ( 9,8 millions€) et 2018 (18 millions€) en chiffres ronds, soit + 196 % ...de loin le taux de progression le plus élevé , qui dépasse même de loin celui de Ganshoren ou de Schaerbeek !**

**Or, la commune de Forest n'appartient pas au « croissant pauvre » de la Région bruxelloise (bas de St Gilles, Cureghem, Marolles, bas de Molenbeek, bas de Schaerbeek, St Josse) dans lequel les ménages en allocation CPAS sont en nombre 5 fois plus élevé que dans le reste de la Région !!**

**Cette dotation représente 21,95% des dépenses communales**

**21,00% des recettes (hors enseignement)**

**38,50% du rendement des impôts et taxes  
communales**

**OR, selon les statistiques fiscales (SPF Economie et Finances) , pour Forest que :**

- **si le nombre de déclarations de revenus est passé de 25.470€ (2005) à 29.081€ (2013), soit une hausse de 14 %**
- **si le nombre de déclarations de moins de 20.000€ passe de 63.77% (2005) à 59,63% (2013)**
- **si le nombre de déclarations de + de 50.000€ passe de 3,89% (2005) à 5,20% (2013)**
- **si le revenu net imposable par déclaration passe de 11.789,55€ (2005) à 14.023,22€ (2013)**

**la réalité est nettement moins flatteuse !**

**En effet, le nombre de déclarations de moins de 20.000€ , càd celles qui sont exemptées d'impôts, passe de 63.77% (2005) à 59,63% (2013), ce qui se traduit par un rendement moindre de l'impôt  
Par ailleurs, si l'on tient compte de l'inflation réelle depuis 2005, l'indice passe de 101,79 à 120,00.**

**En conséquence, le pouvoir d'achat réel , lui, diminue de 4 à 5% pour le revenu moyen par déclaration et le revenu moyen par habitant, et de 6,7% pour le revenu médian par déclaration , soit un pouvoir d'achat inférieur à celui de 2005 !!**

**Cela signifie que la population s'est appauvrie et que la capacité fiscale de celle-ci a diminué**

**Si l'on prétend vouloir une commune « à l'écoute de ses habitant(e)s, il convient d'en tenir compte de cette situation et des fins de mois difficiles des Forestoises et de Forestois**

**C/ le budget 2019**

**C1/ Les remarques générales :**

**1)quid du « zéro budgeting » évoqué à plusieurs reprises par certains leaders de l'actuelle majorité pendant la campagne électorale? Je n'ai connaissance d'aucun rapport à ce propos ..il n'y a aucune transparence !**

2) Le résultat reporté affiché en page 2 du budget 2019 montre un résultat positif de 1,654 million€  
Selon la circulaire du 20/7/2018, p.16, ce boni doit être déduit à due concurrence de la dotation communale ; cette adaptation n'est pas prévue Pourquoi ?

3) Où est le budget 2019 complet de la MRS ? (y compris la répartition réelle des frais qui doivent être répartis) ; la scission nette entre l'exploitation du secteur « aide sociale » et celle de la MRS est absolument indispensable pour la transparence du poids réel de chacun des secteurs d'activité du cpas (en particulier, le poids financier des personnels)

4. quid de la fixation obligatoire des quotas de personnel contractuel, maribel, etc... ?
5. quid de l'avancement du dossier de la modernisation informatique du service financier?...et des répercussions sur la gestion RH de ce service
6. En ce qui concerne la fixation du cadre du personnel, on constate l'absence d'un travail rationnel et professionnel d'évaluation des besoins réels sur le terrain

qu'en est-il de la méthode d'évaluation de la charge de travail ?

Par ailleurs, aucune information n'a été fournie sur la construction du ratio 1,75 évoqué dans la note « Val des Roses cadre- argumentation »

Où est la transparence tant évoquée ?

On retrouve un tel ratio en France pour l'indice de personnel de soins nécessaire (IPN) pour les EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes)

Mais, outre les différences de durée de travail, d'horaires et de normes d'encadrement, ce ratio s'applique uniquement pour le personnel de soins et non pour toutes les catégories de personnel !!!...

Enfin, la 2<sup>ème</sup> phrase de la note précitée ne mentionne pas les congés pour maladie, lesquels ne sont donc pas pris en compte !!!

Si l'on entend tenir compte de ces absences pour maladie, le taux de remplacement atteindrait avec cette norme 1etp pour 1etp !!!

Ce ratio de fixation du personnel de remplacement apparaît donc complètement surestimé et inadapté à la situation du cpas !

C2/ En ce qui concerne l'aide sociale :

Aucune information n'a été donnée à propos du nombre de dossiers traités par chaque service: le service social général, le secrétariat social, le service « seniors », l'accueil van Pé), l'ISP, la médiation de dettes, la coordination sociale), la participation sociale, culturelle et sportive, etc..., ce qui rend impossible une évaluation des besoins justifiés en matière d'allocation de personnel !

Où est la transparence tant vantée ?

C3/ En ce qui concerne la MRS, on constate:

- l'absence d'un budget propre pour la MRS en violation des dispositions réglementaires
- l'absence de l'audit fonctionnel demandé depuis 2015 par les groupes PS, DéFI et MR, en dépit d'un certain nombre d'incidents rapportés par des membres du personnel ou les familles et, en outre, du mécontentement des agents quant à la planification des horaires et la charge de travail

- l'absence des normes par catégories de personnel qui ont été retenues pour l'élaboration du cadre du personnel
- que la norme citée dans le document « argumentation – cadre – Val des Roses » de 1,75 paraît « gonflée » et ne peut s'appliquer à toutes les catégories de personnel ( le travail infirmier s'étale 24h/24 et 365j/an ...pas le travail administratif général ou des AS) ainsi que je l'ai évoqué précédemment
- que les prévisions de personnel pour les nouveaux cantons sont celles REFUSEES par le comité de gestion du 5/1/2016 , sans aucune motivation !
- Que le déficit affiché de la MRS est de 1,654 million € ( fonction 83,41) au total et atteint 2,1 million€ pour la seule exploitation, SANS frais répartis ! ...et sans les frais entraînés par l'exploitation des nouveaux cantons !! ...

Si l'on y ajoute la part de facturation interne qui lui incombe (estimation 30,24%) , l'estimation du déficit d'exploitation atteindrait 5,1millions €

Un tel déficit est-il supportable sur le court, moyen et long terme ?

- qu'en outre, la note « cadre -argumentation » attribue la même échelle de traitement pour les aides soignantes et les infirmières graduées ou brevetées (pp2 et 3), ce qui n'est pas correct et fausse l'évaluation du coût réel de l'ouverture des nouveaux cantons ; il est évident que les infirmières bénéficient d'une échelle de traitement plus élevée que les aides soignantes

La question posée in tempore non suspecto par le précédent Echevin des finances garde tout son sens : la commune a-t-elle encore les moyens de mettre en oeuvre une politique d'une telle ampleur ?

En conséquence, il n'apparaît pas possible de donner un avis favorable sur ce budget 2019 du cpas.

Je maintiens que le plan triennal devait être présenté, sur quel texte se base votre interprétation ? Je vous rappelle que la commune a cette obligation à travers l'article 242bis de la nouvelle loi communale, que le budget de la commune doit respecter cela.

Monsieur Lonfils :

Je note et je transmettrai vos remarques encourageantes à l'administration.

Comme vous le savez, derrière les chiffres il y a des humains qui travaillent, les équipes ont travaillé dur pour nous présenter un budget ce soir.

Par rapport à vos remarques sur les documents à présenter avec le budget, la modification de la loi organique, l'article 72 de la loi est clair et dit que 2x par législature au premier et au 4<sup>ème</sup> budget, est joint un plan triennal. Nous votons ici le dernier budget de la législature précédente. Le premier budget conformément à l'article 72 sera le suivant. Même si une circulaire dit le contraire, une circulaire ne fait pas office de loi. La note par rapport au cadre nous sommes en train de la modifier, nous sommes sur l'ouverture des CANTOU pour stabiliser le Val des Roses. Ce qui explique cette période particulière puisque nous sommes dans un moment transitoire, c'est l'ancien Conseil qui a voté le budget et c'est pour ça que nous avons voulu avec le nouveau Conseil pouvoir travailler ensemble sur une note de politique générale qui sera approuvée plus tard et présentée au Conseil de l'action sociale.

**Pour le ratio, vous n'êtes pas d'accord avec ces chiffres qui ont été proposés lors d'une étude faite au CPAS. Pour la séparation budgétaire entre MRS, il y a une sous fonction au Val des Roses, il y a une entité Val des Roses au niveau budgétaire et une entité service social administration centrale ce qui nous a permis de ne jamais avoir de remarque de la Tutelle. Je vous invite pour les services de me donner vos questions écrites.**

**Fin 2015 le législateur a formalisé une disposition qui prévoyait que les plans du CPAS étaient annexés aux plans de la commune et l'a formalisée dans l'article 72.**

**Madame Michaux :**

**J'avais déposé une interpellation à ce sujet qui m'a été refusée, mais comme on est dans le sujet, je vais poser ma question maintenant.**

**Pour harmoniser et coordonner leurs actions, la commune et le CPAS se concertent au sein d'un Comité de concertation.**

**Cette concertation a lieu au moins tous les trois mois entre une délégation du Conseil communal et une délégation du Conseil de l'action sociale.**

**Une concertation préalable est en tout cas requise pour les décisions du CPAS relatives au budget, au cadre, au statut du personnel, à l'engagement de personnel complémentaire, et à la création de services, d'établissements et d'association''**

**J'aimerais avoir plus d'information sur ce comité de concertation.**

- Pouvez-vous me dire s'il a été créé pour Forest? de combien de membres est-il question ? quel en sont les membres ? et s'est-il déjà réuni ?**
- Est-ce que la délégation du Conseil Communal est ouverte aux conseillers de l'opposition ?**

**Monsieur Roberti :**

**Le comité de concertation est un organe prévu par la loi. Il est prévu que l'échevin tutelle et le Bourgmestre y participent. Il appartient aux conseillers de l'action sociale de décider qui fait partie de la délégation au niveau du CPAS.**

**De heer Van Vlasselaer:**

**Waarom hebben we geen Commissie Financiën bijeengeroepen?**

**Eerst moeten we punt 10 bespreken en dan pas punt 9. Eerst de begrotingswijzigingen van 2018 en dan pas de begroting 2019.**

**Mevrouw De Laveleye:**

**We behandelen punt 10 voor punt 9.**

**Nota van de heer Van Vlasselaer :**

**Mevrouw de Voorzitster,  
Geachte dames en heren van het College,  
Beste collega's,**



Om te beginnen, twee voorafgaande vragen:

- Voorafgaand aan de raad zijn er twee commissies bijeengekomen.

Waarom werd er dan geen vergadering van de Commissie Financiën bijeengeroepen? ... wat het mogelijk zou hebben gemaakt deze tussenkomst minder zwaar te maken!  
(geen antwoord)

- De agenda van de raad voorziet de bespreking van de begroting 2019 van het OCMW, voor die van de tweede begrotingswijziging van de begroting 2018 van het OCMW.

Het is logischer eerst die laatste te bespreken en zodoende de besprekingen over het dienstjaar 2018 af te sluiten voordat we overgaan tot het onderzoek van de begroting van het dienstjaar 2019 van het OCMW.

Dit is de reden waarom ik vraag punt 11 van de agenda te onderzoeken vóór punt 10.

De Raad beslist eerst punt 11 van de agenda te behandelen.

Mijn tussenkomst in verband met de begroting 2019 van het OCMW is gestructureerd rond 3 krachtlijnen:

A/ Het ontbreken van verplichte documenten

1. / Het driejarenplan (financieel plan en oriëntatienota)

Het driejarenplan wordt bedoeld in art.26, §1, 8°,

in art.72 (nieuw), dat het volgende bepaalt: *“Tweemaal per zittingsperiode, bij de eerste en de vierde begroting, wordt een driejaarlijks plan gevoegd”* (een voorschrift dat we terugvinden in art.242bis van de NGW)

in art.73

in art.88, §1, 2e lid, dat het volgende bepaalt *“Deze begrotingen worden vóór 1 november van het jaar dat aan het dienstjaar voorafgaat [voorgelegd]”* (een voorschrift dat we terugvinden in art.241 – behalve de datum voor indiening van de begroting, vastgelegd op 31/12)

Tot slot: de omzendbrief betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen van 20/7/2018, p.3, vermeldt *“De begroting 2019 stemt overeen met de financiële projecties voor het eerste jaar van het plan 2019-2020-2021 ...”*

1. / Het beleidsprogramma (bedoeld in art.8 §1 van de organieke OCMW-wet)

De inhoud van dit document is niet die van een beleidsnota ... Er wordt geen enkele informatie gegeven over de krachtlijnen voor de uitvoering van de doelstellingen voor 2019! ... Eerder gaat het op een beschrijving in tabellen van de ontwikkeling van bepaalde begrotingsposten, in tegenstelling bijvoorbeeld tot de nota's voor de dienstjaren 2015 en daarvoor.

Betekent dit dat er geen enkele nieuwe actie of herdefiniëring van het bestaande wordt voorzien?

1. / Het verslag over de schaalvoordelen gemeente-OCMW (zie art. 26bis §5 van de organieke wet en de omzendbrief betreffende de opmaak van de begrotingen van de OCMW's 2019 van 1/8/2018, pp. 6 en 7).

Hieruit moeten we dus besluiten dat er geen enkele rationaliseringsmaatregel wordt overwogen!  
Hoe zit het daarmee?

1. / De verslagen over de instellingen met een afzonderlijk beheer (kinderdagverblijf in de vorm van een vzw, 'Les Amis du Val des Roses' vzw, ...) ontbreken.

Hoe komt dat?

Conclusie: gelet op de niet-overgemaakte bijlagen is het dossier van de begroting 2019 onvolledig. In dat verband wens ik te herinneren aan de tekst van de omzendbrief betreffende de opmaak van de begrotingen van de OCMW's voor het dienstjaar 2019 van 1/8/2018, bladzijde 5:

- *“De datum van ontvangst van het volledige dossier is de ingangsdatum van de termijn bedoeld in de artikelen 88, 110 en 111 van de organieke wet.*
- *Indien de verplichte bijlagen bij de begroting niet systematisch worden toegezonden, zal het geheel of gedeeltelijk ontbreken van deze documenten kunnen leiden tot een dwingende maatregel van de toezichthoudende overheid. De Raad van State is immers van oordeel dat de termijn waarover de toezichthoudende overheid beschikt pas begint te lopen vanaf het ogenblik dat een beslissing die aan deze toezichthoudende overheid voor controle werd toegezonden, op correcte wijze is betekend, dit wil zeggen dat het dossier volledig dient te zijn. [...]*

De tekst duidt duidelijk aan dat het dossier van de OCMW-begroting 2019 in zijn huidige vorm niet door de toezichthoudende overheid kan worden behandeld!!!

**B/ druk van het OCMW op de financiën en begroting van de gemeente**

De aanhoudende stijging van de gemeentelijke dotatie is wel bekend: afgerond tussen 2007 (9,8 miljoen euro) en 2018 (18 miljoen euro), dus +196% ... verreweg de hoogste stijgingsgraad, die zelfs die van Ganshoren en Schaarbeek overtreft!

De gemeente Vorst behoort echter niet tot de “arme sikkel” van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Laag-Sint-Gillis, Kuregem, Marollen, Laag-Molenbeek, Laag-Schaarbeek, Sint-Joost), waar de huishoudens met OCMW-toelagen 5 keer talrijker zijn dan in de rest van het Gewest!!! Deze dotatie vertegenwoordigt 21,95% van de gemeentelijke uitgaven.

21,00% van de ontvangsten (onderwijs uitgezonderd)

38,50% van de opbrengsten van de belastingen en heffingen  
van de gemeente

**MAAR uit de belastingsstatistieken (FOD Economie en Financiën) voor Vorst blijkt dat:**

- hoewel de inkomensaangiften gestegen zijn van € 25.470 (2005) naar € 29.081 (2013), d.w.z. een stijging van 14%,
- hoewel de aangiften van minder dan € 20.000 gedaald zijn van 63,77% (2005) naar 59,63% (2013)

- hoewel de aangiften van meer dan € 50.000 gestegen zijn van 3.89% (2005) naar 5,20% (2013)
- hoewel het netto belastbaar inkomen per aangifte gestegen is van € 11.789,55 (2005) naar € 14.023,22 (2013)

de werkelijkheid minder rooskleurig is!

Het aantal aangiften van minder dan 20.000€, d.w.z. diegenen die vrijgesteld zijn van belastingen, daalt van 63.77% (2005) naar 59,63% (2013), wat vertaald wordt door een lager rendement van de belasting.

Indien men overigens rekening houdt met de werkelijke inflatie sinds 2005, stijgt het indexcijfer van 101,79 naar 120,00.

Bijgevolg daalt de werkelijke koopkracht van 4 naar 5% voor het gemiddelde inkomen per aangifte en het gemiddelde inkomen per inwoner, en met 6,7% voor het mediaaninkomen per aangifte, hetzij een lagere koopkracht dan in 2005 !!

Dit wil zeggen dat de bevolking armer is geworden en dat de fiscale draagkracht van de bevolking gedaald is

Indien men beweert een gemeente te willen zijn “die naar haar inwoners luistert”, dient rekening te worden gehouden met deze situatie en met het krap bij kas zitten van de Vorstenaren op het einde van de maand

C/ de begroting 2019

C1/ De algemene opmerkingen:

1) hoe zit het met de “nul-begroting” die tijdens de verkiezingscampagne herhaaldelijk ter sprake werd gebracht door bepaalde leiders van de huidige meerderheid? Ik heb geen enkele kennis van enig verslag hieromtrent ..er is geen enkele transparantie!

2) het overgedragen resultaat vermeld op pagina 2 van de begroting 2019 toont een positief resultaat van 1,654 miljoen €

Volgens de omzendbrief van 20/7/2018, p.16 , moet dit batig saldo dienovereenkomstig afgetrokken worden van de gemeentelijke dotatie; deze aanpassing is niet voorzien. Waarom?

3) Waar is de volledige begroting 2019 van het RVT? (met inbegrip van de werkelijke verdeling van de kosten die verdeeld moeten worden); de duidelijke splitsing tussen de uitbating van de sector “sociale bijstand” en die van het RVT is absoluut noodzakelijk voor de transparantie van het werkelijke gewicht van elkeen van de activiteitensectoren van het ocmw (in het bijzonder, het financiële gewicht van het personeel)

4. hoe zit het met de verplichte vaststelling van de quota's van contractueel personeel, maribel, enz...?
5. hoe zit het met de vordering van het dossier inzake de modernisering van informatica van de financiële dienst?...en met de consequenties op het HR-beheer van deze dienst
6. Wat betreft de vaststelling van het personeelskader, stellen we de afwezigheid vast van een rationeel en professioneel werk van evaluatie van de werkelijke behoeften op het terrein

hoe zit het met de evaluatiemethode van de werklust?

Er werd overigens geen enkele informatie verstrekt over de constructie van de ratio 1,75 ter sprake gebracht in de nota “Val des Roses cadre- argumentation”

Waar is de transparantie die zo vaak werd aangehaald?

We vinden een dergelijke ratio in Frankrijk voor de ‘indice de personnel de soins nécessaire’ (IPN) voor de EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes)

Maar naast de verschillen in arbeidsduur, uurroosters en begeleidingsnormen is deze ratio alleen van toepassing voor het verzorgend personeel en niet voor alle personeelscategorieën!!...

Tot slot vermeldt de 2de zin van de voornoemde nota geen ziekteverloven, die dus niet in aanmerking worden genomen!!!

Indien men rekening wil houden met deze afwezigheden wegens ziekte, zou het vervangingspercentage met deze norm 1vte voor 1vte bereiken!!!

Deze ratio van vaststelling van vervangingspersoneel lijkt dus volledig overschat en niet aangepast aan de situatie van het ocmw!

**C2/ Wat betreft de sociale bijstand:**

Er werd geen enkele inlichting verstrekt inzake het aantal behandelde dossiers door elke dienst: de algemene sociale dienst, het sociale secretariaat, de dienst “senioren”, het onthaal van Pé), de SPI, de schuldbemiddeling, de sociale coördinatie), de sociale, culturele en sportparticipatie, enz..., wat een evaluatie van de verantwoorde behoeften inzake toekenning van personeel onmogelijk maakt!  
Waar is de transparantie die zo vaak werd geprezen?

**C3/ Wat betreft het RVT, stellen we vast:**

- het ontbreken van een eigen begroting voor het RVT in overtreding met de reglementaire bepalingen
- de afwezigheid van de functionele audit gevraagd sinds 2015 door de fracties PS, DéFI en MR, ondanks een bepaald aantal incidenten gerapporteerd door de personeelsleden of de families en, bovendien, de ontevredenheid van de agenten wat betreft de planning van de uurroosters en de werklust
- de afwezigheid van de normen per personeelscategorieën die weerhouden werden voor de uitwerking van het personeelskader
- dat de norm vermeld in het document “argumentation – cadre – Val des Roses” van 1,75 “opgedreven” lijkt en niet van toepassing kan zijn op alle personeelscategorieën (het werk van een verpleger loopt 24u/24 en 365d/jaar ...niet het algemene administratieve werk of dat van de hulpverzorgsters) zoals ik voorheen reeds heb aangehaald
- dat de personeelsvoorzieningen voor de nieuwe cantous diegenen zijn die door het beheerscomité van 5/1/2016 GEWEIGERD werden, zonder enige motivatie!
- Dat het vermelde tekort van het RVT in totaal 1,654 miljoen € bedraagt (functie 83,41) en 2,1 miljoen € bereikt voor alleen de uitbating, ZONDER verdeelde kosten! ... en zonder de kosten veroorzaakt door de uitbating van de nieuwe cantous!! ...

Als we hieraan het interne facturatiedeel toevoegen dat voor zijn rekening is (raming 30,24%), zou de raming van het uitbatingstekort neerkomen op 5,1miljoen €

**Is een dergelijk tekort draaglijk op korte, middellange en lange termijn?**

- **dat bovendien de nota “cadre -argumentation” dezelfde weddeschaal toekent voor de hulpverzorgsters en de gegradueerde of gebreveteerde verpleegkundigen (pp2 en 3), wat niet correct is en de evaluatie van de werkelijke kost van de opening van de nieuwe cantous vervalst; het is evident dat de verpleegkundigen van een hogere weddeschaal genieten dan de hulpverzorgsters**

**De vraag die in tempore non suspecto gesteld werd door de vorige Schepen van financiën behoudt zijn volledige betekenis: heeft de gemeente nog de middelen om een beleid van een dergelijke omvang te voeren?**

**Bijgevolg lijkt het niet mogelijk een gunstig advies te geven voor deze begroting 2019 van het ocmw.**

**Ik blijf erbij dat het driejarenplan ingediend zou moeten worden. Op welke tekst is uw interpretatie gebaseerd?**

**Ik wens u eraan te herinneren dat de gemeente deze verplichting heeft op basis van artikel 242bis van de Nieuwe Gemeentewet en dat de begroting van de gemeente dit moet naleven.**

**De heer Lonfils**

**Ik noteer en zal uw bemoedigende opmerkingen doorgeven aan de administratie.**

**Zoals u weet, schuilen er achter deze cijfers mensen die werken, teams die hard hebben gewerkt om u vanavond een begroting te kunnen voorleggen.**

**Wat uw opmerkingen over de met de begroting in te dienen documenten betreft: de wijziging van de organieke wet, artikel 72 van de wet, is duidelijk en zegt dat er twee keer per legislatuur, bij de eerste en vierde begroting, een driejarenplan wordt gevoegd. Hier stemmen we over de laatste begroting van de voorgaande legislatuur.**

**De eerste begroting conform artikel 72 zal de volgende zijn; Ook al is er een omzendbrief die het tegenovergestelde zegt, een omzendbrief vervangt de wet niet. De nota in verband met het kader zijn we aan het wijzigen; we zijn bij de openstelling van de cantous om Val des Roses te stabiliseren.**

**Wat deze bijzondere periode verklaart, aangezien we ons in een overgangsmoment bevinden: het is de vorige Raad die de begroting heeft aangenomen en daarom wilden we met de nieuwe Raad samenwerken aan een algemene beleidsnota die later zal worden aangenomen en aan de Raad voor Maatschappelijk Welzijn zal worden voorgelegd.**

**Voor wat de ratio betreft: u bent het niet eens met de cijfers die werden voorgesteld tijdens een studie die in het OCMW werd uitgevoerd. Over de budgettaire opdeling met het RVT: er is een subfunctie bij Val des Roses, er is een entiteit ‘Val des Roses’ op begrotingsniveau en een entiteit ‘sociale dienst centrale administratie’, wat ons in staat heeft gesteld nooit een opmerking van de Toezichthoudende Overheid te krijgen. Voor de diensten verzoek ik u me uw schriftelijke vragen te geven.**

**Eind 2015 heeft de wetgever in artikel 72 een bepaling geformaliseerd die voorzag dat de plannen van het OCMW in bijlage moesten worden toegevoegd aan de plannen van de gemeente.**

**Mevrouw Michaux:**

**Ik had hierover een interpellatie ingediend, die geweigerd werd. Maar aangezien we het hier nu toch over hebben, zal ik mijn vraag nu stellen.**

**Om hun acties te harmoniseren en te coördineren, raadplegen de gemeente en het OCMW elkaar in een overlegcomité.**

**Dat overleg vindt minstens om de 3 maanden plaats, tussen een delegatie van de gemeenteraad en een delegatie van de raad voor maatschappelijk welzijn.**

**Voorafgaand overleg is altijd vereist voor de beslissingen van het OCMW betreffende de begroting, het personeelskader en -statuut, de aanwerving van bijkomend personeel en de oprichting van diensten, instellingen en verenigingen.”**

**Graag kreeg ik meer inlichtingen over dit overlegcomité.**

- **Kunt u me zeggen of dit voor Vorst werd gecreëerd? Hoeveel leden telt het? Wie zijn die leden? Is het al samengekomen?**
- **Staat de delegatie van de Gemeenteraad open voor raadsleden van de oppositie?**

**De heer Roberti:**

**Het overlegcomité is een orgaan dat door de wet wordt voorzien. Voorzien wordt dat de toezichthoudende schepen en de Burgemeester eraan deelnemen. Het is aan de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn om te beslissen wie er deel uitmaakt van de delegatie op het niveau van het OCMW.**

*11 annexes / 11 bijlagen*

---

**10 Tutelle CPAS – Budget 2018 – Modification budgétaire n°2.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu les décisions du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 13 décembre 2018, adoptant la modification n°2 du budget 2018 du CPAS;

Considérant que les décisions du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS en séance du 13 décembre 2018 ont été publiées dans l'application BOS du CPAS le 31 janvier 2019 ;

Considérant que le solde de ces modifications budgétaires est nul (pas d'impact sur la dotation communale au CPAS) ;

Considérant que la présente modification budgétaire a pour objet l'ajout, le réajustement ou le retrait de crédits budgétaires d'investissement ;

Article F/E/N°	Dépenses d'investissement	Justification	Budget Initial	Budget Initial et MB	Modification	MB2
1040/72200/51	Construction, grosses réparations, transformation bâtiments	<i>Projets non réalisés : travaux guichet-porte battante-peinture-paroi-déplacement (Curé 35-Van Pé 50-Liège 58) et Maintien d'une réserve de 25.000 € en cas de nécessité.</i>	57.000,00 €	57.000,00 €	-32.000,00 €	25.000,00
1040/74100/55	Achat de mobilier d'administration	<i>Acquisition de racks pour archivage pour Administration Centrale du CPAS</i>	0,00 €	0,00 €	25.000,00 €	25.000,00
1040/74100/57	Achat de mobilier de restaurant et cuisine	<i>Achat de frigos pour Administration Centrale</i>	0,00 €	0,00 €	5.000,00 €	5.000,00
1040/74200/55	Achat de matériel informatique et administratif	<i>Maintien des projets initialement prévus : Remplacement 100 pc et 2 photocopieurs et achat de 30 licences.</i>	150.000,00 €	150.000,00 €	5.000,00 €	155.000,00
1240/72200/56	Construction, grosses réparations, transformation de bâtiments	<i>Projets non réalisés : Isolation-Bardage-Gros entretien-Rafrâichissement-Peinture-Corniche-Electricité (Parc-Stade--Liège 58) Maintien d'une réserve de 35.000 € en cas de nécessité.</i>	62.000,00 €	62.000,00 €	-27.000,00 €	35.000,00

8341/71200/51	Plans et études en cours	<i>Honoraires architecte Rénovation du Val des Roses Facture : 2018/007 Décompte final Phase 4 et 5</i>	0,00 €	0,00 €	65.000,00 €	65.000,00 €
8341/72200/53	Construction, grosses réparations, transformation de bâtiments	<i>Projets non réalisés : Equipements spécifiques pour extension bâtiments, locaux administratifs, cantons, rayonnages archives. Maintien de 50.000€ pour réserve et remplacement porte d'entrée.</i>	354.000,00 €	354.000,00 €	-304.000,00 €	50.000,00 €
8341/74100/57	Achat de mobilier de restaurant et cuisine	<i>Crédit revu à la baisse : Aucune acquisition pendant l'année. Réserve pour divers achats (frigos, micro-ondes) ....</i>	50.000,00 €	30.000,00 €	-5.000,00 €	25.000,00 €



8341/74100/59	Achat mobilier médical, de soins et d'équipement des Locaux d'hébergement	<i>Projets réalisés ou restant à réaliser : mobilier de chambre- station de mesure –lits-matelas- matériel de levage-chariots médicaments- armoires-matériel médical divers- cireuse. Projet complémentaire : 2 fauteuils ERGO- Banquettes d'accueil – armoire à clefs</i>	93.600,00 €	93.600,00 €	26.400,00 €	120.000,00 €
8341/74200/55	Achat de matériel informatique et administratif	<i>Achats de photocopieurs multifonctions. Maintien d'une réserve de crédit budgétaire.</i>	50.000,00 €	50.000,00 €	-20.000,00 €	30.000,00 €
8341/74200/57	Achat de matériel de cuisine et de restaurant	<i>Projets réalisés ou restant à réaliser : Equipement cuisine-lots de vaisselle- ustensiles de cuisine-aspirateur à eau</i>	10.000,00 €	10.000,00 €	20.000,00 €	30.000,00 €
8341/74200/59	Achat de matériel médical, de soins et d'équipement des locaux	<i>Nouveau projets : 2 chariots d'urgence- coussins boomerang- matelas antichute.</i>	0,00 €	0,00 €	20.000,00 €	20.000,00 €
8341/74300/51	Achat d'autos, motos, vélos, camionnettes	<i>Abandon des projets d'acquisition 3 camionnettes électriques</i>	90.000,00 €	97.000,00 €	-97.000,00 €	0,00 €
<b>Total dépense investissement</b>			<b>916.600,00 €</b>	<b>903.600,00 €</b>	<b>-318.600,00 €</b>	<b>585.000,00 €</b>

Article F/E/N°	Recettes d'investissement	Justification	Budget Initial	Budget Initial et MB1	Modification	MB2
1040/96100/51	Emprunt contracté par le C.P.A.S.	<i>Couverture des investissements via emprunts</i>	207.000,00 €	207.000,00 €	3.000,00 €	210.000,00 €
1240/96100/51	Emprunt contracté par le C.P.A.S.	Couverture des investissements via emprunts	62.000,00 €	62.000,00 €	-27.000,00 €	35.000,00 €
8341/96100/51	Emprunt contracté par le C.P.A.S.	<i>Couverture des investissements via emprunts</i>	647.600,00 €	634.600,00 €	-294.600,00 €	340.000,00 €
<b>Total Recette Investissement</b>			<b>916.600,00 €</b>	<b>903.600,00 €</b>	<b>-318.600,00 €</b>	<b>585.000,00 €</b>

DECIDE,

D'émettre un avis favorable à la délibération du Conseil du CPAS du 13 décembre 2018 adoptant la modification budgétaire n°2 du budget 2018 du CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 22 votes positifs, 2 votes négatifs, 10 abstentions.

*Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.*

*Abstentions : Marc Loewenstein, David Liberman, Cédric Pierre, Stéphanie Koplwicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet.*

---

## **Toezicht OCMW – Begroting 2018 – Begrotingswijziging nr. 2.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 111 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissingen van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 13 december 2018, waarin de wijziging nr. 2 van de begroting 2018 van het OCMW aangenomen werd;

Overwegende dat de beslissingen van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) in zitting van 13 december 2018 gepubliceerd werden in de BOS-toepassing van het OCMW op 31 januari 2019;

Overwegende dat het saldo van deze wijzigingen nul is (geen effect op de gemeentelijke dotatie aan het OCMW) ;

Overwegende dat de huidige begrotingswijziging als doel heeft de toevoeging, de aanpassing of de intrekking van begrotingskredieten uitsluitend qua investeringen ;

Artikel F/E/Nr	Investeringsuitgaven	Verantwoording	Oorspronkelijke begroting	Oorspronkelijke begroting en BW	Wi
1040/72200/51	Bouw, grote herstellingen, verbouwing gebouwen	Niet-gerealiseerde projecten: werken loket-klapdeur-verf-wand-verplaatsing (Pastoor 35-Van Pé 50-Luik 58) en Behoud van een reserve van 25.000 € in geval van noodzaak.	57.000,00 €	57.000,00 €	-32
1040/74100/55	Aankoop van meubilair voor administratie	Aankoop van racks voor archivering voor Centrale Administratie van het OCMW	0,00 €	0,00 €	25.
1040/74100/57	Aankoop van meubilair voor restaurant en keuken	Aankoop van koelkasten voor Centrale Administratie	0,00 €	0,00 €	5.0
1040/74200/55	Aankoop van informatica- en administratief materiaal	Behoud van de oorspronkelijk voorziene projecten: Vervanging van 100 pc's en 2 kopieertoestellen en aankoop van 30 licenties.	150.000,00 €	150.000,00 €	5.0
1240/72200/56	Bouw, grote herstellingen, verbouwing gebouwen	Niet-gerealiseerde projecten: Isolatie-Gevelbekleding-Groot onderhoud-Opfrissing-Verf-Kroonlijst-Elektriciteit (Park-Stadion--Luik 58) Behoud van een reserve van 35.000 € in geval van noodzaak.	62.000,00 €	62.000,00 €	-27
8341/71200/51	Lopende studies en plannen	Erelonen architect Renovatie van Val des Roses Factuur: 2018/007 Slotafrekening Fase 4 en 5	0,00 €	0,00 €	65.
8341/72200/53	Bouw, grote herstellingen, verbouwing gebouwen	Niet-gerealiseerde projecten: Specifieke uitrustingen voor uitbreiding gebouwen, administratieve lokalen, cantous, rekken archieven. Behoud van 50.000€ als reserve en vervanging toegansdeur.	354.000,00 €	354.000,00 €	-3C

8341/74100/57	Aankoop van meubilair voor restaurant en keuken	Krediet naar bene+C18den bijgesteld: Geen enkele aankoop tijdens het jaar. Reserve voor diverse aankopen (koelkasten, micro-golfovens) ....	50.000,00 €	30.000,00 €	-5.0
8341/74100/59	Aankoop van medisch en verzorgingsmeubilair en van uitrusting van de verblijfslokalen	Gerealiseerde of nog te realiseren projecten: meubilair voor kamer-opmetingsstation – bedden-matrassen- hefmateriaal- medicijnkarren-kasten- divers medisch materiaal- boenmachine. Bijkomend project: 2 ERGO-zetels- Onthaalbankjes – sleutelkasten	93.600,00 €	93.600,00 €	26.
8341/74200/55	Aankoop van informatica- en administratief materiaal	Aankoop van multifunctionele kopieertoestellen. Behoud van een reserve van begrotingskrediet.	50.000,00 €	50.000,00 €	-20
8341/74200/57	Aankoop van meubilair voor restaurant en keuken	Gerealiseerde of nog te realiseren projecten: Uitrusting keuken- vaatwerk- keukengereedschap- waterzuiger	10.000,00 €	10.000,00 €	20.
8341/74200/59	Aankoop van medisch en verzorgingsmeubilair en van uitrusting van de lokalen	Nieuwe projecten: 2 noodkarren-kussens boomerang-antival matrassen.	0,00 €	0,00 €	20.
8341/74300/51	Aankoop van auto's, bromfietsen, fietsen, bestelwagens	Opgeven van de projecten van aankoop van 3 elektrische bestelwagens	90.000,00 €	97.000,00 €	-97
Totaal uitgave investering			916.600,00 €	903.600,00 €	-31
Artikel F/E/Nr.	Investeringsontvangsten	Verantwoording	Oorspronkelijke begroting	Oorspronkelijke begroting en BW 1	Wi
1040/96100/51	Lening aangegaan door het O.C.M.W.	Dekking van de investeringen via leningen	207.000,00 €	207.000,00 €	3.0

1240/96100/51	Lening aangegaan door het O.C.M.W.	Dekking van de investeringen via leningen	62.000,00 €	62.000,00 €	-27
8341/96100/51	Lening aangegaan door het O.C.M.W.	Dekking van de investeringen via leningen	647.600,00 €	634.600,00 €	-29
Totaal Ontvangst Investering			916.600,00 €	903.600,00 €	-31

#### BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de beraadslaging van de Raad van het OCMW van 13 december 2018 waarin de begrotingswijziging nr. 2 van de begroting 2018 van het OCMW aangenomen werd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 22 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 10 onthoudingen.

*Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.*

*Onthoudingen : Marc Loewenstein, David Liberman, Cédric Pierre, Stéphanie Koplówicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet.*

#### Monsieur Van Vlasselaer :

**Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Membres du Collège,  
Chèr(e)s Collègues,**

#### **Il existe 2 manières d'examiner une modification budgétaire:**

- **un examen centré sur la seule modification**
- **une analyse liée au budget initial**

#### **A) examen centré sur la seule modification budgétaire n°2 :**

- **la modification budgétaire est une opération technique ... et effectivement, c'est le cas...elle est techniquement correcte et présentée dans les règles ...grâce à Monsieur le Receveur et ,sans doute également, à l'expertise des membres du Collège des secrétaires envoyés par la tutelle !**
- **relevons qu'elle ne concerne que le service extraordinaire, donc porte uniquement sur un ajustement des crédits d'investissement**
- **que la modification budgétaire est équilibrée , le solde en dépenses et en recettes étant de 318.600 €, ...et cela est exact !**
- **Qu'elle est motivée par l'absence de réalisation ou la réalisation partielle de certains**

projets dus à un exercice budgétaire 2018 placé pendant un temps sous le régime des crédits provisoires, lequel interdit de procéder à des dépenses nouvelles d'investissement

**B) analyse liée au budget initial 2018 ;**

**Mais ... l'examen de la modification budgétaire doit également rappeler les problèmes soulevés par le budget lui-même au moment de son adoption, notamment :**

- **une surestimation des recettes dont certaines sont particulièrement aléatoires , notamment aux fonctions 1310 « services généraux » et 8290 « avances », lorsque l'on compare les prévisions avec les résultats du compte des 2 exercices antérieurs**
- **l'absence récurrente de cadre organique du personnel ( faut-il rappeler qu'à de nombreuses reprises, le document du cadre remis au conseil et aux conseillers s'est révélé inexact ) et de la répartition des emplois entre les services ce qui entretient un manque de transparence quant à la justification de l'octroi des ressources aux différentes activités**
- **l'absence de normes objectives justifiant l'effectif du personnel (à l'exception des assistants sociaux) ; le budget initial portait une demande de 45 ETP nouveaux , soit une dépense complémentaire de +/- 3,5 millions€, ce qui n'est pas rien !**
- **de graves lacunes de gestion qui ont amené la tutelle à envoyer un collègue de 3 secrétaires de cpas afin de gérer l'administration du cpas**
- **un déficit global affiché de 17,9 millions €**
- **une gestion particulièrement désastreuse dans la récupération des factures de soins ( de 2 ans de retard ) , en dépit de renforts de personnel consentis par le conseil à plusieurs reprises**

**En outre, en ce qui concerne la MRS « Val des Roses » :**

- **l'absence d'un budget propre en violation des dispositions règlementaires**
- **l'absence d'un audit fonctionnel demandé et rappelé à plusieurs reprises par les groupe P.S., DÉFI et MR sous la mandature qui vient de s'achever**
- **les prévisions de personnel pour les nouveaux CANTOU étaient celles REFUSEES par le comité de gestion du 5/1/2016 !!**
- **un déficit affiché de la MRS de 4 millions€ au total et de 2,1 million€ pour la seule exploitation, SANS aucun frais répartis ! ...et sans les frais entraînés par l'exploitation des nouveaux CANTOU !!**

**En conséquence, il n'apparaît pas possible de donner un avis favorable sur cette modification budgétaire**

**Je vous remercie de votre attention.**

**Monsieur Lonfils :**

**La modification budgétaire n° 2 est une modification technique comme l'était la 1<sup>ère</sup>.**

**Elle n'a pas d'impact sur la dotation communale. Ce sont des rééquilibrages entre différents postes.**

**De heer Van Vlasselaer:**

**Mevrouw de Voorzitster,  
Geachte dames en heren van het College,  
Beste collega's,**

**Een begrotingswijziging kan op 2 manieren worden onderzocht:**

- **een onderzoek dat zich enkel op de wijziging zelf richt;**
- **een analyse in verband met de oorspronkelijke begroting.**

**A) een onderzoek dat enkel gericht is op begrotingswijziging nr. 2 zelf:**

- **de begrotingswijziging is een technische verrichting ... en inderdaad, dat klopt ... ze is technisch correct en werd volgens de regels voorgelegd ... dankzij de heer Ontvanger en ongetwijfeld ook dankzij de deskundigheid van de leden van het College van Secretarissen dat door de toezichthoudende overheid gezonden werd!**
- **laten we noteren dat het hier slechts de buitengewone dienst betreft en dus enkel betrekking heeft op een aanpassing van de investeringskredieten**
- **dat de begrotingswijziging in evenwicht is, aangezien het saldo van de uitgaven en ontvangsten € 318.600 bedraagt ... ook dat klopt!**
- **Dat ze als grondslag het feit heeft dat bepaalde projecten niet of slechts gedeeltelijk werden uitgevoerd ten gevolge van een dienstjaar 2018 dat enige tijd onder het stelsel van de voorlopige twaalfden werd geplaatst, wat het verbiedt over te gaan tot nieuwe investeringsuitgaven.**

**B) analyse in verband met de oorspronkelijke begroting 2018:**

**Maar ... Het onderzoek van de begroting moet tevens wijzen op de problemen die aan de orde werden gesteld door de begroting zelf op het ogenblik dat ze werd aangenomen, onder meer:**

- **een overschatting van de ontvangen, waarvan een aantal bijzonder wisselvallig zijn, onder meer in functies 1310 'Algemene diensten' en 8290 'Voorschotten', wanneer we de begrotingsprognoses vergelijken met de resultaten van de rekening van de 2 voorgaande dienstjaren**
- **het herhaalde ontbreken van een personeelsformatie (hoeft ik eraan te herinneren dat het document over de formatie dat aan de Raad en de raadsleden werd overgemaakt onjuist is gebleken?) en van de verdeling van de functies tussen de diensten, wat een gebrek aan transparantie in stand houdt op het vlak van de verantwoording van de toekenning van middelen aan de verschillende activiteiten**
- **het ontbreken van objectieve normen die het personeelsbestand verantwoorden (met uitzondering van de maatschappelijk assistenten); de oorspronkelijke begroting bevatte een**

**aanvraag voor 45 nieuwe vte's, dat wil zeggen een bijkomende uitgave van +/- 3,5 miljoen euro, wat niet niks is!**

- **ernstige lacunes in het beheer die de toezichhoudende overheid ertoe hebben gebracht een college van 3 OCMW-secretarissen te sturen om het bestuur van het OCMW te beheren**
- **een aangekondigd totaal tekort van 17,9 miljoen euro**
- **een bijzonder rampzalig beheer inzake de terugwinning van de zorgfacturen (2 jaar vertraging), ondanks de personeelsversterking die de raad meermaals heeft toegestaan**

**Bovendien, wat RVT 'Val des Roses' betreft:**

- **het ontbreken van een eigen begroting, in overtreding met de reglementaire bepalingen**
- **het ontbreken van de gevraagde functionele audit, waar in de loop van de afgelopen mandaatsperiode meermaals aan werd herinnerd door de PS-, DéFI- en MR-fracties**
- **de personeelsvoorzieningen voor de nieuwe cantous waren die, die door het beheerscomité van 5/1/2016 GEWEIGERD werden!!**
- **een aangekondigd tekort van dehet RVT van in totaal 4 miljoen euro en 2,1 miljoen euro voor de uitbating alleen, ZONDER enige kostenverdeling! ... en zonder de kosten ten gevolge van de uitbating van de nieuwe cantous!!**

**Bijgevolg lijkt het niet mogelijk een gunstig advies te geven voor deze begrotingswijziging**

**Ik dank u voor uw aandacht.**

**De heer Lonfils :**

**Begrotingswijziging nr. 2 is een technische wijziging, net zoals de 1<sup>e</sup> dat was.**

**Ze heeft geen gevolgen voor de gemeentelijke dotatie. Het gaat om het geven van een nieuw evenwicht tussen de verschillende posten.**

*8 annexes / 8 bijlagen*

*Caroline Dupont entre en séance / treedt in zitting.*

---

## **ORGANISATION - ORGANISATIE**

### **Centrale d'achats / Economat - Centrale aankoopdienst / Economaat**

- 11 **Service central d'achats - Marchés publics - Acquisition de matériel d'informatique et de téléphonie pour différents services communaux en remplacement du matériel volé lors de cambriolages – Urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles – Application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la Nouvelle Loi communale – Admission de la dépense.**

**LE CONSEIL,**



Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3, 236, 249 § 1er al. 2 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17 janvier 2019, jointe en annexe ;

Vu la décision du Conseil communal du 2 mars 2010 relative à la convention de mandat N° CM 1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise (CIRB) et l'Administration communale de Forest, basé sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains de travaux de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu le premier article de la convention de mandat qui dispose ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution [de] marchés publics [...] de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires » ;

Considérant que l'Abbaye de Forest et l'Ecole du Bempt ont été victimes de cambriolages (au détriment du service Informatique) (le 5 octobre, la nuit du 17 au 18 novembre et le 15 décembre 2018), et que le service des Affaires néerlandophones ainsi que la Bibliothèque francophone ont également été cambriolés (entre le 22 et le 25 décembre 2018) ;

Considérant qu'il était indispensable d'acheter dans les plus brefs délais du matériel informatique et de téléphonie afin de permettre à ces différents services d'assurer leurs missions ;

Considérant que le matériel à acquérir pour donner suite à ces événements consiste en 9 écrans, 8 claviers, 1 PC portable, 1 PC fixe, 5 téléphones fixes, 2 téléphones sans fil et 2 projecteurs ;

Considérant que les crédits nécessaires n'avaient pas été prévus au projet de budget 2019 et qu'il y aura lieu de faire une modification budgétaire ;

Considérant que sur base de la liste des prix du matériel offert par le CIRB, les montants sont les suivants :

9 écrans	1.072,80 € hors TVA ;
8 claviers :	220,00 € hors TVA ;
1 PC portable :	835,00 € hors TVA ;
1 PC fixe :	691,00 € hors TVA ;

5 téléphones fixes : 285,00 € hors TVA ;  
2 téléphone sans fil : 100,00 € hors TVA ;  
2 projecteurs : 1.206,00 € hors TVA ;  
TVA : + 947,08 € ;  
Total TVA comprise : 5.456,86 € ;

Considérant que le collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du 17 janvier 2019, décidait notamment :

" Art 1er : De faire application de l'article 249, § 1<sup>er</sup> al. 2 de la Nouvelle loi communale pour l'acquisition de matériel informatique et de téléphonie ;

[...]

Art 3 : De recourir à la centrale de marché lancée par le CIRB, à laquelle la Commune de Forest a adhéré ;

Art 4 : De passer commande [...] au montant [de] 4.509,80 € hors TVA ou 5.456,86 €, 21% TVA comprise ;

[...] " ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17 janvier 2019 jointe en annexe ;

DECIDE:

Art. 1 : D'admettre la dépense susmentionnée et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence reconnue par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 17 janvier 2019 en application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, pour l'achat de matériel informatique et de téléphonie au montant de 4.509,80 € hors TVA ou 5.456,86 €, 21% TVA comprise ;

Art. 2 : De procéder à l'inscription budgétaire d'un crédit d'un montant de 5.456,86 €, 21% TVA comprise à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2019 lors de la prochaine modification budgétaire ;

Art. 3 : De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Centrale aankoopdienst - Overheidsopdrachten - Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal voor verschillende gemeentediensten ter vervanging van het materiaal gestolen tijdens inbraken – Dringende noodzaak die voortvloeit uit niet te voorzien omstandigheden – Toepassing van artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet – Instemming met de uitgave.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3, 236, 249, §1, 2de lid;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 januari 2019, toegevoegd in bijlage;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 2 maart 2010 betreffende de mandaatovereenkomst met nr. CM 1008 tussen het Centrum voor informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden”);

Gelet op artikel 1 van de mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt: “Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van overheidsopdrachten [...] en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan”;

Overwegende dat de Abdij van Vorst en de School van de Bempt het slachtoffer zijn geworden van inbraken (ten koste van de Informaticadienst) (op 5 oktober, in de nacht van 17 op 18 november en op 15 december 2018), en dat er bij de dienst Nederlandstalige aangelegenheden alsook in de Franstalige bibliotheek tevens werd ingebroken (tussen 22 en 25 december 2018) ;

Overwegende dat het noodzakelijk was om binnen de kortste termijnen informatica- en telefoniemateriaal aan te kopen om deze verschillende diensten in staat te stellen hun opdrachten te verzekeren;

Overwegende dat het aan te kopen materiaal om gevolg te geven aan deze evenementen bestaat uit 9 schermen, 8 toetsenborden, 1 laptop, 1 vaste PC, 5 vaste telefoons, 2 draagbare telefoons en 2 projectoren;

Overwegende dat de nodige kredieten niet voorzien werden in het ontwerp van de begroting 2019 en dat er een begrotingswijziging moet worden doorgevoerd;

Overwegende dat op basis van de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG de bedragen als volgt zijn:

9 schermen:	1.072,80 € excl. BTW;
8 toetsenborden:	220,00 € excl. BTW;
1 laptop:	835,00 € excl. BTW;

1 vaste PC: 691,00 € excl. BTW;  
5 vaste telefoons: 285,00 € excl. BTW;  
2 draagbare telefoons: 100,00 € excl. BTW;  
2 projectoren: 1.206,00 € excl. BTW;  
BTW: + 947,08 €;  
Totaal BTW inbegrepen: 5.456,86 €;

Overwegende dat het college van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 17 januari 2019 ondermeer besliste om:

Art 1: Artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe gemeentewet toe te passen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal;

[...]

Art 3: Een beroep te doen op de opdrachtcentrale gelanceerd door het CIBG, waarbij de Gemeente Vorst is aangesloten;

Art 4: Een bestelling te plaatsen [...] voor het bedrag van 4.509,80 € excl. BTW of 5.456,86 €, 21% BTW inbegrepen;

[...]"

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 januari 2019 toegevoegd in bijlage;

BESLIST:

Art. 1: In te stemmen met de bovenvermelde uitgave en waarin voorzien werd wegens hoogdringendheid erkend door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 17 januari 2019 in toepassing van artikel 249, §1, 2de lid van de nieuwe gemeentewet, voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal voor het bedrag van 4.509,80 € excl. BTW of 5.456,86 €, 21% BTW inbegrepen;

Art 2: Over te gaan tot de inschrijving in de begroting van een krediet voor een bedrag van 5.456,86 €, 21% BTW inbegrepen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 tijdens de volgende begrotingswijziging;

Art 3: De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

**Monsieur Loewenstein :**

**Quelle mesure a été prise suite à ces différents vols ?**

**Et la protection du matériel volé ?**

**Monsieur Spapens :**

**Je vais me renseigner, je reviendrai vers vous.**

**De heer Loewenstein:**

**Welke maatregel werd er genomen naar aanleiding van deze verschillende diefstallen?  
En voor de bescherming van het gestolen materiaal?**

**De heer Spapens:**

**Ik zal inlichtingen inwinnen en hierop terugkomen.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW**

### **Propriétés communales - Gemeentelijke Eigendommen**

#### **12 Propriétés communales - Abri-buvette sis à Forest, avenue des Villas, 80 (Parc de Forest) - Occupation à titre précaire et à durée déterminée (2019) – Convention – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 20 mars 2018 approuvant, pour la période du 15 avril 2018 au 15 novembre 2018, les termes de la convention avec Madame Alice BILLIET, rue Terre-Neuve, 25 à 1000 Bruxelles, représentant la S.C.R.L. Act for transition, place Loix 12 à 1060 Saint-Gilles (TVA BE 0693 899 594), pour l'occupation de l'abri-buvette sis à Forest, avenue des Villas, 80 (Parc de Forest) ;

Vu la demande de Madame Alice BILLIET, sollicitant le renouvellement de la convention d'occupation ;

Considérant que les occupants gèrent les lieux à la satisfaction de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de passer une nouvelle convention d'occupation avec la S.C.R.L. Act for transition afin d'y organiser diverses activités dont la vente de boissons et de nourriture ;

Vu le projet de convention d'occupation joint au dossier ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. D'approuver, pour la période du 13 avril au 17 novembre 2019, les termes de la convention jointe en annexe, conclue avec Madame Alice BILLIET, rue Terre-Neuve, 25 à 1000 Bruxelles, représentant la S.C.R.L. Act for transition, place Loix 12 à 1060 Saint-Gilles (TVA BE 0693 899 594), pour l'occupation de l'abri-buvette sis à Forest, avenue des Villas, 80 (Parc de Forest) afin d'y organiser diverses activités, dont la vente de boissons et de nourriture ;

2. De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son

délégué, ainsi que de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de signer valablement la convention d'occupation pour la Commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen – Schuilplaats-drankgelegenheid gelegen te Vorst, Villalaan 80 (Park van Vorst) – Gebruik ter bede van bepaalde duur (2019) – Overeenkomst – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 20 maart 2018 tot goedkeuring, voor de periode van 15 april 2018 tot en met 15 november 2018, van de bepalingen van de overeenkomst met mevrouw Alice BILLIET, Nieuwlandstraat 25 te 1000 Brussel, die de C.V.B.A. Act for transition, Loixplein 12 te 1060 Sint-Gillis (BTW BE 0693 899 594) vertegenwoordigt, betreffende het gebruik van de schuilplaats-drankgelegenheid gelegen te Vorst, Villalaan 80 (Park van Vorst);

Gelet op het verzoek van mevrouw Alice BILLIET voor de verlenging van de gebruiksovereenkomst;

Overwegende dat de gebruikers de plaatsen naar voldoening van de gemeente beheren;

Overwegende dat er een nieuwe gebruiksovereenkomst met de C.V.B.A. Act for transition moet worden gesloten, teneinde er allerlei activiteiten te organiseren, waaronder de verkoop van drank en etenswaren;

Gelet op de ontwerpovereenkomst, toegevoegd aan het dossier;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

1. Goedkeuring te verlenen, voor de periode van 13 april tot en met 17 november 2019, van de bepalingen van de overeenkomst in bijlage, afgesloten met mevrouw Alice BILLIET, Nieuwlandstraat 25 te 1000 Brussel, die de C.V.B.A. Act for transition, Loixplein 12 te 1060 Sint-Gillis (BTW BE 0693 899 594) vertegenwoordigt, betreffende het gebruik van de schuilplaats-drankgelegenheid gelegen te Vorst, Villalaan 80 (Park van Vorst), teneinde er allerlei activiteiten te organiseren, waaronder de verkoop van drank en etenswaren;

2. Machtiging te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, evenals de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, teneinde de gebruiksovereenkomst geldig te ondertekenen voor de Gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

## ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

### Instruction publique - Openbaar onderwijs

#### 13 Instruction publique - Pacte pour un Enseignement d'Excellence - Mise en oeuvre.

LE CONSEIL,

Vu l'article 67 du décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre tel que modifié par le décret adopté par le décret de la Communauté française du 13 septembre 2018 ;

Vu la circulaire ministérielle 6637 du 4 mai 2018 relative à l'aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales de l'enseignement ordinaire et spécialisé conditionnée à l'élaboration et la mise en œuvre des plans de pilotage qui stipule que l'aide spécifique recouvre toute forme de soutien administratif ou éducatif en personnel, mise en œuvre dans le cadre de la gestion d'un établissement scolaire à l'exception des tâches pédagogiques ;

Considérant que les écoles communales francophones suivantes se sont inscrites dans la 2<sup>ème</sup> cohorte des établissements scolaires disposés à mettre en œuvre les plans de pilotage et contrats d'objectifs : école maternelle n°3 (FASE 234), école primaire n°3 (FASE 95516), école n°6 Les Bruyères (FASE 235), école du Vignoble (FASE 236), école n°9 (FASE 237), école n°12 Les Sept Bonniers (FASE 239), école n°14 La Cordée (FASE 376) ;

DECIDE :

D'adopter, dans le cadre du décret de la Communauté française du 13 septembre 2018 modifiant le décret du 24 juillet 1997 dit « décret Missions » contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires, les conventions d'accompagnement entre le Pouvoir organisateur de Forest et le Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (CECP), organe de représentation des communes, provinces et COCOF, auprès du Gouvernement de la Communauté française, offertes aux écoles communales francophones s'étant engagées à mettre en œuvre les plans de pilotage et contrats d'objectifs, à savoir : école maternelle n°3 (FASE 234), école primaire n°3 (FASE 95516), école n°6 Les Bruyères (FASE 235), école du Vignoble (FASE 236), école n°9 (FASE 237), école n°12 Les Sept Bonniers (FASE 239) et école n°14 La Cordée (FASE 376) ;

De mutualiser au niveau du service administratif de l'Instruction publique, l'aide financière spécifique aux directions d'écoles concernées, conformément à la circulaire ministérielle 6637 du 4 mai 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

#### **Openbaar onderwijs - Pact voor Excellentieonderwijs - Uitvoering.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 67 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd door het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 september 2018;

Gelet op ministeriële omzendbrief 6637 van 4 mei 2018 met betrekking tot de specifieke steun aan de directies van kleuterscholen, lagere scholen en basisscholen van het gewoon en gespecialiseerd onderwijs op voorwaarde van de uitwerking en uitvoering van de sturingsplannen, die bepaalt dat de specifieke steun op iedere vorm van administratieve of educatieve ondersteuning op het vlak van personeel en uitvoering in het kader van het beheer van een schoolinstelling slaat, met uitzondering van de pedagogische taken;

Overwegende dat de volgende Franstalige gemeentescholen opgenomen zijn in de 2<sup>e</sup> groep schoolinstellingen die bereid zijn de sturingsplannen en doelstellingencontracten uit te voeren: kleuterschool nr. 3 (FASE 234), lagere school nr. 3 (FASE 95516), school nr. 6 Les Bruyères (FASE 235), school Le Vignoble (FASE 236), school nr. 9 (FASE 237), school nr. 12 Les Sept Bonniers (FASE 239), school nr. 14 La Cordée (FASE 376);

**BESLIST:**

In het kader van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 september 2018 tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997, 'decreet Opdrachten' genoemd, dat de verhoudingen tussen de Franse Gemeenschap en de schoolinstellingen contractualiseert, de begeleidingsovereenkomsten aan te nemen tussen de Inrichtende Macht van Vorst en de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP), vertegenwoordigende instelling van de gemeenten, de provincies en de Franse Gemeenschapscommissie ten aanzien van de Regering van de Franse Gemeenschap, die aangeboden worden aan de Franstalige gemeentescholen die zich ertoe verbonden hebben de sturingsplannen en doelstellingencontracten uit te voeren, namelijk kleuterschool nr. 3 (FASE 234), lagere school nr. 3 (FASE 95516), school nr. 6 Les Bruyères (FASE 235), school Le Vignoble (FASE 236), school nr. 9 (FASE 237), school nr. 12 Les Sept Bonniers (FASE 239), school nr. 14 La Cordée (FASE 376);

Op het niveau van de administratieve dienst Openbaar Onderwijs de specifieke financiële ondersteuning van de directies van betrokken gemeentescholen, conform ministeriële omzendbrief 6637 van 4 mei 2018, gemeenschappelijk te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

**Madame Goldberg:**

**Il y a 7 écoles Forestoises sur 9 qui sont disposées à mettre en œuvre les plans de pilotage. Est-ce qu'il y a un délai de mise en œuvre, pour obtenir un résultat ? Est-ce que toutes ces écoles ont la même stratégie pour la mise en œuvre ?**

**Madame De Ridder :**

**L'idée est d'engager 3 personnes avec le subsidie de 138.000 euros qui est alloué par la fédération Wallonie-Bruxelles. Ces personnes devront aider les directions d'écoles à mettre en place ce pacte d'excellence à travers la mise en place du plan de pilotage.**

**Notre souci est d'alléger les tâches administratives des directions grâce à l'engagement de ces 3 personnes qui seront habilitées à mettre en œuvre les aspects administratifs de ce plan de pilotage. Pour les devoirs de résultats il y a des évaluations qui sont prévues et doivent être organisées durant les 6 ans à venir. Les choses se mettent en place mais ça prendra du temps.**



**Mevrouw Goldberg:**

**Van de 9 scholen in Vorst zijn er 7 bereid de pilootplannen uit te voeren. Is er een termijn voor de uitvoering, voor het behalen van een resultaat? Hebben al deze scholen dezelfde strategie voor de uitvoering?**

**Mevrouw De Ridder:**

**Het idee is om 3 personen aan te werven met de subsidie van 138.000 euro, toegekend door de Franse Gemeenschap. Deze personen moeten de schooldirecties in staat stellen dit pact voor excellentieonderwijs uit te voeren via de instelling van een pilootplan.**

**Onze bekommernis is het verlichten van de administratieve taken van de directies dankzij de aanwerving van deze 3 personen, die bevoegd zullen zijn de administratieve aspecten van dit pilootplan uit te voeren. Voor de resultaatsverplichtingen worden er evaluaties voorzien. Deze moeten gedurende de 6 toekomstige jaren worden georganiseerd. De dingen worden ingevoerd, maar dit zal tijd in beslag nemen.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

14 **Instruction publique – Asbl M.A.R.G.E. – Approbation des comptes 2016-2017- Report du 21/01/2019.**

LE CONSEIL,

Vu la convention entre la Commune de Forest et l'asbl M.A.R.G.E., entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010 (C.C. 24/11/2009) ;

Vu l'article 3 de ladite convention qui stipule : « La Commune attribue à l'asbl, sous réserve de l'approbation de son budget annuel par le Conseil communal, un subside annuel de fonctionnement en numéraire de septante-cinq mille euros (75.000,00 €) indexé chaque année de 2% » ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'approbation des comptes de l'asbl ;

Vu le rapport du réviseur d'entreprise « B.S.T. sprl » du 08 novembre 2018 joint au dossier et se rapportant aux comptes 2016-2017 ;

Considérant qu'il ressort du rapport que « la comptabilité est tenue et les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique » ;

Considérant que les comptes de l'asbl tels qu'arrêtés au 31 décembre 2017 se présentent comme suit :

Dépenses : 109.814,63 €

Recettes : 82.806,06 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation des comptes 2016-2017 de l'asbl M.A.R.G.E., tels que joints au dossier.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 20 votes positifs, 8 votes négatifs, 7 abstentions.

*Non : Laurent Hacken, David Liberman, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet, Samir Ahrouch.*

*Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplwicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.*

---

## **Openbaar onderwijs – Vzw M.A.R.G.E. – Goedkeuring van de rekeningen 2016-2017- Uitstel van 21/01/2019.**

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw M.A.R.G.E., in werking getreden op 1 januari 2010 (G.R. 24/11/2009);

Gelet op artikel 3 van voormelde overeenkomst, dat het volgende bepaalt: "De Gemeente kent aan de vzw, onder voorbehoud van de goedkeuring van haar jaarlijkse begroting door de Gemeenteraad, een jaarlijkse werkingssubsidie toe voor een bedrag van vijfenzeventigduizend euro (75.000,00 €) dat elk jaar geïndexeerd wordt met 2%";

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de goedkeuring van de rekeningen van de vzw;

Gelet op het verslag van de bedrijfsrevisor "B.S.T. bvba" van 08 november 2018 toegevoegd aan het dossier en met betrekking tot de rekeningen 2016-2017;

Overwegende dat uit het verslag blijkt dat "de boekhouding bijgehouden wordt en de jaarrekeningen opgesteld zijn conform de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn in België";

Overwegende dat de rekeningen van de vzw zoals vastgesteld op 31 december 2017 er als volgt uitzien:

Uitgaven: 109.814,63 €

Ontvangsten: 82.806,06 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekeningen 2016-2017 van de vzw M.A.R.G.E., zoals toegevoegd aan het dossier.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 20 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

*Nee : Laurent Hacken, David Liberman, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet, Samir Ahrouch.*

*Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplwicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.*

**Monsieur Jans :**

**Pourriez-vous m'expliquer quelle est l'utilité exacte de l'ASBL Marge auprès de la Commune et des écoles ?**

**Comment est composé l'organe de gestion de Marge ?**

**Qui sont ses représentants ?**

**Pourquoi l'approbation des comptes a pris du retard ?**

**La raison du report du point en janvier ?**

**Et comment voyez-vous l'avenir de Marge ?**

**Ecolo avait exprimé en campagne l'intention de dissoudre Marge.**

**Quand est-il, quels sont vos projets ?**

**Monsieur Pierre De-Permentier :**

**Vous avez reconnu que Marge contourne la loi sur les marchés publics. Quels sont vos projets pour Marge ?**

**Tout le monde est d'accord pour dire que le non-respect de la loi sur les marchés publics est illégal.**

**Madame Michaux :**

**J'ai lu le rapport du réviseur d'entreprise.**

**En attendant de décider si Marge va continuer ou pas, il y a des choses émises dans le rapport, notamment sur les dépenses budgétaires. Celles-ci dépassent largement les dépenses réalisées les années précédentes. Le budget est constamment en hausse. Est-ce que vous pouvez expliquer ce qui justifie cette augmentation conséquente des dépenses ?**

**Vous avez évoqué les motivations de recourir à Marge : la rapidité des démarches et la préférence des fournisseurs Forestois. Il est indispensable de suivre les règles comptables prescrites par le réviseur et par la loi et d'effectuer dorénavant une mise en concurrence systématique des dépenses ou une motivation explicite du choix du fournisseur. Ce sont des recommandations qui sont précisées par le réviseur. Les fiches fiscales sont obligatoires et aucune n'a jamais été émise. Il faut que pour les exercices suivants elles soient émises. Le réviseur suggère de regrouper les achats pour différentes écoles ce qui nous permettrait de réaliser des économies.**

**Monsieur Hacken :**

**Je serais intéressé d'avoir les réponses aux questions de mes collègues.**

**Nous les anciens, avons une position un peu plus tranchée sur la très faible utilité de cette ASBL et sur son coté complètement illégal en termes de respect des marchés publics. Une ASBL qui est censée soutenir les écoles de la commune et qui est financée par la commune cela s'appelle tout simplement quelque chose d'illégal. On doit continuer à demander la dissolution de cette ASBL.**

**Madame Plovie :**

**Ces questions sont légitimes. Il serait peut-être intéressant qu'on rencontre en commission Marge et qu'on puisse poser nos questions. Je pense que ce sera intéressant de les entendre, d'expliquer les choses et de prendre du temps par rapport à ces différentes questions.**

**Madame De Ridder :**

**A propos de la légalité. C'est une ASBL qui a été fondée en 1985. Depuis 33 ans elle reçoit des subsides de l'autorité communale. Ces subsides, elle les distribue entre les écoles communales de Forest pour permettre à ces écoles d'acheter du matériel éducatif ou d'offrir des activités socio-culturelles aux enfants.**

**C'est une ASBL privée, donc le CA est constitué de directions, de représentants de la commune et des équipes éducatives/pédagogiques.**

**Il y a un réviseur d'entreprise qui s'appelle VST, qui a établi un rapport sur les comptes de l'ASBL pour l'exercice 2016/2017. Ce rapport a été transmis en 2018, soit il y a 4/5 mois. Le rapport relève que la comptabilité est tenue et les comptes annuels sont établis conformément aux**

**dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.**

**Les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'association au 31/12/2017. Il y a une réserve qui a été émise à propos de la mise en concurrence. Il faut mettre cette concurrence en œuvre à l'avenir. La mise en concurrence avait déjà été respectée dans la plupart des cas. Nous avons établi un plan d'action pour redresser les comptes de 2016/2017.**

**Pour l'avenir il y aura une remise en question de cette association mais elle n'est pas illégale.**

**Madame Plovie :**

**J'avais déjà fait la demande de voir un peu plus clair sur les ASBL.**

**Ce serait l'occasion de les rencontrer en commission.**

**Monsieur Hacken :**

**Je rejoins la proposition de Madame Plovie. Cette demande avait été mise de côté par le précédent collègue.**

**Cette ASBL doit respecter la mise en concurrence comme la commune le doit. Elle est financée par la commune pour des écoles communales. Cela pose encore plus la question de son intérêt. Si elle fait avec des directeurs et enseignants les mêmes choses pour les écoles que le PO, je ne vois pas son intérêt. Mais je ne manquerai pas d'écouter la version de ceux qui sont dans cette ASBL.**

**Madame De Ridder :**

**Il y a une commission IP qui est prévue le 02 avril, ce sera l'occasion d'inviter Marge.**

**Monsieur Hacken :**

**Inviter Marge veut dire son CA ou ses membres du personnel ?**

**Madame De Ridder :**

**Je reviendrai vers vous pour vous tenir informés.**

**Monsieur Pierre De-Permentier :**

**Le sujet intéresse beaucoup les conseillers communaux. Pourquoi ne pas faire une commission réunie qui inviterais Marge et que chacun puisse y assister ?**

**Madame De Laveleye :**

**Toutes les commissions sont ouvertes aux Conseillers. Il n'y a que ceux qui font partie de la commission qui touchent le jeton de présence.**

**Pouvons-nous approuver les comptes de Marge?**

**De heer Jans:**

**Kunt u me het precieze nut van de vzw M.A.R.G.E. voor de Gemeente en de scholen uitleggen?**

**Hoe is het beheersorgaan van M.A.R.G.E. samengesteld?**

**Wie zijn haar vertegenwoordigers?**

**Waarom heeft de goedkeuring van de rekeningen vertraging opgelopen?**

**De reden waarom het punt in januari werd uitgesteld?**

**En hoe ziet u de toekomst van M.A.R.G.E.?**

**Tijdens de campagne zei Ecolo M.A.R.G.E te willen ontbinden.  
Hoe staat het daarmee, wat zijn uw plannen?**

**De heer Pierre-De Permentier:**

**U heeft erkend dat M.A.R.G.E. de wet inzake overheidsopdrachten omzeilt. Wat zijn uw projecten voor M.A.R.G.E.?**

**Iedereen is het ermee eens dat het niet-naleven van de wet inzake overheidsopdrachten onwettig is.**

**Mevrouw Michaux:**

**Ik heb het verslag van de bedrijfsrevisor gelezen.**

**In afwachting van de beslissing over het al dan niet ontbinden van M.A.R.G.E. staan er zaken in het verslag, in het bijzonder over de budgettaire uitgaven. Deze overschrijden ruim de uitgaven die tijdens de voorgaande jaren werden verricht. Het budget stijgt continu. Kunt u me uitleggen wat deze aanzienlijke stijging van de uitgaven verantwoordt?**

**U schetste de redenen om een beroep te doen op M.A.R.G.E.: de snelheid van de stappen en de voorkeur voor Vorstse leveranciers. Het is absoluut noodzakelijk dat de boekhoudkundige regels die de revisor en de wet voorschrijven gevolgd worden en voortaan een systematische uitschrijving van de uitgaven of een expliciete motivering van de keuze van de leverancier te verrichten. Dit zijn aanbevelingen die door de revisor worden gepreciseerd. De fiscale fiches zijn verplicht en geen enkele ervan werd ooit uitgebracht. Voor de volgende dienstjaren moeten deze worden uitgebracht. De revisor suggereert het groeperen van de aankopen voor de verschillende scholen, wat ons in staat zou stellen te besparen.**

**De heer Hacken:**

**Ik zou geïnteresseerd zijn in de antwoorden op de vragen van mijn collega's.**

**Wij oudgedienden hebben een wat geprononceerder standpunt over het zeer geringe nut van deze vzw en haar volledig onwettige kant op het vlak van de naleving van de regelgeving in verband met overheidsopdrachten. Een vzw die geacht wordt de scholen van de gemeente te financieren en die door de gemeente gefinancierd wordt, dat is heel eenvoudigweg iets onwettigs. We moeten de ontbinding van deze vzw blijven vragen.**

**Mevrouw Plovie:**

**Dit zijn legitieme vragen. Het zou misschien interessant zijn M.A.R.G.E. in commissie te ontmoeten, zodat we onze vragen kunnen stellen. Ik denk dat het interessant zou zijn naar hen te luisteren, de zaken uit te leggen en tijd te nemen voor deze verschillende vragen.**

**Mevrouw De Ridder:**

**In verband met de wettigheid: dit is een vzw die in 1985 werd opgericht. Sinds 33 ontvangt ze subsidies van de gemeentelijke overheid. Deze subsidies verdeelt ze tussen de gemeentescholen, om deze scholen in staat te stellen onderwijsbenodigdheden aan te kopen of de kinderen socioculturele activiteiten aan te bieden.**

**Het gaat om een privaatrechtelijke vzw, dus is de RvB samengesteld uit directies, vertegenwoordigers van de gemeente en vertegenwoordigers van de educatieve/pedagogische teams.**

**Er is een bedrijfsrevisor, met name VST, die een verslag heeft opgesteld over de rekeningen van de vzw voor het dienstjaar 2016/2017. Dit verslag werd overgemaakt in 2018, 4/5 maanden geleden. Uit het verslag blijkt dat de boekhouding bijgehouden wordt en de jaarrekeningen**

opgesteld zijn conform de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn in België. De jaarrekeningen geven een getrouw beeld van het patrimonium en de financiële situatie van de vereniging op 31/12/2017. Er werd een voorbehoud aangetekend over de uitschrijving. Deze uitschrijving moet in de toekomst worden uitgevoerd. De uitschrijving werd in de meeste gevallen reeds nageleefd. We hebben een actieplan opgesteld om de rekeningen van 2016/2017 te verbeteren.

In de toekomst zal deze vereniging opnieuw in vraag worden gesteld, maar ze is niet onwettig.

**Mevrouw Plovie:**

Ik had gevraagd wat meer duidelijkheid te krijgen over de vzw's.

Dit zou de gelegenheid vormen om ze in commissie te ontmoeten.

**De heer Hacken:**

Ik steun het voorstel van mevrouw Plovie. Deze vraag werd door het vorige college terzijde geschoven.

Deze vzw moet de uitschrijving naleven, net zoals de gemeente dat moet. Ze wordt door de gemeente gefinancierd voor de gemeentescholen. Daardoor stelt de vraag over haar belang zich nog dringender.

Indien ze met de directeurs en leerkrachten hetzelfde doet voor de scholen als de IM, dan zie ik haar toegevoegde waarde niet. Maar ik zal de versie van hen die in deze vzw zitten zeker beluisteren.

**Mevrouw De Ridder:**

Op 02 april staat er een OO-commissie gepland; dat zou de gelegenheid zijn M.A.R.G.E. uit te nodigen.

**De heer Hacken:**

M.A.R.G.E. uitnodigen, betekent dat haar RvB uitnodigen of haar personeelsleden?

**Mevrouw De Ridder:**

Ik zal naar u terugkomen om u op de hoogte te houden.

**De heer Pierre-De Permentier:**

Dit onderwerp boeit de gemeenteraadsleden ten zeerste. Waarom geen verenigde commissie organiseren die M.A.R.G.E. zou uitnodigen en die iedereen zou kunnen bijwonen?

**Mevrouw De Laveleye:**

Alle commissies staan open voor de raadsleden. Enkel zij die lid zijn van de commissie ontvangen presentiegeld.

**Kunnen we de rekeningen van M.A.R.G.E. goedkeuren?**

*1 annexe / 1 bijlage*

## ATL - VTO

### 15 **Accueil temps libre - Renouvellement de la Commission Communale d'Accueil (CCA) pour l'enfance.**

LE CONSEIL,

Vu le chapitre II du décret du 3 juillet 2003 (plus modifications) relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire ;

Vu le chapitre II de l'arrêté du 3 décembre 2003 (plus modifications) du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'application du susdit décret ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les nouveaux membres de la Commission communale d'accueil après les élections communales, notamment les représentants du conseil ;

Considérant que siège d'office le membre du collège désigné par ses pairs pour assurer la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire (arrêté du 3/12/2003, chapitre II, art 2, § 1<sup>er</sup>, 1.) et qu'il en assure d'office la présidence ;

Considérant qu'il y a donc lieu de désigner quatre représentants et cinq suppléants sur base d'une liste de candidats membres du conseil communal qui se sont préalablement déclarés ;

DECIDE :

De prendre acte de la désignation d'office de Madame Maud DE RIDDER en qualité de membre effectif – présidente ;

De désigner :

Madame Françoise PERE en qualité de suppléant de Madame Maud DE RIDDER,

Madame Dominique GOLDBERG en qualité de membre effectif et Monsieur Michael VAN VLASSELAER en qualité de son suppléant

Madame Isabelle MADUDA en qualité de membre effectif

Monsieur Samir AHROUCH en qualité de membre effectif

Madame Alitia ANGELI en qualité de membre effectif.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

### **Vrijetijdsopvang - Hernieuwing van de Gemeentelijke Opvangcommissie (GOC) voor de kinderen.**

DE RAAD,

Gelet op hoofdstuk II van het decreet van 03 juli 2003 (plus wijzigingen) betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de

buitenschoolse opvang;

Gelet op hoofdstuk II van het besluit van 3 december 2003 (plus wijzigingen) van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het bovenvermelde decreet;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de nieuwe leden van de Gemeentelijke Opvangcommissie aan te stellen na de gemeenteraadsverkiezingen, ondermeer de vertegenwoordigers van de Raad;

Overwegende dat van ambtswege zetelt het lid van het college aangesteld door de andere leden om de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang (besluit, hoofdstuk II, art 2, § 1, 1.) te verzekeren en dat hij van ambtswege het voorzitterschap waarneemt;

Overwegende dat het dus noodzakelijk is om vier vertegenwoordigers en vijf vervangers aan te stellen op basis van een lijst van kandidaat leden van de gemeenteraad die zich vooraf kenbaar hebben gemaakt;

**BESLIST :**

Akte te nemen van de aanstelling van ambtswege van mevrouw DE RIDDER Maud in de hoedanigheid van gewoon lid – voorzitter;

Aan te stellen:

Mevrouw Françoise PERE als vervanger van Mevrouw Maud DE RIDDER;

Mevrouw Dominique GOLDBERG als gewoon lid en de heer Michael VAN VLASSELAER als diens vervanger

Mevrouw Isabelle MADUDA als gewoon lid

De heer Samir AHROUCH als gewoon lid

Mevrouw Alitia ANGELI als gewoon lid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

## **AFFAIRES NÉERLANDOPHONES - NEDERLANDSTALIGE AANGELEGENHEDEN**

### **Bibliothèque NL - Bibliotheek NL**

16 **Affaires néerlandophones - Bibliothèque communale néerlandophone - Modification du règlement.**

LE CONSEIL,



Vu les décisions du Conseil communal du 5 juillet 2007 et 23 octobre 2007 concernant l'approbation de la convention entre la Commission communautaire flamande et la Commune de Forest relative à la reprise de la filiale communale de la Hoofdstedelijke Openbare Bibliotheek;

Vu les décisions du Collège du Bourgmestre et Echevins du 12 mars 2007 et 21 décembre 2007 concernant respectivement la création et la réalisation de la reprise de la filiale communale de la Hoofdstedelijke Openbare Bibliotheek;

Vu la décision du Conseil communal du 3 juillet 2018 concernant l'approbation du règlement actuel de la bibliothèque communale néerlandophone de Forest;

Considérant que la bibliothèque communale néerlandophone aimerait actualiser le règlement mentionné ci-dessus afin d'augmenter d'une part son identification en tant que membre du réseau des bibliothèques publiques néerlandophones à Bruxelles et son accueil personnalisé – en répondant aux besoins de ses utilisateurs – d'autre part;

DECIDE,

D'approuver le nouveau règlement pour la bibliothèque communale néerlandophone, à mettre en vigueur à partir du 8 avril 2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**Nederlandstalige aangelegenheden - Gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek - Wijziging reglement.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissingen van de Gemeenteraad van 5 juli 2007 en 23 oktober 2007 betreffende de goedkeuring van de overeenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de Gemeente Vorst met betrekking tot de overname van het gemeentelijke filiaal van de Hoofdstedelijke Openbare Bibliotheek;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 maart 2007 en 21 december 2007 met respectievelijk betrekking tot de oprichting en de tenuitvoerlegging van de overname van het gemeentelijke filiaal van de Hoofdstedelijke Openbare Bibliotheek;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 3 juli 2018 betreffende de goedkeuring van het huidige reglement van de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek van Vorst;

Overwegende dat de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek het bovenvermelde reglement wenst te actualiseren en dit met tot doel de verhoging van de herkenbaarheid van de bibliotheek als deel van een netwerk van openbare bibliotheken in Brussel enerzijds en de klantvriendelijkheid – door in te spelen op de behoeften van haar gebruikers – anderzijds;

BESLIST,

Het nieuwe reglement van de gemeentelijke Nederlandstalige bibliotheek goed te keuren, met ingang vanaf 8 april 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

**Monsieur Loewenstein :**

**Quelles sont les modifications apportées ? Les nouveautés ?**

**Qu'est ce qui est fait pour augmenter son identification en tant que membre du réseau de bibliothèques publiques néerlandophones à Bruxelles ? Qu'est-ce que ça veut dire ?**

**Dans la motivation de la décision du Conseil communal, il est mis que le règlement a pour objectif d'augmenter son identification en tant que membre du réseau bibliothèque publique néerlandophone à Bruxelles, mais cette bibliothèque a aussi un intérêt au niveau forestois, elle fait du bon travail.**

**Mais en parallèle à cette dynamique d'augmenter l'identification en tant que membre du réseau, qu'est ce qui est fait pour augmenter son réseau en tant que bibliothèque forestoise ?**

**Monsieur Loewenstein :**

**Le sens de mon intervention est d'insister sur le fait de l'implantation de cette bibliothèque et son rôle au niveau forestois et de sa collaboration avec des autres acteurs forestois.**

**Je voulais juste rappeler pour les prochaines fois de bien avoir les 2 règlements, la version modifiée et la version précédente.**

**Madame Maduda :**

**Est-ce qu'au niveau néerlandophone vous avez une antenne dans le haut de Forest ? Peut-être que vous pourriez accueillir quelques livres francophones.**

**Madame Van Den Bosch :**

**Il y a eu deux modifications dans le règlement :**

**D'une part, l'âge pour pouvoir utiliser les ordinateurs a été augmenté de 12 vers 15 et actuellement on peut emprunter 5 CD au lieu de 3.**

**Il y a déjà une étroite collaboration avec les écoles néerlandophones. Ceci permet tant aux enfants qu'aux parents de faire connaissance avec la bibliothèque néerlandophone.**

**Quand la bibliothèque francophone aura déménagé vers le site de l'Abbaye, celle-ci proposera également des livres en néerlandais et la bibliothèque néerlandophone disposera de livres francophones.**

**Actuellement il n'y a pas d'antenne de la bibliothèque néerlandophone dans le haut de Forest.**

**Monsieur Spapens :**

**Il y a une antenne prévue, mais le bâtiment n'est pas construit.**

**De heer Loewenstein:**

**Welke wijzigingen werden er aangebracht? De nieuwigheden?**

**Wat werd er ondernomen om de identificatie als lid van het netwerk van Nederlandstalige openbare bibliotheken in Brussel te versterken? Wat betekent dit?**

**In de motivering van de beslissing van de Gemeenteraad staat dat het reglement als doelstelling heeft de identificatie als lid van het Nederlandstalige netwerk van openbare bibliotheken in Brussel**

te versterken, maar deze bibliotheek heeft ook een belang op het niveau van Vorst. Ze levert goed werk.

Maar wat wordt er parallel aan deze dynamiek van versterking van de identificatie als lid van het netwerk gedaan om het netwerk als Vorstse bibliotheek te versterken?

**De heer Loewenstein:**

De bedoeling van mijn tussenkomst is de nadruk te leggen op de ligging van deze bibliotheek en haar rol op het Vorstse niveau, alsook haar samenwerking met de andere Vorstse actoren. Voor de volgende keren wenste ik er juist aan te herinneren beide reglementen, de gewijzigde versie en de vorige versie, mee te geven.

**Mevrouw Maduda:**

Beschikt u op Nederlandstalig niveau over een antenne in Hoog-Vorst? Misschien zou u er een aantal boeken in het Frans kunnen onderbrengen.

**Mevrouw Van Den Bosch:**

Er zijn twee aanpassingen aan het reglement gebeurd:

Enerzijds werd de leeftijd om de computers te mogen gebruiken opgetrokken naar 15 jaar (vroeger was het 12) en anderzijds mag men nu 5 Cd's ontlenen, vroeger waren dat er slechts drie.

Er is al een hechte samenwerking met de Nederlandstalige scholen. Zodoende kunnen zowel de leerlingen als hun ouders kennismaken met de Nederlandstalige bibliotheek.

Het is de bedoeling dat na de verhuis van de Franstalige bibliotheek naar de site van de Abdij, er ook Nederlandstalige boeken beschikbaar zullen zijn en dat ook de Nederlandstalige bibliotheek Franstalige boeken zal uitlenen.

Op dit ogenblik is er geen antenne van de Nederlandstalige bibliotheek in Hoog Vorst.

**De heer Spapens:**

Er wordt een antenne voorzien, maar het gebouw staat er nog niet.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## Ecoles - Scholen

### 17 Affaires néerlandophones - Enseignement - SPECTRUM groupe des écoles - Désignation des représentants au sein du comité de gestion.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle Loi communale;

Vu le Décret de l'enseignement primaire de la Communauté flamande du 25 février 1997;

Vu le Décret de la Communauté flamande du 6 juillet 2001 concernant la collaboration

intercommunale;

Vu le Décret de la Communauté flamande du 2 avril 2004, concernant la participation à l'école et le Vlaamse Onderwijsraad;

Vu le Décret de la Communauté flamande du 25 février 2011 concernant les regroupements d'écoles primaires et secondaires;

Considérant la circulaire concernant les regroupements d'écoles BaO/2005/11, modifiée le 16 mai 2014;

Considérant la décision du Conseil du 24 juin 2003 de faire adhérer les écoles communales néerlandophones De Puzzel et De Wereldbrug au groupe d'écoles Spectrum pour l'année scolaire 2003-2004, avec des prolongations annuelles puis la décision du Conseil du 14 octobre 2014 en faveur d'un prolongement de cette adhésion pour la période 2014-2020;

Considérant que le groupe d'écoles Spectrum est géré par un comité de gestion, composé d'un membre effectif et d'un remplaçant par pouvoir organisateur faisant partie du groupe;

Considérant le protocole d'accord nr 2014/CO2 du 2 juillet 2014 du comité de négociation du groupe d'écoles Spectrum.

DECIDE;

De désigner l'Echevine des Affaires néerlandophones en tant que membre effectif, et la responsable du département des Affaires néerlandophones en tant que remplaçante pour représenter le pouvoir organisateur de la Commune de Forest au sein du comité de gestion du groupe d'écoles Spectrum.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Nederlandstalige aangelegenheden - Onderwijs - SPECTRUM scholengemeenschap - Aanstelling van de vertegenwoordigers in het beheerscomité.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Decreet Basisonderwijs van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1997;

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2001 betreffende de intergemeentelijke samenwerking;

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad.

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 2011 betreffende de scholengemeenschappen in het basis- en secundair onderwijs;

Gelet op de omzendbrief betreffende de scholengemeenschappen BaO/2005/11, gewijzigd op 16 mei 2014;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 juni 2003 om de gemeentelijke Nederlandstalige basisscholen De Puzzel en De Wereldbrug deel te laten uitmaken van scholengemeenschap Spectrum voor het schooljaar 2003-2004, met jaarlijkse verlengingen en met name de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om het lidmaatschap voor beide scholen te verlengen voor de periode 2014-2020;

Overwegende dat de scholengemeenschap Spectrum wordt aangestuurd door het beheerscomité, samengesteld uit een effectief lid en een plaatsvervanger voor elk schoolbestuur dat deel uitmaakt van de scholengroep;

Gelet op het protocol van akkoord nr 2014/CO2 van 2 juli 2014 van het onderhandelingscomité van de scholengemeenschap Spectrum;

BESLIST;

De Schepen van Nederlandstalige aangelegenheden aan te stellen als effectief lid, en de departementsverantwoordelijke Nederlandstalige aangelegenheden als plaatsvervangend lid om het schoolbestuur van de Gemeente Vorst in het beheerscomité van de scholengemeenschap Spectrum te vertegenwoordigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*Nabil Boukili quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## **ORGANISATION - ORGANISATIE**

### **Secrétariat - Secretariaat**

- 18 **Motion relative à la gestion du stationnement à Forest et, en particulier, autour de Forest National et du Stade Marien (à la demande de Messieurs Loewenstein, Pierre-De Permentier et Hacken, conseillers communaux).- report du 26/02/2019**

#### **Amendement unique proposé par les groupes ECOLO/GROEN – PS/SPA**

### **MOTION RELATIVE À LA GESTION DU STATIONNEMENT À FOREST ET, EN PARTICULIER, AUTOUR DE FOREST NATIONAL ET DU STADE MARIEN**

**Déposée par : M. LOEWENSTEIN (DéFI), C. PIERRE-DE PERMENTIER (MR) et L. HACKEN (cdH)**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant sur le volet réglementaire du plan régional de politique du stationnement, tel que modifié par l'arrêté du 27 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant sur les zones de stationnement réglementées et les cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté du 27 octobre 2016 ;

Vu le Plan Régional de Politique du Stationnement ;

Vu le règlement redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique adopté par le conseil communal de Forest en séance du 3 mai 2016 et modifié par le conseil communal en séance du 19 septembre 2017 et du 20 février 2018 pour un terme expirant le 31 décembre 2019 ;

Vu la convention de délégation des missions de perception et de contrôle à l'Agence régionale du stationnement adoptée par le Conseil Communal en séance du 22 mars 2016 ;

Vu le régime actuel prévoyant le stationnement payant sur tout le territoire communal via des zones rouges (rue Jean-Baptiste Vanpé, chaussée de Bruxelles (entre la rue des Abbesses et la rue Jean-Baptiste Vanpé), chaussée de Neerstalle (entre la rue Jean-Baptiste Vanpé et la rue André Baillon), avenue Victor Rousseau (jusqu'à l'avenue Denayer du côté pair et jusqu'à l'avenue Monte Carlo du côté impair) et place de l'Altitude 100) et des zones vertes sur toutes les autres voiries ;

Vu les nuisances de stationnement liées aux évènements organisés par Forest National et aux matches de football du Royal Union Saint-Gilloise au stade Marien ;

Vu que l'actuel règlement redevance ne prévoit aucune mesure visant à préserver les riverains des nuisances générées par ces deux acteurs incontournables de la vie forestoise ;

Que, de surcroît, le stationnement est gratuit en soirée et les dimanches ;

Vu l'obligation de la commune de se mettre en conformité avec l'ordonnance régionale et ses arrêtés d'exécution ;

Vu que cette obligation doit constituer une opportunité pour la commune de Forest d'évaluer et revoir sa politique de stationnement au bénéfice de ses habitants ;

Vu que le règlement redevance expire le 31 décembre 2019 ;

Vu la nécessité d'évaluer et revoir la politique de stationnement en concertation avec les habitants et acteurs économiques forestois ;

Vu la motion « **Motion relative aux engagements locaux en matière de lutte contre les changements climatiques** », voté à l'unanimité par le Conseil Communal du 21 janvier 2019, invitant à « *Concevoir une politique de la mobilité et du stationnement durables qui a pour objectif de diminuer la pression automobile, de limiter les déplacements automobiles à l'intérieur de la Commune et de favoriser les modes actifs* » ;

## DEMANDE AU COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS :

- D'inviter, Parking.brussels, les responsables des Forest-National et de l'Union Saint-Gilloise à une commission du Conseil Communal afin :
1. Que Parking.Brussels présente les options possibles, dans le respect du cadre légal existant, afin de trouver une solution structurelle aux nuisances causées par les activités de Forest-National et de l'Union Saint-Gilloise en matière de stationnement.
  2. Que Parking.brussels présente une évaluation du règlement communal en vigueur et nous propose un calendrier et des modalités de révision du règlement stationnement, dans son ensemble, à cette occasion.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 22 votes positifs, 12 votes négatifs.

*Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.*

---

**Motie betreffende het parkeerbeheer in Vorst en, in het bijzonder, rond Vorst Nationaal en het Mariënstadion (op vraag van Mijnheren Loewenstein, Pierre-De Permentier en Hacken, gemeenteraadsleden).- uitstel van 26/02/2019**

### Amendement ingediend door de fracties ECOLO/GROEN – PS/SPA

#### **MOTIE MET BETREKKING TOT HET PARKEERBELEID IN VORST EN IN HET BIJZONDER ROND VORST NATIONAAL EN HET MARIENSTADION**

**Ingediend door: M. LOEWENSTEIN (DéFI), C. PIERRE-DE PERMENTIER (MR) en L. HACKEN (cdH)**

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, zoals gewijzigd door het besluit van 27 oktober 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van 27 oktober 2016;

Gelet op het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op het retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg aangenomen door de gemeenteraad van Vorst in zitting van 3 mei 2016 en gewijzigd door de gemeenteraad in zitting van 19 september 2017 en 20 februari 2018 voor een termijn eindigend op 31 december 2019;

Gelet op de overeenkomst voor de overdracht van de innings- en controleopdrachten aan het Gewestelijk Parkeeragentschap, aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 22 maart 2016;

Gelet op de huidige regeling, die voorziet dat parkeren betalend is op heel het gemeentelijke grondgebied via rode zones (Jean-Baptiste Vanpéstraat, Brusselsesteenweg (tussen de Abdissenstraat en de Jean-Baptiste Vanpéstraat), Neerstalsesteenweg (tussen de Jean-Baptiste Vanpéstraat en de André Baillonstraat), Victor Rousseaulaan (tot aan de Denayerlaan aan de even zijde en de Monte-Carlolaan aan de oneven zijde) en Hoogte Honderd) en groene zones op alle andere wegen;

Gelet op de parkeeroverlast verbonden met de evenementen die door Vorst Nationaal worden georganiseerd en met de voetbalwedstrijden van de Royale Union Saint-Gilloise in het Marienstadion;

Gelet op het feit dat het huidige retributiereglement geen enkele maatregel voorziet om de buurtbewoners tegen de overlast veroorzaakt door deze twee belangrijke spelers van het Vorstse leven te beschermen;

Dat parkeren bovendien 's avonds en op zondag gratis is;

Gelet op de verplichting van de gemeente om zich in overeenstemming te brengen met de gewestelijke ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op het feit dat deze verplichting voor de gemeente Vorst een kans moet vormen om haar parkeerbeleid te evalueren en te herzien, in het voordeel van haar inwoners;

Gelet op het feit dat het retributiereglement op 31 december 2019 verstrijkt;

Gelet op de noodzaak om het parkeerbeleid te evalueren en te herzien, in overleg met de inwoners en de economische actoren van Vorst;

Gelet op de motie "**Motie betreffende de lokale verbintenissen inzake de strijd tegen klimaatverandering**", die unaniem gestemd werd door de Gemeenteraad van 21 januari 2019, waarin uitgenodigd wordt tot "*Het uitdenken van een duurzaam mobiliteits- en parkeerbeleid met als doelstelling de vermindering van de autodruk, de vermindering van de verplaatsingen met de auto binnen de Gemeente en de bevordering van de actieve verplaatsingswijzen*";

VRAAGT HET COLLEGE VAN BURGEMEESTER EN SCHEPENEN:

- Parking.brussels, de verantwoordelijken van Vorst Nationaal en van de Union Saint-Gilloise uit te nodigen op een commissie van de Gemeenteraad opdat:
  1. Parking.Brussels de mogelijke opties zou voorstellen, in naleving van het bestaande wettelijke kader, om een structurele oplossing te vinden voor de overlast veroorzaakt door de activiteiten van Vorst Nationaal en van de Union Saint-Gilloise op vlak van parkeren.
  2. Parking.brussels een evaluatie van het geldende gemeentereglement zou voorstellen en ons, bij deze gelegenheid, een kalender biedt en herzieningsmodaliteiten van het parkeerreglement, in zijn geheel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 22 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen.



*Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.*

**Monsieur Loewenstein :**

**La motion qui est présentée :**

- **Demande au Collège d'étudier avec Parking.Brussels les possibilités d'une zone bleue en soirée et les dimanches, lors des évènements de Forest National et au Stade Marien. En proposant plusieurs variantes liées à la zone à couvrir, aux types d'évènements, et à la limite de temps de stationnement en zone bleue.**
- **Proposer des modèles de révision plus large du plan communal de stationnement afin de se mettre en conformité avec la législation régionale.**

**En tenant compte des différents types de zones prévues par l'ordonnance du 22 janvier 2009. De la nécessité de revitaliser la commune au niveau de ses commerces.**

- **Organiser une concertation avec les habitants et acteurs économiques autant sur la solution à apporter sur les nuisances liées à Forest National et à l'Union que sur la révision plus générale du plan communal de stationnement.**
- **Présenter une modification du plan de stationnement en septembre, afin d'assurer une large information dans la foulée et qu'il puisse prendre effet au 1 janvier 2020.**

**Le règlement de redevance actuel est valable jusqu'au 31 décembre 2019.**

**Monsieur Mugabo :**

**Il y a une proposition d'amendement au nom de la majorité qui fait suite à une discussion au dernier Conseil communal.**

**Vos propositions sont hors cadre légal.**

**On est conscient que les problèmes de nuisance proviennent de Forest National et du stade de l'Union Saint-Gilloise, le Collège est d'accord d'étudier ce problème et de le résoudre.**

**On dépose justement un amendement qui propose d'inviter Parking Brussels avec les responsables de Forest National et de l'Union Saint-Gilloise lors d'une prochaine commission réunie, pour qu'ils puissent nous présenter les différentes options qui existent qui sont conformes à la légalité. Par ailleurs, nous pourrions en profiter pour faire une évaluation du règlement de stationnement et des éventuelles modifications qu'on peut y apporter pour nous conformer à législation régionale.**

**Madame Plovie :**

**Ce que vous avez sur les bancs, c'est l'amendement unique qui est proposé par le groupe Ecolo et PS.**

**Grâce au contact de notre échevin avec Parking Brussels, on vous propose de les inviter et de pouvoir faire une commission où toutes vos questions pourraient être posées.**

**Il semble important à la suite du contact de notre échevin, de déposer un amendement.**

**Monsieur Pierre-De Permentier**

**Je m'étonne de l'absence d'une concertation avec les riverains, avec les acteurs économiques, tant sur les solutions apportées, que sur les nuisances et sur la révision du plan communal de**

stationnement. Pour une majorité qui se veut le chantre de la participation citoyenne...  
Faire juste une motion pour inviter Parking Brussels à s'expliquer...Je pense qu'on rate le coche et qu'on passe à côté de l'objectif de la motion qui a été proposé.

**Monsieur Loewenstein :**

Monsieur l'échevin, si vous voulez prendre le problème à bras le corps, vous auriez pu voter cette motion qui est rédigée dans l'intérêt des Forestois. Quand on voit les dispositifs mis en place dans d'autres communes, ils le sont dans l'intérêt des habitants. On est une commune de seconde couronne. On a un plan communal de stationnement qui doit être adapté par rapport à l'ordonnance qui va créer de nouvelles règles, notamment les mailles et les secteurs, qui va déséquilibrer le système actuel par la suite.

Puisqu'on ne pourra plus que se garer dans son secteur et donc plus sur tout le territoire de la commune, quand on analyse les résultats financiers de Parking Brussels et qu'on voit que les recettes principales en zone verte sont les cartes riverains et qu'à peine 10% de recettes sont liés aux horodateurs et aux redevances, on comprend bien que le système actuel de stationnement n'est peut-être pas le bon. Il y a lieu de se rendre à l'évidence et de réfléchir à un système qui est plus adapté à une commune comme la nôtre.

Au niveau de Forest national, vous parlez d'illégalité pour balayer cette proposition qui a tout son sens. Aujourd'hui à Forest national, on peut venir se garer car il n'y a pas de stationnement payant en soirée, donc on est en zone « blanche ». Alors y installer une zone bleue alors qu'il n'y en a pas aujourd'hui, ne rentre pas en conflit avec les prescriptions de l'agence de Parking Brussels qui prévoit juste de ne pas remplacer un système par un système qui est moins contraignant. Le fait de prévoir une zone bleue autour de Forest National en période de routine est plus contraignante car la limitation de temps est de 2h. Si on étend la zone verte, les gens qui viennent à Forest national continueront à se garer à proximité, payeront et pourront rester le temps du concert. La zone bleue les obligerait à aller se parquer dans les parkings de transit et cela désengorgera le centre de Forest, les quartiers résidentiels et tout ça au bénéfice des riverains eux-mêmes. Je regrette l'amendement proposé pour les Forestois et qu'on balaye la question de la concertation qui nous semble élémentaire et essentielle pour partager ce projet et le faire adhérer aux Forestois.

**Monsieur Hacken :**

C'est dommage, mais symptomatique pour cette majorité qui n'a pas d'avis sur des gros dossiers. Au lieu de se positionner dans un autre sens que notre proposition, elle ne propose rien et demande à d'autres de proposer des solutions. C'est une agence au service de la commune. On aurait aimé entendre quelle était votre position dans cette motion, quitte à ensuite inviter les gestionnaires, à voir ce qui est faisable ou pas, mais au moins avoir une position politique.

Je ne comprends pas pourquoi il faut faire une réunion entre Parking Brussels et les responsables de Forest national et de l'Union pour discuter de ça avant même que le Conseil ait pu connaître les propositions faites à Parking Brussels. Peut-être d'abord entendre les acteurs de terrain, puis Parking Brussels. Mais organiser une grande réunion pour trouver un compromis avec tout le monde, ça me semble particulier, on ne votera pas cette motion parce que la majorité et le collègue ne se positionnent pas.

**Madame Golberg :**

La proposition soumise par la majorité me semble une position politique générale qui défend le programme Ecolo et rate complètement la cible précise du problème qui est le stationnement

autour de Forest National et l'Union Saint-Gilloise ainsi que les problèmes posés aux riverains. On veut une commune où la pression automobile diminue mais on ne parle pas de la commune en général. On a un problème spécifique à régler et ce problème est noyé dans plein d'autres choses.

**Monsieur Ghysse :**

Les forestois méritent mieux qu'un débat au Conseil sur un problème aussi crucial. Pendant 6 ans, en étant au Collège, Monsieur Loewenstein, vous n'êtes pas arrivé à solutionner le problème, ni à convaincre les membres du Collège qu'il y avait des solutions.

Le système des zones bleues comme au stade d'Anderlecht ne fonctionne pas à Forest National. On l'a déjà expliqué à maintes reprises. Le système de l'application des disques n'est pas applicable et n'est pas une bonne formule. Cela pénaliserait les Forestois. Ceux qui ont un commerce ou des invités devraient aller changer leur disque toutes les 2 heures. Si vous voulez que le dossier aboutisse, il ne faut pas déposer des motions. Il faut demander au Collège de se réunir avec Parking Brussels, il faut se concerter avec Parking Brussels une fois qu'ils ont des propositions à faire.

Le problème de Forest National est le même depuis 40 ans.

On a décidé de ne pas toucher au règlement redevance, sinon on doit appliquer le système de partage en zones, on a voulu tenir le plus longtemps possible parce que le système qu'on a aujourd'hui depuis 6 ans, les Forestois s'y font enfin ! De manière générale ça fonctionne bien, si on veut du changement, il faut aller progressivement.

**Monsieur Loewenstein :**

Pendant 6 ans, je vous ai tannés avec ce problème de stationnement.

On est venu devant le Collège avec Monsieur Englebert, avec des solutions qui ont été balayées parce que ça ne valait pas la peine. Je suis toujours convaincu que mettre une zone bleue le soir fonctionnerait très bien.

**Monsieur Ghysse :**

Quand on établit une zone bleue, il faut donner un périmètre. Si on définit un périmètre autour de Forest National, on aura un report de stationnement vers d'autres zones, les difficultés vont se déplacer vers la zone de l'Altitude cent, de la place Saint-Denis, de la chaussée de Bruxelles ou le bas de Forest. On s'était imaginé que pour être cohérent, il fallait faire une zone bleue générale le jour de spectacles à Forest National.

**Monsieur Loewenstein :**

Les nouvelles technologies permettent de contrôler de manière beaucoup plus efficace les zones bleues.

**Madame Plovie :**

Pour éviter ce genre de débat ici, on vous propose quelque chose d'extrêmement concret pour pouvoir avoir des débats constructifs avec l'ensemble des protagonistes.

Je vous propose de voter cet amendement pour avancer, et de faire ce débat dans de bonnes conditions.

**Madame El Yousfi :**

Ce débat est là depuis un bon moment. Il est nécessaire d'avoir rapidement une réunion pour trouver des solutions.

**Je pense qu'il y a d'autres questions qui sont fondamentales et pour lesquelles il va falloir avoir des réponses. Je pense à la rencontre qu'on a déjà eue avec Forest National. Pour les questions qui ont été posées, ce serait bien d'avoir des réponses et des solutions adéquates pour le quartier.**

**Monsieur Hacken :**

**Est-ce que la réunion se fera avec tout le monde ?**

**Monsieur Mugabo :**

**L'idée est à la fois de questionner les responsables de Parking Brussels et entendre les contraintes des organismes concernés, Forest national et l'Union Saint-Gilloise.**

**Monsieur Borcy :**

**Un rapport a déjà été fait au niveau de Forest National et a été distribué.**

**Monsieur Pierre De-Permentier :**

**Est-ce qu'il serait possible de prévoir la participation de certains riverains et également des acteurs commerciaux ?**

**Madame De Laveleye :**

**Vos commentaires et remarques ont été actés par le Collège, par Monsieur Mugabo.**

**Vote sur l'Amendement :**

**34 votants : 22 votes positifs, 12 votes négatifs.**

**Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.**

**Proposition de motion initiale :**

**CONSEIL COMMUNAL DE FOREST**

**MOTION RELATIVE À LA GESTION DU STATIONNEMENT À FOREST ET, EN PARTICULIER, AUTOUR DE FOREST NATIONAL ET DU STADE MARIEN**

**Déposée par : M. LOEWENSTEIN (DéFI), C. PIERRE-DE PERMENTIER (MR) et L. HACKEN (cdH)**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;**

**Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant sur le volet réglementaire du plan régional de politique du stationnement, tel que modifié par l'arrêté du 27 octobre 2016 ;**

**Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant sur les zones de stationnement réglementées et les cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté du 27 octobre 2016 ;**

**Vu le Plan Régional de Politique du Stationnement ;**

**Vu le règlement redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique adopté par le conseil communal de Forest en séance du 3 mai 2016 et modifié par le conseil communal en**

séance du 19 septembre 2017 et du 20 février 2018 pour un terme expirant le 31 décembre 2019 ;

**Vu la convention de délégation des missions de perception et de contrôle à l'Agence régionale du stationnement adoptée par le Conseil Communal en séance du 22 mars 2016 ;**

**Vu le régime actuel prévoyant le stationnement payant sur tout le territoire communal via des zones rouges (rue Jean-Baptiste Vanpé, chaussée de Bruxelles (entre la rue des Abbesses et la rue Jean-Baptiste Vanpé), chaussée de Neerstalle (entre la rue Jean-Baptiste Vanpé et la rue André Baillon), avenue Victor Rousseau (jusqu'à l'avenue Denayer du côté pair et jusqu'à l'avenue Monte Carlo du côté impair) et place de l'Altitude 100) et des zones vertes sur toutes les autres voiries ;**

**Vu que, si un équilibre a été trouvé et convient aujourd'hui à la plupart des habitants (carte riverain valable sur tout le territoire, carte visiteur...), la Région de Bruxelles-Capitale impose désormais aux communes de diviser leur territoire en secteurs ou mailles ;**

**Vu que ce changement impliquera que les Forestois ne pourront plus se garer partout à Forest, leur carte riverain n'étant valable à l'avenir que sur leurs propres secteur ou mailles ;**

**Vu que certaines personnes (âgées, handicapées...) ont des difficultés à se déplacer autrement qu'en voiture, qu'il y a lieu de préserver un incitant pour les Forestois de continuer à consommer à Forest ;**

**Vu les nuisances de stationnement liées aux événements organisés par Forest National et aux matches de football du Royal Union Saint-Gilloise au stade Marien ;**

**Vu que l'actuel règlement redevance ne prévoit aucune mesure visant à préserver les riverains des nuisances générées par ces deux acteurs incontournables de la vie forestoise ;**

**Que, de surcroît, le stationnement est gratuit en soirée et les dimanches ;**

**Vu la difficulté de trouver déjà en temps normal une place de stationnement pour les riverains habitants dans les zones de Forest National et du stade Marien ;**

**Vu la zone événement consacrée par l'ordonnance du 22 janvier 2009 et prévoyant le paiement du stationnement en soirée à des tarifs plus importants qu'en journée (5€/heure) ;**

**Que, si cette zone événement génèrera des recettes supplémentaires pour la commune et la consolation pour certains riverains que les visiteurs occupant les places de stationnement paient pour ce faire, cela ne résoudra pas le problème des riverains qui ne disposeront pas de davantage de places de stationnement libres près de chez eux lors des événements à Forest National et au stade Marien ;**

**Vu que l'ordonnance du 22 janvier 2009 prévoit également la possibilité d'installer des zones bleues, gratuites pour les détenteurs d'une carte riverain, limitée à deux heures pour les non-détenteurs d'une carte riverain ;**

**Vu que cette limite dans le temps de deux heures est portée, par exemple, à quatre heures dans la commune d'Anderlecht ;**

**Que la durée de la limitation peut donc être fixée sur la base d'une étude et d'une concertation avec les riverains et commerçants ;**

**Vu que la limitation du stationnement dans le temps pour les non-riverains les contraigne à recourir aux parkings de dissuasion (Stalle ou Audi) ou aux transports publics ;**

**Vu que la mise en place de zones bleues en soirée lors d'événements à Forest National et au stade Marien libèrera de facto des places de stationnement pour les riverains ;**

**Vu, plus largement, les chiffres de Parking.brussels démontrant que les zones vertes ne rapportent pas plus que des zones bleues ;**

**Qu'à peine 10% des recettes en zone verte proviennent de l'alimentation des horodateurs, environ 80% des cartes riverains, environ 7% des redevances et environ 3% des dérogations (personnes handicapées...)** ;

**Vu l'obligation de la commune de se mettre en conformité avec l'ordonnance régionale et ses arrêtés d'exécution ;**

**Vu que cette obligation doit constituer une opportunité pour la commune de Forest d'évaluer et revoir sa politique de stationnement au bénéfice de ses habitants ;**

**Vu que le règlement redevance expire le 31 décembre 2019 ;**

**Vu la nécessité d'évaluer et revoir la politique de stationnement en concertation avec les habitants et acteurs économiques forestois ;**

**DEMANDE AU COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS :**

**- d'étudier, avec Parking.brussels, la mise en place d'une zone bleue en soirée et les dimanches lors d'évènements à Forest National et au stade Marien, en proposant plusieurs variantes liées à la zone à couvrir, au type d'évènement, à la limite de temps de stationnement en zone bleue... ;**

**- de proposer des modèles de révision plus large du plan communal de stationnement afin de se mettre en conformité avec la législation régionale en tenant compte : o des différents types de zones prévues par l'ordonnance du 22 janvier 2009 (bleues, vertes, grises, oranges, rouges et spéciales) ;**

**o du caractère résidentiel de Forest, commune de seconde couronne ;**

**o de la nécessité de revitaliser la commune aux niveaux de ses commerces ;**

**- d'organiser une concertation avec les habitants et acteurs économiques tant sur la solution à apporter aux nuisances liées à Forest National et au stade Marien, que sur la révision plus générale du plan communal de stationnement ;**

**- de présenter une modification du plan communal de stationnement au début du dernier quadrimestre 2019 afin qu'une large information soit communiquée vers les habitants dans la foulée et qu'il puisse prendre effet au 1er janvier 2020, soit le lendemain du terme de l'actuel règlement communal.**

**Vote sur la proposition initiale :**

**34 votants : 12 votes positifs, 22 votes négatifs.**

**Non : Séverine De Laveleye, Stéphane Roberti, Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Quartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Marc-Jean Ghysse, Nadia El Yousfi, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Anne Noémie Rakovsky, Catherine Suzanne Jacqueline Beauthier, Caroline Dupont, Mustapha Al Masude.**

**De heer Loewenstein:**

**De motie die wordt voorgelegd:**

- Vraagt het College om samen met parking.brussels de mogelijkheden te onderzoeken voor een blauwe zone 's avonds en op zondagen, tijdens de evenementen van Vorst Nationaal en het Mariënstadion te onderzoeken. Door verschillende varianten verbonden aan de te dekken zone, aan het soort evenementen en aan de tijdsbegrenzing voor het parkeren in een blauwe zone aan te bieden;**
- Bredere herzieningsmodellen voor het gemeentelijk parkeerplan voor te stellen teneinde zich in overeenstemming te brengen met de gewestelijke wetgeving;**

**Rekening houdend met de verschillende soorten zones voorzien door de ordonnantie van 22 januari 2009;**

**De noodzaak om de gemeente op het vlak van haar handelszaken te doen heropleven;**

- **Overleg te organiseren met de inwoners en de economische actoren, zowel aangaande de oplossing voor de overlast verbonden met Vorst Nationaal en Union saint-gilloise als over de algemenere herziening van het gemeentelijk parkeerplan;**
- **In september een wijziging van het parkeerplan voor te leggen teneinde meteen daarna een bredere informering te garanderen en opdat dit op 1 januari 2020 in werking kan treden.**

**Het retributiereglement is geldig tot 31 december 2019.**

**De heer Mugabo:**

**Er is een voorstel voor amendement in naam van de meerderheid, naar aanleiding van een discussie tijdens de vorige gemeenteraadszitting.**

**Uw voorstellen overschrijden het wettelijke kader.**

**We zijn ons bewust van de overlastproblemen die Vorst Nationaal en het stadion van de Union saint-gilloise veroorzaken; het College is het eens om dit probleem te onderzoeken en op te lossen.**

**We beschikken net over een amendement dat voorstelt parking.brussels samen met de verantwoordelijken van Vorst Nationaal en Union saint-gilloise uit te nodigen op een volgende verenigde commissie, opdat ze ons de verschillende bestaande mogelijkheden die in overeenstemming zijn met de wet kunnen voorstellen. Bovendien zouden we hier gebruik van kunnen maken om het parkeerreglement en de eventuele wijzigingen die daar kunnen worden in aangebracht om ons in overeenstemming te brengen met de gewestelijke wetgeving te evalueren.**

**Mevrouw Plovie:**

**Wat nu op tafel ligt, is het gemeenschappelijke amendement dat werd ingediend door Ecolo en de PS.**

**Dankzij het feit dat onze schepen contact heeft opgenomen met parking.brussels, stellen we u voor ze uit te nodigen en een commissie te houden waar al uw vragen in kunnen worden gesteld.**

**Naar aanleiding van het contact dat onze schepen heeft gehad, lijkt het belangrijk een amendement in te dienen.**

**De heer Pierre-De Permentier**

**Ik verbaas me over het ontbreken van overleg met de buurtbewoners en met de economische actoren, zowel over de aangebrachte oplossingen als over het overlast en de herziening van het gemeentelijk parkeerplan. Dat voor een meerderheid die zichzelf als voortrekker van de burgerparticipatie wil zien ...**

**Gewoon een motie maken om parking.brussels ertoe uit te nodigen uitleg te verschaffen ...Ik denk dat we een kans missen en naast de doelstelling van de ingediende motie grijpen.**

**De heer Loewenstein:**

**Mijnheer de schepen, indien u de koe bij de horens wil pakken, kon u deze motie, die in het belang van de Vorstenaren is, aannemen. Als we zien welke systemen andere gemeenten instellen, dan zien we dat deze ingesteld werden in het belang van de inwoners. Wij zijn een gemeente van de tweede gordel. We hebben een gemeentelijk parkeerplan dat aangepast moet zijn aan de**

ordonnantie, die nieuwe regels zal invoeren, onder meer de sectoren en deelsectoren, wat het huidige systeem uit evenwicht zal brengen.

Aangezien men enkel nog maar in de eigen sector zal kunnen parkeren en dus niet langer op heel het grondgebied van de gemeente en als we de financiële resultaten van parking.brussels bekijken en zien dat de voornaamste opbrengsten in groene zones afkomstig zijn van bewonerskaarten en amper 10% afkomstig zijn van de parkeermeters en van de retributies, begrijpt men al snel dat het huidige parkeersysteem niet het goede is. Men moet de feiten onder ogen zien en nadenken over een systeem dat beter past bij een gemeente als de onze.

Wat Vorst Nationaal betreft, spreekt u van onwettigheid om dit volkomen zinvolle voorstel van tafel te vegen. Tegenwoordig kan men bij Vorst Nationaal komen parkeren omdat er 's avonds geen betalend parkeren is; we bevinden ons dus in een "witte" zone. Er een blauwe zone van te maken terwijl die er vandaag niet is, is dus niet strijdig met de voorschriften van het agentschap parking.brussels, dat gewoon voorziet dat men geen systeem vervangt door een systeem dat minder dwingend is. Het feit dat men rond Vorst Nationaal een blauwe zone voorziet in een gewone periode is dwingender, aangezien de tijdsbegrenzing van 2 uur geldt. Indien we de groene zone uitbreiden, zal wie naar Vorst Nationaal gaat in de buurt blijven parkeren, ze zullen betalen en voor de tijd van het concert kunnen blijven. De blauwe zone zou hen ertoe verplichten op de pendelparkeerterreinen te parkeren en dat zou het centrum van Vorst en de woonwijken ontstoppen, en dit ten voordele van de buurtbewoners zelf. Ik betreur het amendement, dat voor de Vorstenaars werd ingediend, en het feit dat het vraagstuk van het overleg, dat ons essentieel lijkt om dit project te delen en de steun van de Vorstenaars te krijgen, van tafel werd geveegd.

**De heer Hacken**

Dit is jammer, maar symptomatisch voor deze meerderheid, die over de grote dossiers geen mening heeft.

In plaats van zich anders te positioneren dan in de richting van ons voorstel stelt ze niets voor en vraagt ze de anderen oplossingen aan te reiken. Het gaat om een agentschap ten dienste van de gemeente. Ik had graag van u vernomen wat uw standpunt rond deze motie is, desnoods opdat we daarna de beheerders uitnodigen om te bekijken wat haalbaar is en wat niet, maar zodat we tenminste een politiek standpunt hebben.

Ik begrijp niet waarom we een vergadering moeten beleggen tussen parking.brussels en de verantwoordelijken van Vorst Nationaal en de Union om dit te bespreken voordat de Raad ook maar de voorstellen van parking.brussels heeft mogen vernemen. Misschien eerst de spelers op het terrein beluisteren, en dan pas parking.brussels? Maar een grote vergadering organiseren om een compromis met iedereen te vinden, dat lijkt me bijzonder. We zullen niet over deze motie stemmen omdat de meerderheid en het College geen standpunt innemen.

**Mevrouw Goldberg:**

Het voorstel dat de meerderheid wordt voorgelegd lijkt me een algemene beleidspositie die het programma van Ecolo verdedigt en volledig de precieze kern van het probleem mist, namelijk het parkeergebeuren rond Vorst Nationaal en Union saint-gilloise alsook de problemen voor de buurtbewoners. We willen een gemeente waar de autodruk vermindert, maar we spreken niet van de gemeente als geheel. Er is een specifiek probleem dat geregeld moet worden, maar dit probleem wordt verdrongen in tal van andere zaken.

**De heer Ghysels:**

De Vorstenaars verdienen meer dan een debat in de raad over een dergelijk essentieel probleem.



**In de 6 jaar dat u, mijnheer Loewenstein, in het College heeft gezeteld, bent u er niet in geslaagd het probleem op te lossen, noch om de leden van het College ervan te overtuigen dat er oplossingen zijn.**

**Het systeem van de blauwe zones zoals aan het stadion van Anderlecht werkt niet voor Vorst Nationaal. We hebben dit al meermaals uitgelegd. Het systeem van de toepassing van de schijven kan niet worden toegepast en is geen goede formule. Dit zou de Vorstenaren bestraffen. Zij die een handelszaak hebben of bezoek ontvangen, zouden hun schijf elke 2 uur moeten vervangen. Indien u wilt dat het dossier tot een ontknoping komt, moet u geen moties indienen. Dan moet u aan het College vragen samen te zitten met parking.brussels; er moet met parking.brussels worden overlegd zodra ze voorstellen hebben.**

**Het probleem van Vorst Nationaal is al 40 jaar hetzelfde.**

**Er werd beslist niet aan het retributiereglement te raken; anders moet het systeem van opdeling in zones worden toegepast. We wensen het zo lang mogelijk te behouden, aangezien de Vorstenaren eindelijk beginnen te wennen aan het systeem dat we nu al 6 jaar hebben. Over het algemeen werkt het goed; indien men verandering wenst, moet men geleidelijk aan te werk gaan.**

**De heer Loewenstein:**

**Zes jaar lang heb ik aan uw kop gezeurd over dit parkeerprobleem.**

**Met de heer Englebert ben ik naar het College gegaan met oplossingen, die van tafel werden geveegd omdat het de moeite niet waard was.. Ik ben er nog altijd van overtuigd dat het instellen van een blauwe zone goed zou werken.**

**De heer Ghysels:**

**Wanneer men een blauwe zone instelt, moet men een perimeter vastleggen. Indien we een perimeter vastleggen rond Vorst Nationaal, zal het parkeerprobleem verschuiven naar nadere zones. De moeilijkheden zullen worden verplaatst naar de zone van Hoogte Honderd, het Sint-Denijsplein, de Brusselsesteenweg of Laag-Vorst. We dachten dat er, om coherent te zijn, een algemene blauwe zone op dagen met voorstellingen in Vorst Nationaal moest worden ingesteld.**

**De heer Loewenstein:**

**De nieuwe technologieën maken het mogelijk de blauwe zones op een veel efficiëntere wijze te controleren.**

**Mevrouw Plovie:**

**Om dit soort discussies hier te vermijden, stellen we u iets uiterst concreets voor om constructieve debatten met alle hoofdrolspelers te kunnen hebben.**

**Ik stel voor dit amendement aan te nemen om vooruit te gaan en deze discussies in de goede voorwaarden te voeren.**

**Mevrouw El Yousfi:**

**Deze discussie is er al geruime tijd. Het is noodzakelijk dat we snel vergaderen om oplossingen te vinden.**

**Ik denk dat er andere vraagstukken zijn die essentieel zijn en waar er antwoorden voor moeten worden gevonden. Ik denk aan de vergadering die er al is geweest met Vorst Nationaal. Voor de vragen die werden gesteld, zou het goed zijn antwoorden en geschikte oplossingen voor de wijk te hebben.**

**De heer Hacken:**

**Zal het een vergadering met iedereen erbij zijn?**

**De heer Mugabo:**

**Het idee is om vragen te stellen aan de verantwoordelijken van parking.brussels en te luisteren naar de moeilijkheden van de betrokken instellingen, Vorst Nationaal en Union saint-gilloise.**

**De heer Borcy:**

**Ter hoogte van Vorst Nationaal werd er al een verslag opgesteld en verdeeld.**

**De heer Pierre-De Permentier:**

**Zou het mogelijk zijn bepaalde buurtbewoners te laten deelnemen, net als commerciële spelers?**

**Mevrouw De Laveleye:**

**Het College heeft, in de persoon van de heer Mugabo, akte genomen van uw commentaar en opmerkingen.**

**Stemming op het amendement:**

**34 stemmers :22 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen.**

**Neen: Marc Loewenstein, Laurent Hacken, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, Michael Francis Van Vlasselaer.**

## **DE GEMEENTERAAD VAN VORST**

### **MOTIE MET BETREKKING TOT HET PARKEERBELEID IN VORST EN IN HET BIJZONDER ROND VORST NATIONAAL EN HET MARIENSTADION**

**Ingediend door: M. LOEWENSTEIN (DéFI), C. PIERRE-DE PERMENTIER (MR) en L.  
HACKEN (cdH)**

**DE GEMEENTERAAD,**

**Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;**

**Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, zoals gewijzigd door het besluit van 27 oktober 2016;**

**Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van 27 oktober 2016;**

**Gelet op het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;**

**Gelet op het retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg – aangenomen door de gemeenteraad van Vorst in zitting van 3 mei 2016 en gewijzigd door de**

**gemeenteraad in zitting van 19 september 2017 en 20 februari 2018 voor een termijn eindigend op 31 december 2019;**

**Gelet op de overeenkomst voor de overdracht van de innings- en controleopdrachten aan het Gewestelijk Parkeeragentschap, aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 22 maart 2016;**

**Gelet op de huidige regeling, die voorziet dat parkeren betalend is op heel het gemeentelijke grondgebied via rode zones (Jean-Baptiste Vanpéstraat, Brusselsesteenweg (tussen de Abdissenstraat en de Jean-Baptiste Vanpéstraat), Neerstalsesteenweg (tussen de Jean-Baptiste Vanpéstraat en de André Baillonstraat), Victor Rousseaulaan (tot aan de Denayerlaan aan de even zijde en de Monte-Carlolaan aan de oneven zijde) en Hoogte Honderd) en groene zones in de andere wegen;**

**Gelet op het feit dat, hoewel er een evenwicht werd gevonden en de meeste inwoners hier tevreden mee zijn (buurtbewonerskaart beschikbaar voor heel het grondgebied, bezoekerskaart, ...), het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de gemeenten voortaan verplicht hun grondgebied in te delen in sectoren of deelsectoren;**

**Gelet op het feit dat deze verandering met zich zal meebrengen dat de Vorstenaren zich niet meer overal zullen kunnen parkeren, aangezien hun buurtbewonerskaart in de toekomst enkel in hun eigen sector of deelsector geldig zal zijn;**

**Gelet op het feit dat sommige personen (senioren, gehandicapten, ...) moeite hebben om zich anders dan met de auto te verplaatsen, dat er een stimulans moet worden behouden om de Vorstenaren ertoe aan te zetten in Vorst te consumeren;**

**Gelet op de parkeeroverlast verbonden met de evenementen die door Vorst Nationaal worden georganiseerd en met de voetbalwedstrijden van de Royale Union saint-gilloise in het Marienstadion;**

**Gelet op het feit dat het huidige retributiereglement geen enkele maatregel voorziet om de buurtbewoners tegen de overlast ten gevolge van deze twee belangrijke spelers van het Vorstse leven te beschermen;**

**Dat parkeren bovendien 's avonds en op zondag gratis is;**

**Gelet op de moeilijkheid die de buurtbewoners al ondervinden om op normale tijdstippen een parkeerplaats te vinden in de zones van Vorst Nationaal en het Marienstadion;**

**Gelet op de zone voor evenementen, ingesteld door de ordonnantie van 22 januari 2009, waarin voorzien wordt dat parkeren 's avonds betalend is tegen hogere tarieven dan overdag (€ 5/uur);**

**Dat, hoewel deze evenementenzone voor bijkomende inkomsten voor de gemeente zal zorgen en sommige buurtbewoners zich getroost zullen voelen doordat de bezoekers die de parkeerplaatsen gebruiken hiervoor betalen, dit geen oplossing biedt voor het probleem van de buurtbewoners die gedurende de evenementen in Vorst Nationaal en het Marienstadion niet over meer vrije**

**parkeerplaatsen in hun buurt beschikken;**

**Gelet op het feit dat de ordonnantie van 22 januari 2009 tevens de mogelijkheid voorziet om blauwe zones in te stellen, die gratis zijn voor de houders van een buurtbewonerskaart en beperkt zijn tot twee uur voor wie geen houder is van een buurtbewonerskaart;**

**Gelet op het feit dat deze beperking tot twee uur bijvoorbeeld tot vier uur werd verlengd in de gemeente Anderlecht;**

**Dat de duur van de beperking dus kan worden vastgelegd op basis van een onderzoek en een overleg met de buurtbewoners en handelaars;**

**Gelet op het feit dat de beperking van de parkeermogelijkheid in de tijd voor niet-buurtbewoners dezen ertoe verplicht een beroep te doen op de pendelparkings (Stalle of Audi) of het openbaar vervoer;**

**Gelet op het feit dat de instelling van blauwe zones 's avonds tijdens evenementen in Vorst Nationaal en in het Marienstadion de facto parkeerplaatsen zal vrijmaken voor de buurtbewoners;**

**Gelet op de cijfers van parking.brussels in ruimere zin, die aantonen dat groene zones niet meer opbrengen dan blauwe zones;**

**Dat amper 10% van de ontvangsten uit groene zones afkomstig zijn van de parkeerautomaten, ongeveer 80% uit de buurtbewonerskaarten, ongeveer 7% uit retributies en ongeveer 3% uit vrijstellingen (gehandicapte personen, ...);**

**Gelet op de verplichting van de gemeente om zich in overeenstemming te brengen met de gewestelijke ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten;**

**Gelet op het feit dat deze verplichting voor de gemeente Vorst een kans moet vormen om haar parkeerbeleid te evalueren en te herzien, in het voordeel van haar inwoners;**

**Gelet op het feit dat het retributiereglement op 31 december 2019 verstrijkt;**

**Gelet op de noodzaak om het parkeerbeleid te evalueren en te herzien, in overleg met de inwoners en de economische actoren van Vorst;**

**VRAAGT HET COLLEGE VAN BURGEMEESTER EN SCHEPENEN:**

**- samen met parking.brussels de invoering van een blauwe zone 's avonds en op zondag tijdens evenementen in Vorst Nationaal en het Marienstadion te onderzoeken en daarbij verschillende varianten voor te stellen in verband met de te dekken zone, de beperking in de tijd van de mogelijkheid om in een blauwe zone te parkeren, ...;**

**- bredere herzieningsmodellen voor het gemeentelijk parkeerplan voor te stellen teneinde zich in overeenstemming te brengen met de gewestelijke wetgeving, rekening houdend met:  
o de verschillende soorten zones die voorzien worden door de ordonnantie van 22 januari 2009 (blauwe, groene, grijze, oranje, rode en voorbehouden zones);**

o het residentiële karakter van Vorst, een gemeente van de tweede gordel;  
o de noodzaak om de gemeente op het vlak van de haar handelszaken te doen heropleven;

- overleg te organiseren met de inwoners en de economische actoren, zowel aangaande de oplossing voor de overlast verbonden met Vorst Nationaal en het Marienstadion als over de algemenere herziening van het gemeentelijk parkeerplan;

- aan het begin van het laatste tertaal van 2019 een wijziging voor te stellen in het gemeentelijke parkeerplan opdat dit daarna breed kan worden gecommuniceerd aan de inwoners en opdat dit op 1 januari 2020, d.w.z. de dag na het verstrijken van het huidige parkeerreglement, in werking kan treden.

**Stemming op het oorspronkelijke voorstel:**

**34 stemmers: 12 negatieve stemmen, 22 negatieve stemmen.**

**Non : Séverine De Laveleye, Stéphane Roberti, Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Quartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Marc-Jean Ghysse, Nadia El Yousfi, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Anne Noémie Rakovsky, Catherine Suzanne Jacqueline Beauthier, Caroline Dupont, Mustapha Al Masude.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

19 **Interpellation - Le chantier Willemen de la rue du Dries (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal).**

### **Interpellation concernant le chantier Willemen de la rue du Dries**

Lors du conseil communal du 26 février dernier, un groupement de citoyens est venu exprimer ses doutes et sa colère face à la gestion du projet immobilier géré par la société Willemen sur le terrain situé rue de Dries.

Il était alors question notamment de savoir si le projet était périmé ou pas au moment où l'entrepreneur a entamé son chantier.

Lors d'un courrier adressé aux riverains, l'échevin de l'urbanisme a précisé que le permis n'était pas périmé au moment où les travaux ont commencé et que la nature des travaux entamés était conforme au prescrit du CoBAT. Par contre, ces travaux entamés avant le 9/2, date de l'expiration du permis, ont été entamés sans autorisation de la commune et ont fait l'objet d'un PV d'infraction...

Mon interpellation visera à disposer d'une information à jour sur l'état du dossier et savoir si :

- le permis est bien confirmé dès lors qu'il se fonde sur des travaux préparatoires ayant fait l'objet d'un PV d'infraction ;
- le gestionnaire du chantier a bien informé le Collège des Bourgmestre et Echevins de son

intention de commencer le chantier rue du Dries 8 jours avant le début des travaux, condition imposée par le permis d'urbanisme. Dans l'affirmative, pourriez-vous en communiquer la preuve ?

- le gestionnaire de chantier a bien demandé à temps l'autorisation de raboter d'1m10 le trottoir pair de la rue du Dries ce 5 mars 2019. Dans l'affirmative, pourriez-vous en communiquer la preuve ?

---

**Interpellatie - De werf Willemen in de Driesstraat (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid).**

**Interpellatie betreffende de werf-Willemen in de Driesstraat**

Tijdens de gemeenteraad van 26 februari jl. heeft een groep burgers uiting gegeven aan haar twijfels en woede omtrent het beheer van het vastgoedproject beheerd door de vennootschap Willemen op het terrein in de Driesstraat.

Toen was er onder meer sprake van te weten te komen of het project op het ogenblik toen de aannemer zijn werkzaamheden aanvatte verjaard was of niet.

In een brief gericht aan de buurtbewoners heeft de Schepen van Stedenbouw verduidelijkt dat de vergunning op het ogenblik dat de werkzaamheden aangevat werden niet verjaard was en dat de aard van de aangevatte werkzaamheden in overeenstemming met het BWRO is. Daartegenover staat dat deze voor 9/2 – de datum van het verstrijken van de vergunning – aangevatte werkzaamheden aangevat werden zonder de toelating van de Gemeente en het voorwerp hebben uitgemaakt van een pv van overtreding ...

Mijn interpellatie beoogt het verkrijgen van up-to-date informatie over de staat van het dossier en te weten te komen of:

- de vergunning wel degelijk conform is, gegeven het feit dat ze gebaseerd is op de voorbereidende werkzaamheden die het voorwerp hebben uitgemaakt van een pv van overtreding;
- de werfbeheerder het College van Burgemeester en Schepenen wel degelijk 8 dagen voor het begin van de werkzaamheden op de hoogte heeft gebracht van zijn voornemen om de werkzaamheden in de Driesstraat aan te vatten, wat een voorwaarde is die door de stedenbouwkundige vergunning wordt opgelegd. Zo ja, kunt u ons er het bewijs van bezorgen?
- of de werfbeheerder wel degelijk tijdig de toestemming heeft gevraagd om het voetpad aan de even kant van de Driesstraat op 5 maart 2019 met 1m10 te verkleinen. Zo ja, kunt u ons er het bewijs van bezorgen?

**Monsieur Loewenstein**

**Lors du Conseil communal du 26 février dernier, un groupement de citoyens est venu exprimer ses doutes et sa colère face à la gestion du projet immobilier géré par la société Willemen sur le terrain situé rue du Dries.**

**Il était alors question notamment de savoir si le projet était périmé ou pas au moment où**

**l'entrepreneur a entamé son chantier. Lors d'un courrier adressé aux riverains, l'échevin de l'urbanisme a précisé que le permis n'était pas périmé au moment où les travaux ont commencés et que la nature des travaux entamés était conforme au prescrit du COBAT. Par contre, ces travaux entamés avant le 9/2, date de l'expiration du permis, ont été entamés sans autorisation de la commune et ont fait l'objet d'un PV d'infraction...**

**Mon interpellation visera à disposer d'une information à jour sur l'état du dossier et à savoir si :**

- le permis est bien confirmé dès lors qu'il se fonde sur des travaux préparatoires ayant faits l'objet d'un PV d'infraction ;**
- le gestionnaire du chantier**
- le gestionnaire de chantier**

**Monsieur Mugabo :**

**Je ne vais pas refaire tout l'historique du dossier puisque tous les membres de cette assemblée étaient en copie d'un mail reprenant les éléments permettant d'appréhender ce dossier dans toute sa complexité.**

**Toutefois pour contextualiser brièvement, le COBAT (le code d'aménagement du territoire), en son article 101, stipule que : « [...] le permis est périmé si, dans les deux années de sa délivrance, le titulaire n'a pas entamé sa réalisation de façon significative ou, [...] s'il n'a pas commencé les travaux d'édification du gros-œuvre »**

**L'élément déterminant dans ce dossier qui a occupé les services communaux dès l'entame des activités sur ce site, le 29 janvier dernier, était, d'une part, de distinguer les éléments constitutifs d'une éventuelle péremption du permis et, d'autre part, les critiques relatives au non-respect de certaines de ses conditions.**

**Il s'agit là, en effet, de deux problématiques bien distinctes puisque la question de la péremption est liée, non pas à ces conditions, mais à l'entame des travaux dits « de gros œuvre ».**

**A cet égard, les services communaux devaient donc juger si les actes posés, avant le 9 février, pouvaient être considérés comme « étant des travaux d'édification du gros œuvre ».**

**Comme dans tout dossier de ce genre, avant d'inculper un contrevenant présumé, on l'auditionne et lui oppose les éléments juridiques à notre disposition. Lors de cette audition, le promoteur a fourni des réponses se fondant sur une doctrine et une jurisprudence qui semblent faire autorité pour ce type de gros chantier et qui disent en substance ceci : que tous les travaux préparatoires visant à assurer la stabilité de la future construction (travaux de terrassement du site, d'assainissement du sol, de protection du site, etc.) peuvent être considérés comme des travaux de gros œuvre.**

**Partant de cette justification et n'ayant pas d'autres éléments juridiques à y opposer, il ne nous est pas possible de décréter la péremption des permis sur la base de l'art. 101 du COBAT.**

**En revanche, et cela répond à votre première question, puisque les actes posés avant le 7/02/2019 (date à laquelle le permis chantier a été octroyé) peuvent être considérés comme un début de chantier effectif et pas uniquement des actes préparatoires à un début de chantier (qui eux ne nécessitent pas un permis chantier), il a été demandé aux services communaux concernés de dresser un PV pour infraction. Il revient au parquet ou au collège de l'environnement , de déterminer la sanction qu'il estime juste.**

**Pour répondre à vos autres questions :**

- 1. Oui le promoteur avait bien signalé dans les temps son intention de débiter des travaux.  
La preuve vous a d'ailleurs été envoyée par mail.**
- 2. Concernant l'occupation de la voirie ; l'entrepreneur n'était effectivement pas autorisé à**

le faire. Les services communaux lui ont immédiatement signifié, suite à votre message, et sommé de se mettre en règle, conformément à l'article 6 du Règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction. Il devra donc s'acquitter de cette taxe (à compter de la durée où l'occupation a débuté et durant toute la durée de celle-ci).

Vos autres questions n'étaient pas dans l'interpellation soumise au Collège donc je n'ai pas de réponse ici avec moi. Je n'ai pas préparé ces réponses, mais cela répond en grosse partie. Demain je vous envoie tout par mail.

**Monsieur Loewenstein :**

Pour ce qui concerne les questions auxquelles il y a pas de réponse, je pensais que vous connaissiez le dossier et donc les réponses. Mais j'attends vos mails de réponses. C'est important d'en avoir. Et j'aimerais revenir sur ma première question : Le permis a pu être confirmé sur base de travaux qui ont été exécutés et ces travaux on fait l'objet d'un PV d'infraction ? Est ce qu'on peut se prévaloir d'un droit ( à savoir que le permis reste valable) sur base d'une infraction qui a été constatée ? C'est là clairement ma question.

**Monsieur Mugabo :**

L'infraction a été constatée et le PV a été rédigé et est envoyé au Parquet.

Le PV d'infraction porte sur le fait que des travaux ont commencé avant la date du 7/02/2019.

Pour avoir un permis de chantier, il faut remplir un certain nombre de documents. A partir du moment où ces documents sont remis, le demandeur reçoit son permis de chantier et c'est ce qui a été fait le 07/02/2019

Les travaux ont commencé avant cette date.

**Monsieur Loewenstein :**

Son permis d'urbanisme reste valable parce qu'il a fait des travaux, mais ces travaux ont été faits en infraction...

Je ne suis pas satisfait de la réponse, pourquoi on laisse perdurer un permis qui est fondé sur une infraction.

**De heer Loewenstein**

Tijdens de Gemeenteraad van 26 februari jl. heeft een groep burgers uiting gegeven aan haar twijfels en woede omtrent het beheer van het vastgoedproject beheerd door de vennootschap Willemen op het terrein in de Driesstraat.

Toen was er onder meer sprake van te weten te komen of het project op het ogenblik toen de aannemer zijn werkzaamheden aanvatte verjaard was of niet. In een brief gericht aan de buurtbewoners heeft de Schepen van Stedenbouw verduidelijkt dat de vergunning op het ogenblik dat de werkzaamheden aangevat werden niet verjaard was en dat de aard van de aangevatte werkzaamheden in overeenstemming met het BWRO is. Daartegenover staat dat deze voor 9/2 – de datum van het verstrijken van de vergunning – aangevatte werkzaamheden aangevat werden zonder de toelating van de Gemeente en het voorwerp hebben uitgemaakt van een pv van overtreding ...

Mijn interpellatie beoogt het verkrijgen van up-to-date informatie over de staat van het dossier en te weten te komen of:



- de vergunning wel degelijk conform is, gegeven het feit dat ze gebaseerd is op de voorbereidende werkzaamheden die het voorwerp hebben uitgemaakt van een pv van overtreding;
- de werfbeheerder het College van Burgemeester en Schepenen wel degelijk 8 dagen voor het begin van de werkzaamheden op de hoogte heeft gebracht van zijn voornemen om de werkzaamheden in de Driesstraat aan te vatten, wat een voorwaarde is die door de stedenbouwkundige vergunning wordt opgelegd. Zo ja, kunt u ons er het bewijs van bezorgen?
- of de werfbeheerder wel degelijk tijdig de toestemming heeft gevraagd om het voetpad aan de even kant van de Driesstraat op 5 maart 2019 met 1m10 te verkleinen. Zo ja, kunt u ons er het bewijs van bezorgen?

**De heer Mugabo:**

Ik zal heel de geschiedenis van het dossier niet opnieuw vertellen, aangezien alle leden van deze vergadering in kopie waren geplaatst van een mail met alle elementen die in staat stellen dit dossier in al zijn complexiteit te bevatten.

Om echter kort de context te schetsen: het BWRO (het wetboek van ruimtelijke ordening) bepaalt in zijn artikel 101 het volgende: “[...] De vergunning vervalt indien de vergunninghouder binnen twee jaar na afgifte niet duidelijk met de verwezenlijking van de vergunning van start is gegaan of [...] niet met de ruwbouw is begonnen [...]”

Het doorslaggevend element in dit dossier, dat de gemeentediensten sinds het begin van de activiteiten op deze site, 29 januari jl., heeft beziggehouden, was enerzijds de constitutieve elementen van een eventueel verval van de vergunning te onderscheiden en anderzijds de kritiek in verband met de niet-naleving van bepaalde voorwaarden van deze vergunning.

Het gaat hier immers om twee erg verschillende problematieken, aangezien de kwestie van het verval niet aan deze voorwaarden verbonden is, maar aan het begin van de zogenaamde ruwbouwwerken.

In dit verband zouden de gemeentediensten dus moeten beoordelen of wat er voor 9 februari werd gedaan beschouwd zou kunnen worden als ruwbouwwerken.

Zoals in elk dergelijk dossier moeten we iemand die van een overtreding verdacht wordt aanhoren en confronteren met de juridische elementen waar we over beschikken. Tijdens dit verhoor heeft de promotor antwoorden geleverd op basis van een rechtsleer en een jurisprudentie die voor dit soort grote bouwplaatsen gezaghebbend zijn en die in essentie het volgende zeggen: dat alle voorbereidende werkzaamheden met het oog op het garanderen van de stabiliteit van de toekomstige constructie (grondwerken, bodemsanering, bescherming van de site ...) beschouwd mogen worden als ruwbouwwerken.

Vertrekkende van deze verantwoording en zonder andere juridische elementen die we daartegen kunnen inbrengen, konden wij de vergunning niet vervallen verklaren op basis van art. 101 van het BWRO.

Daarentegen, en daarmee beantwoord ik uw eerste vraag, is het zo dat, aangezien de daden die voor 7/02/2019 (de datum waarop de bouwplaatsvergunning werd afgeleverd) werden gesteld, beschouwd mogen worden als een daadwerkelijke begin van werkzaamheden en niet enkel als voorbereidende daden voor een begin van werkzaamheden (waarvoor geen bouwplaatsvergunning vereist is). De gemeentediensten werden gevraagd een pv voor overtreding op te stellen. Het is de taak van het parket of het milieucollege om de volgens hen correcte sanctie te bepalen.

**Om op uw andere vragen te antwoorden:**

- 1. Ja, de promotor had zijn voornemen om met de werkzaamheden te beginnen wel degelijk tijdig gemeld. Het bewijs werd u trouwens per e-mail doorgestuurd.**
- 2. Wat de inname van de weg betreft: de aannemer had inderdaad geen toelating om dit te doen. De gemeentediensten hebben hem dit onmiddellijk na uw bericht gemeld en hebben hem aangemaand zich naar de regel te voegen, conform artikel 6 van het belastingreglement op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van het oprichten van gebouwen. Hij zal deze heffing dus moeten betalen (vanaf het ogenblik van het begin van de inname en gedurende de hele duur hiervan).**

**Aangezien uw andere vragen niet in de interpellatie zaten die aan het College werd voorgelegd, beschik ik nu niet over de antwoorden. Ik heb deze vragen niet voorbereid, maar hiermee zouden ze grotendeels beantwoord moeten zijn. Morgen stuur ik u alles door per mail.**

**De heer Loewenstein:**

**Wat de vragen waar ik geen antwoord over hebben gekregen betreft: ik dacht dat u het dossier en dus ook de antwoorden kende. Maar ik wacht op uw mail met de antwoorden. Het is belangrijk ze te hebben. En ik zou willen terugkomen op mijn eerste vraag: kon de vergunning worden bevestigd op basis van de uitgevoerde werkzaamheden en hebben deze werkzaamheden het voorwerp van een pv van overtreding uitgemaakt?**

**Kan men zich beroepen op een recht (namelijk dat de vergunning geldig blijft) op basis van een overtreding die werd vastgesteld? Daar ligt mijn vraag duidelijk.**

**De heer Mugabo:**

**De overtreding werd vastgesteld en het pv werd opgesteld en naar het parket gestuurd.**

**Het pv van overtreding heeft betrekking op het feit dat de werkzaamheden werden aangevat voor 7/02/2019. Om een bouwplaatsvergunning te krijgen, moet men een aantal documenten invullen. Zodra deze documenten ingediend werden, ontvangt de aanvrager zijn bouwplaatsvergunning en dat gebeurde op 7/02/2019.**

**De werkzaamheden gingen voor deze datum van start.**

**De heer Loewenstein:**

**Zijn stedenbouwkundige vergunning blijft geldig omdat hij werkzaamheden heeft uitgevoerd, maar deze werkzaamheden werden in overtreding uitgevoerd ...**

**Ik ben niet tevreden met het antwoord. Waarom houdt men een vergunning aan die gebaseerd is op een overtreding?**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**20 Interpellation - Le permis d'urbanisme du projet immobilier situé Rue du Dries (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal). (Complémentaire)**

**Interpellation au Collège communal concernant le permis d'urbanisme du projet immobilier situé**

## Rue du Dries

Monsieur le Bourgmestre,

Je souhaite revenir sur un dossier qui a fait l'objet d'une interpellation citoyenne le mois dernier, à savoir la validité ou non du permis d'urbanisme du projet immobilier « Dries/Neerstalle ».

Nous avons eu l'occasion de lire attentivement votre réponse aux arguments étayés des riverains. Pour résumer, vous estimez que le placement de pieux constitue un début de chantier puisqu'il s'agit des fondations de l'immeuble, et que donc le permis n'est pas périmé puisque ces pieux ont été placés avant la date de fin de validité du permis.

Je vous avoue rester perplexe par rapport à cette explication, puisque les pieux qui ont été placés ne sont pas les fondations de l'immeuble, mais uniquement des pieux de protection de la maison voisine !

Pouvez-vous donc nous donner les raisons précises qui vous ont poussé à estimer que ce permis d'urbanisme n'est pas périmé et que le chantier peut donc se poursuivre sans problème ?

N'est-ce pas une occasion gâchée alors qu'il y avait clairement une opportunité, même si les experts étaient partagés sur les aspects juridiques du dossier, de demander que le projet soit revu pour augmenter les espaces verts sur le site et limiter sa densité ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken

---

**Interpellatie - De stedenbouwkundige vergunning voor het vastgoedproject in de Driesstraat (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadsled) (Aanvullend)**

**Interpellatie van het gemeentelijke College betreffende de stedenbouwkundige vergunning voor het vastgoedproject in de Driesstraat**

Geachte heer burgemeester,

Ik wens terug te komen op een dossier dat vorige maand het voorwerp heeft uitgemaakt van een burgerinterpellatie, namelijk het al dan niet geldig zijn van de stedenbouwkundige vergunning voor het vastgoedproject 'Dries/Neerstalle'.

We kregen de gelegenheid uw antwoord op de argumenten van de buurtbewoners aandachtig te lezen. Samengevat bent u van oordeel dat de plaatsing van palen het begin van een bouwplaats vormt, aangezien het om de funderingen van het gebouw gaat, en dat de vergunning niet verlopen is aangezien deze palen geplaatst werden voor de datum waarop de geldigheid van de vergunning verviel.

Ik bekken dat ik door deze uitleg verbouwereerd ben, aangezien de geplaatste palen niet de funderingen van het gebouw zijn, maar enkel palen ter bescherming van het aanpalende huis!

Kunt u me dus de precieze redenen geven die u gebracht hebben tot het oordeel dat deze stedenbouwkundige vergunning niet verlopen is en dat de werkzaamheden dus zonder probleem

kunnen doorgaan?

Wordt er hier geen kans verspild aangezien er duidelijk een gelegenheid was – ook al waren de verdeling van de experten verdeeld over de juridische aspecten van het dossier – om de herziening van het project te vragen, teneinde de groene ruimten op de site uit te breiden en haar dichtheid te beperken?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken

**Monsieur Hacken :**

**Nous avons eu l'occasion de lire attentivement votre réponse aux arguments étayés des riverains. Pour résumer, vous estimez que le placement de pieux constitue un début de chantier puisqu'il s'agit des fondations de l'immeuble, et que donc le permis n'est pas périmé puisque ces pieux ont été placés avant la date de fin de validité du permis.**

**Je vous avoue rester perplexe par rapport à cette explication. Puisque les pieux qui ont été placés ne sont pas les fondations de l'immeuble, mais uniquement des pieux de protection de la maison voisine !**

**Pouvez-vous donc nous donner les raisons précises qui vous ont poussé à estimer que ce permis d'urbanisme n'est pas périmé et que le chantier peut donc se poursuivre sans problème ?**

**N'est-ce pas une occasion gâchée alors qu'il y avait clairement une opportunité, même si les experts étaient partagés sur les aspects juridiques du dossier, de demander que le projet soit revu pour augmenter les espaces verts sur le site et limiter sa densité ?**

**Monsieur Mugabo :**

**Bien que vous ayez lu attentivement le courrier envoyé aux riverains, je pense que vous ne l'avez pas très bien compris.**

**Comme je viens de l'expliquer, une doctrine et une jurisprudence qui semblent faire autorité pour ce type de gros chantier, disent en substance que tous les travaux préparatoires visant à assurer la stabilité de la future construction (travaux de terrassement du site, d'assainissement du sol, de protection du site, etc.) peuvent être considérés comme des travaux de gros œuvre.**

**Notre interprétation ne se fonde donc pas sur les pieux dont vous parlez mais sur l'ensemble des travaux préparatoires. Partant de cette justification et n'ayant pas d'autres éléments juridiques à y opposer, il ne nous est pas possible de décréter la péremption des permis sur la base de l'art. 101 du COBAT.**

**Enfin, quant à l'opportunité de revoir de fond en comble ce projet, cette opportunité existait jusqu'au 29 janvier 2016, date à laquelle la Ministre du Logement et de l'Environnement, la Ministre pour laquelle vous travaillez, Monsieur le Conseiller, a octroyé le permis d'environnement au promoteur suite à deux recours successifs du promoteur allant ainsi à rebours de la décision initialement prise par l'administration régionale.**

**Monsieur Hacken :**

**De quels travaux parlez-vous quand vous parlez de ces travaux de protection et même de protection de site, de sécurisation ?**

**De quoi parlez-vous car il n'y a rien eu d'autre, qu'est ce qui a eu d'autre comme travaux qui font que le permis est pas périmé ?**

**Monsieur Mugabo :**

**Les travaux préparatoires visant assurer la stabilisation, donc les travaux de terrassement suffisent pour que le chantier soit considéré comme gros œuvre.**

**Madame Michaux :**

**On a compris ça, on vous demande concrètement quels travaux ont été faits.**

**Madame De Laveleye :**

**On a acté, il y aura pas d'autre réponse à ce stade.**

**Monsieur Hacken :**

**On entend votre doctrine, mais il y a rien eu pendant les 2 ans, je ne comprends toujours pas pourquoi la commune peut dire que les travaux ont commencés.**

**Monsieur Mugabo :**

**Il y a eu des actes qui ont été posés à partir du 29 janvier, dont les travaux de terrassement et d'autres éléments aussi. Tous les travaux préparatoires exactement comme défini dans la doctrine.**

**De heer Hacken:**

**We kregen de gelegenheid uw antwoord op de argumenten van de buurtbewoners aandachtig te lezen. Samengevat bent u van oordeel dat de plaatsing van palen het begin van een bouwplaats vormt, aangezien het om de funderingen van het gebouw gaat, en dat de vergunning niet verlopen is aangezien deze palen geplaatst werden voor de datum waarop de geldigheid van de vergunning verviel.**

**Ik beken verbouwereerd te staan door deze uitleg. Aangezien de geplaatste palen niet de funderingen van het gebouw zijn, maar enkel palen ter bescherming van het aanpalende huis! Kunt u me dus de precieze redenen gegeven die u gebracht hebben tot het oordeel dat deze stedenbouwkundige vergunning niet verlopen is en dat de werkzaamheden dus zonder probleem kunnen doorgaan?**

**Wordt er hier geen kans verspild aangezien er duidelijk een gelegenheid was – ook al waren de verdeling van de experten verdeeld over de juridische aspecten van het dossier – om de herziening van het project te vragen, teneinde de groene ruimten op de site uit te breiden en haar dichtheid te beperken?**

**De heer Mugabo:**

**Hoewel u de brief aan de buurtbewoners aandachtig heeft gelezen, denk ik dat u hem niet goed heeft begrepen.**

**Zoals ik zonet heb uitgelegd, zeggen een rechtsleer en een jurisprudentie die voor dit soort grote bouwplaatsen gezaghebbend zijn in essentie het volgende: dat alle voorbereidende werkzaamheden met het oog op het garanderen van de stabiliteit van de toekomstige constructie (grondwerken, bodemsanering, bescherming van de site ...) beschouwd mogen worden als ruwbouwwerken.**

**Onze interpretatie is dus niet gebaseerd op de palen waar u over spreekt, maar op alle**

voorbereidende werkzaamheden. Vertrekkende van deze verantwoording en zonder andere juridische elementen die we daartegen kunnen inbrengen, konden wij de vergunning niet vervallen verklaren op basis van art. 101 van het BWRO.

Tot slot, wat de mogelijkheid van een volledige herziening van dit project betreft, dit kon tot 29 januari 2016, de dag waarop de Minister van Huisvesting en Leefmilieu, de Minister waar u voor werkt, geachte raadslid, de stedenbouwkundige vergunning aan de promotor heeft toegekend, na twee opeenvolgende beroepsprocedures van de promotor tegen de oorspronkelijke beslissing van het gewestbestuur.

**De heer Hacken:**

**Over welke werkzaamheden heeft u het wanneer u het over beschermingswerken en zelfs bouwplaatsbeschermings-, beveiligingswerken heeft?**

**Waarover spreekt u, aangezien er niets anders was? Welke andere werkzaamheden werden er uitgevoerd, waardoor de vergunning niet vervallen is?**

**De heer Mugabo:**

**De voorbereidende werkzaamheden om de stabilisering te garanderen, dus de grondwerken, volstaan om de bouwplaats als ruwbouw te beschouwen.**

**Mevrouw Michaux:**

**Dat hebben we begrepen. We vragen u welke werkzaamheden er concreet werden uitgevoerd.**

**Mevrouw De Laveleye:**

**We hebben er akte van genomen; in dit stadium zal er geen ander antwoord komen.**

**De heer Hacken:**

**We wachten op uw rechtsleer, maar gedurende de 2 jaar was er niets; ik begrijp nog steeds niet hoe de gemeente kan zeggen dat de werkzaamheden werden aangevat.**

**De heer Mugabo:**

**Er werden daden gesteld vanaf 29 januari, waaronder de grondwerken en ook andere elementen. Alle voorbereidende werkzaamheden, exact zoals bepaald in de rechtsleer.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

*David Liberman quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Samir Ahrouch quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

**21 Interpellation - L'avenir du site situé au 35 rue Meyerbeer (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal).**

**Interpellation concernant l'avenir du site situé au 35 rue Meyerbeer**

La Villa Danckaert et son jardin situé dans son prolongement au 33 de la rue Meyerbeer sont classés. Quant au reste du site, au coin de la rue de la Mutualité et de la rue Meyerbeer (n°35), il a déjà fait l'objet de plusieurs projets immobiliers. Et l'auteur de projet a dû revoir ses copies notamment pour

respecter les gabarits.

Une nouvelle demande de permis est mise à l'enquête publique jusqu'au 7 mars 2019 et la commission de concertation est prévue ce 26 mars. Cette demande de permis d'urbanisme et d'environnement vise à détruire la maison sise au 35 de la rue Meyerbeer, construire 39 logements répartis en deux immeubles avec un espace pour profession libérale et un parking souterrain de 41 places, abattre 29 arbres à haute tige et restaurer une partie du jardin de l'hôtel Danckaert classé.

Les habitants du quartier ont lancé dernièrement une pétition pour le classement total du site et donc plus seulement de la Villa et son jardin si au numéro 33. Selon mes informations, cette demande de classement complémentaire serait irrecevable au motif qu'une demande similaire a été traitée en 2016 par le Gouvernement bruxellois.

Il n'en demeure pas moins que les habitants sont inquiets pour leur quartier et le devenir de ce site.

Vu que le Collège semble vouloir freiner la construction de nouveaux logements à Forest et préserver les espaces verts, j'aimerais connaître votre position par rapport à ce dossier.

- Quelle est la position du Collège par rapport à ce dossier ? Est-il d'accord que l'on construise à cet endroit ? A-t-il un autre projet d'équipement d'intérêt collectif par exemple à faire valoir ?
- Concernant la procédure en cours : Combien de réclamations ont été introduites auprès de la commission de concertation ? Quelles ont été les objections des riverains et, surtout, les réponses de la commission de concertation et de la commune ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Xavier JANS  
Conseiller communal DÉFI

---

### **Interpellatie - De toekomst van de site gelegen Meyerbeerstraat 35 (op vraag van Mijnheer Jans, gemeenteraadslid).**

#### **Interpellatie betreffende de toekomst van de site gelegen Meyerbeerstraat 35**

De Villa Danckaert en zijn tuin gelegen in het verlengde ervan in de Meyerbeerstraat 33 zijn geklasseerd. De rest van de site, op de hoek van de Onderlinge Bijstandstraat en de Meyerbeerstraat (nr. 35), heeft reeds het voorwerp uitgemaakt van meerdere vastgoedprojecten. En de projectontwerper heeft zijn kopieën moeten herzien ondermeer om de bouwprofielen te respecteren.

Een nieuwe vergunningsaanvraag wordt onderworpen aan een openbaar onderzoek tot 7 maart 2019 en de overlegcommissie is voorzien op 26 maart aanstaande. Deze aanvraag voor stedenbouwkundige en milieuvergunning beoogt de afbraak van het huis gelegen Meyerbeerstraat 35, de bouw van 39 woningen verdeeld over twee woongebouwen met een ruimte voor vrij beroep en een ondergrondse parking met 41 plaatsen, het vellen van 29 hoogstammige bomen en de restauratie van een deel van de tuin van het geklasseerde huis Danckaert.

De inwoners van de wijk zijn onlangs gestart met een petitie voor de volledige bescherming van de site en dus niet meer van alleen de Villa en zijn tuin gelegen op nummer 33. Volgens mijn inlichtingen zou deze aanvraag tot bijkomende bescherming onontvankelijk zijn omwille van de reden dat er in

2016 een gelijkaardige aanvraag behandeld werd door de Brusselse Regering.

Dit neemt niet weg dat de bewoners ongerust zijn over hun wijk en de toekomst van deze site.

Overwegende dat het College de bouw van nieuwe woningen in Vorst lijkt te willen afremmen en de groene ruimte wenst te behouden, zou ik uw standpunt willen kennen ten opzichte van dit dossier.

- Wat is het standpunt van het College ten opzichte van dit dossier? Gaat het ermee akkoord om op deze plek te bouwen? Heeft het bijvoorbeeld een ander project van uitrusting van collectief belang dat het kan laten gelden?

- Betreffende de lopende procedure: Hoeveel bezwaarschriften werden er ingediend bij de overlegcommissie? Wat waren de bedenkingen van de buurtbewoners en, vooral, de antwoorden van de overlegcommissie en van de gemeente?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Xavier JANS  
Gemeenteraadslid DÉFI

**Monsieur Mugabo :**

**Une des toutes premières décisions prises par ce nouveau collège, lors de sa première séance du 20 décembre dernier, a été de nous adjoindre à la demande de l'extension du classement, lancée par les habitants.**

**Cette demande n'ayant pu aboutir, le Collège a décidé, en séance du 14 mars dernier, de rentrer une demande auprès des autorités régionales afin que la partie non-classée du jardin soit inscrite sur la liste de sauvegarde. Il s'agit d'une mesure de protection un peu moins contraignante que le classement à proprement parler, mais qui permet toutefois de préserver les qualités patrimoniales de ce site.**

**Je pense que ces deux décisions se suffisent à elles-mêmes pour éclairer quant à la position du Collège dans ce dossier.**

**Concernant le projet à qui était soumis à enquête publique :**

- 1. Nous avons enregistré 208 réclamations**
- 2. La Commission de Concertation a remis un avis.**
- 3. Quant au Collège, il a jusqu'au 7 avril pour remettre un avis. Je peux d'ores et déjà vous dire que l'avis qui sera remis sera un avis défavorable.**

**Monsieur Jans :**

**Si c'est classé, avez-vous un autre objectif ? Allons-nous faire autre chose de ce jardin ? Un parc ?**

**Monsieur Mugabo :**

**Le jardin est un terrain privé qui appartient à une personne qui peut l'utiliser comme bon vouloir, comme tout terrain privé. Notre objectif est de protéger ce patrimoine végétal, c'est pour cela qu'on a fait une demande auprès des autorités régionales pour que ce site soit inscrit sur la liste de sauvegarde.**



**Madame Huytebroeck :**

Si tous les partis Forestois qui sont présents ici appuient certaines demandent, peut-être qu'on pourra y arriver à la Région. Mais la réponse vient de la Région. De multiples interpellations ont été faites au niveau régional que ce soit Madame Teitelbaum du côté du MR ou moi par rapport à ce site. On sait tous que la demande de classement de ce jardin a été refusée par la Région il y a 2 ans, il n'a été classé qu'une partie du jardin et de la maison. La commune qui a toujours été cohérente a demandé maintenant de l'inscrire sur la liste de sauvegarde. Il y a un patrimoine qui est végétal mais aussi un patrimoine mobilier et ça appartient à un privé. La commune ne peut pas faire ce qu'elle veut, la seule solution ce serait que la Région rachète. Si nous sommes tous d'accord de proposer à la Région de racheter le terrain et la maison pour faire un musée du patrimoine, il faudra alors que la Région débourse une grosse somme.

**Monsieur Pierre De-Permentier :**

J'allais proposer la même chose, et aussi voir si il y a moyen de se mettre autour de la table et de demander au Gouvernement Bruxellois de classer le site.

**Monsieur Loewenstein :**

Ce serait bien d'expliquer aux citoyens ce qu'est la sauvegarde par rapport au classement.

**Monsieur Mugabo :**

Ce sont des raisons de protection. Quand un bien est classé, il peut bénéficier d'un nombre de subsides, de soutien régional pour le maintenir dans un état convenable alors que pour un bien qui est sur la liste de sauvegarde il n'y a pas cette possibilité d'obtenir des subsides. C'est compliqué de déclasser un bien qui est classé mais c'est facile de sortir un bien qui est dans la liste de sauvegarde.

**De heer Mugabo:**

Een van de allereerste beslissingen die dit nieuwe College heeft genomen, tijdens zijn eerste zitting op 20 december jl., was om ons te scharen achter de aanvraag tot uitbreiding van de bescherming die door de bewoners werd gelanceerd.

Aangezien deze aanvraag niet tot een resultaat kon leiden, heeft het College in zijn zitting van 14 maart jl. beslist een nieuwe aanvraag in te dienen bij de gewestelijke overheden opdat het niet-beschermde deel van de tuin opgenomen wordt op de bewaarlijst. Het gaat op een minder dwingende beschermingsmaatregel dan de eigenlijke bescherming, maar die niettemin in staat stelt de erfgoedkwaliteiten van deze site te vrijwaren;

Ik denk dat beide beslissingen als dusdanig volstaan om het standpunt van het College over dit dossier te verduidelijken.

Wat betreft het project dat voor openbaar onderzoek werd voorgelegd:

1. we hebben 208 klachten ontvangen.
2. De Overlegcommissie heeft een advies uitgebracht.
3. Wat het College betreft: dat heeft tot 7 april de tijd om een advies uit te brengen. Ik kan u nu al zeggen dat dit een ongunstig advies zal zijn.

**De heer Jans:**

Indien het beschermd is, heeft u een andere doelstelling? Wat anders zullen we van deze tuin

maken? Een park?

**De heer Mugabo:**

De tuin is een privéterrein dat aan iemand toebehoort die het kan gebruiken zoals hem goeddunkt, net als ieder privéterrein. Onze bedoeling is dit plantaardig erfgoed te beschermen. Daarom hebben we een aanvraag ingediend bij de gewestelijke overheden opdat deze site op de bewaarlijst wordt opgenomen.

**Mevrouw Huytebroeck:**

Als alle hier aanwezige Vorstse partijen bepaalde verzoeken steunen, kunnen we dit misschien bij het Gewest bereiken. Maar het antwoord komt van het Gewest. Het gewestelijke niveau werd verschillende keren over deze site geïnterpelleerd, zowel door mevrouw Teitelbaum van de MR als door mijzelf. We weten allemaal dat de aanvraag tot bescherming van deze site twee jaar geleden door het Gewest werd geweigerd; enkel een deel van de tuin en van het huis werd beschermd. De gemeente is steeds coherent geweest en heeft nu gevraagd ze op te nemen op de bewaarlijst. Er is een plantaardig erfgoed, maar ook een vastgoederfgoed, en dat behoort toe aan een privépersoon. De gemeente mag niet doen wat ze wil; de enige oplossing zou zijn dat het Gewest het koopt. Indien we het er allemaal over eens zijn om het Gewest voor te stellen het terrein en het huis te kopen om er een erfgoedmuseum van te maken, moet het Gewest een flink bedrag neertellen.

**De heer Pierre-De Permentier:**

Ik ging hetzelfde voorstellen en ook zien of het mogelijk is rond de tafel te zitten en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering te vragen de site te beschermen.

**De heer Loewenstein:**

Het zou goed zijn mochten we de burgers uitleggen waarin bewaring verschilt van bescherming.

**De heer Mugabo:**

Het gaat om de redenen tot bescherming. Wanneer een goed beschermd is, kan het genieten van een aantal subsidies, van gewestelijke steun voor het behoud in een fatsoenlijke staat, terwijl een goed op de bewaarlijst niet over deze mogelijkheid tot het verkrijgen van subsidies beschikt. Het is ingewikkeld de bescherming van een goed ongedaan te maken, maar eenvoudig een goed van de bewaarlijst te halen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Samir Ahrouch entre en séance / treedt in zitting.*

---

22 **Interpellation - L'engagement d'accueillants de garderie (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal).**

### **Interpellation concernant l'engagement d'accueillants de garderie**

Lors de sa réunion du 7 février, le collège a pris la décision d'engager 6 agents pour exercer la fonction d'accueillants de garderie.

Sans remettre en cause la nécessité de bien encadrer les enfants fréquentant les garderies, j'aimerais

savoir :

- ce qui justifie l'engagement de ces 6 agents, pourquoi 6 et pas 3 ou 12 ;
- leur mission ;
- le nombre total de garderies gérées et d'accueillants de garderie financés par la commune ;
- ainsi que l'impact budgétaire de ces 6 décisions.

Je vous remercie,

ML.

---

**Interpellatie - De aanwerving van opvangwerkers (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid).**

**Interpellatie betreffende de aanwerving van kinderopvangwerkers**

Tijdens zijn vergadering van 7 februari heeft het college beslist om 6 beambten aan te werven om de functie van kinderopvangwerkers uit te oefenen.

Zonder de noodzaak in vraag te stellen van de goede begeleiding van de kinderen die naar de opvang komen, zou ik willen weten:

- wat de aanwerving van deze 6 beambten rechtvaardigt, waarom 6 en niet 3 of 12;
- hun opdracht;
- het totale aantal opvangdiensten beheerd en kinderopvangwerkers gefinancierd door de gemeente;
- alsook de begrotingsimpact van deze 6 beslissingen.

Ik dank u,

ML

**Monsieur Loewenstein**

**Lors de sa réunion du 7 février, le Collège a pris la décision d'engager 6 agents pour exercer la fonction d'accueillants de garderie.**

**Cette décision a été prise suite à un report de ces engagements décidé lors du Collège précédent, à savoir, celui du 31 janvier.**

**Elle fait surtout suite à la mise en continuation d'un point abordé lors d'une réunion du Collège d'août dernier lors de laquelle il avait été demandé d'engager des accueillants de garderie pour garantir un meilleur encadrement des enfants.**

A l'époque, l'impact budgétaire de la décision était de 200.000€ et je ne trouvais personnellement pas correct de prendre une telle décision à un mois et demi des élections alors que le manque d'accueillants constatés à l'époque n'était pas nouveau et que, même si la situation est compliquée pour les services, il ne me semblait pas responsable de prendre la décision à ce moment, sans étudier les alternatives.

Sans remettre en cause la nécessité de bien encadrer les enfants fréquentant les garderies, j'avais alors posé la question de savoir si l'on pouvait faire un benchmarking des situations des garderies et de l'organisation du pool des accueillants dans des communes comparables à Forest pour vérifier si la proposition d'engagement de l'époque se justifiait, s'il y avait moyen de s'inspirer des bonnes pratiques d'autres communes pour améliorer le déploiement des accueillants sur le terrain, compte tenu du turnover important dans ce service.

Par mon interpellation du jour, j'aimerais donc savoir :

1. ce qui justifie l'engagement de ces 6 agents : est-ce que le benchmarking demandé a bien été réalisé ? Si oui, quelles communes ont été contactées, quelles en ont été les conclusions ?
2. quelle sera la mission de ces 6 nouveaux accueillants ? Seront-ils affectés à une garderie ? Tourneront ils ?
3. Quel est le nombre total de garderies gérées par la commune et le nombre d'accueillants de garderie financés par la commune ?
4. Quelle est l'impact budgétaire de ces 6 engagements ?

**Madame De Ridder :**

Je vous remercie, Monsieur Loewenstein, pour l'intérêt que vous manifestez vis-à-vis de la politique d'accueil dans nos écoles communales. L'accueil extrascolaire est l'une des priorités de ma mandature.

**1. Mission :**

Comme l'indique leur nom, les accueillant(e)s accueillent les enfants le matin avant les cours (de 7h à 8h20), le midi durant la pause déjeuner (de 12h40 à 14h20) et le soir (de 15h20 à 17h45) dans nos écoles communales. Ils et elles veillent à réserver un accueil convivial aux enfants et aux parents, à assurer le rôle de courroie de transmission entre les parents et l'équipe pédagogique, au bien-être et à la sécurité des enfants. Ils organisent aussi des activités variées durant les temps libres.

Par ailleurs, d'autres tâches leur sont attribuées en-dehors de leur mission première :

- remplacement des institutrices absentes (10 institutrices sur 12 implantations en moyenne par jour)
- encadrement des repas (postes à pourvoir démultipliés car le nombre d'enfants est très élevé et que l'infrastructure de certaines écoles ne permet pas de les rassembler dans un seul local).
- encadrement des excursions et classes de dépaysement, du cours de natation, ou même du cours de gymnastique (école Arc en Ciel par exemple qui ne possède pas de gymnase in situ)
- soutien à l'institutrice dans les classes d'accueil quand il n'y a pas de puéricultrice - surveillance de l'étude quand pas d'étude dirigée
- Dans le cadre de l'intégration des enfants handicapés à l'enseignement ordinaire (depuis 2 ou 3

ans), les écoles spécialisées ont vu augmenter leur besoin de personnel accueillant (et encadrant) : la tendance (qui ne fera que se renforcer avec le pacte d'excellence) est que les enfants qui ont des problèmes légers intègrent de plus en plus les écoles ordinaires et ne restent que les cas les plus lourds dans les écoles spécialisées. Pour maintenir le chiffre de la population dans ces écoles-là, nécessité d'inscrire de nouveaux élèves (cas lourds selon la logique expliquée précédemment).  
- dans les écoles spécialisées, les accueillants viennent en renfort des enseignants dans les classes.

**2. Nombre total de garderies gérées par la commune et d'accueillants de garderie financés par la commune:**

**11 garderies : 1 par école + académie**

**L'administration compte 96 accueillants différents mais, ne comptent que 69,3 unités au cadre.**

**3. Justification de l'engagement de 6 accueillants supplémentaires lors du collège du 7 février :**

- La recommandation de l'ONE est de tendre vers 1 accueillant pour encadrer 18 enfants. Le nombre d'élèves au 15/01/2019 : 2417, soit 1 accueillant pour 25 élèves.

- Or, il y a beaucoup d'absences (maladie, formation,...) et toutes ne font pas l'objet d'un remplacement. Le taux d'encadrement réel est donc bien plus faible.

→ Pour que ce problème soit géré dans chaque école en interne, il a été décidé en octobre 2018 d'engager un mi-temps supplémentaire dans chaque école.

Trouver ce personnel prend du temps. 4 des 10 écoles ont bénéficié de ce 1/2 temps dès septembre/octobre (sous le précédent collège). En février, il restait donc 6 garderies à pourvoir. Par ailleurs une réflexion est planifiée avec les accueillantes pour lutter contre l'absentéisme et mûrir les garanties d'un accueil qualitatif qui contribue au bien-être de tous dans les écoles.

**4. Impact budgétaire :**

**Environ 17.700 € par an, par accueillant.**

**Monsieur Loewenstein :**

**A quelle mission sont destinées les 10 personnes ?**

**Et concernant le benchmarking ?**

**Madame Moens :**

**Pendant les vacances d'été nous avons commencé le travail mais c'est extrêmement difficile d'avoir des réponses des autres communes.**

**Monsieur Loewenstein :**

**Si vous avez engagé et que ça fonctionne, c'est très bien, mais c'est un budget conséquent. Le métier de garderie est difficile, toutes les semaines on a des remplacements, mais justement pour ça, ça vaut la peine d'approfondir la chose pour améliorer l'organisation interne pour faciliter la vie de ce personnel.**

**Madame De Ridder :**

**Les 10 engagements, c'est pour renforcer chaque équipe dans chaque école pour qu'ils puissent en interne résoudre les problèmes de l'absentéisme. C'est plus efficace que les engagement volants. Je suis préoccupée par cette problématique, renforcer l'accueil extrascolaire et lui donner ces lettres**

d'or. Il y a une réflexion déjà entamée pour mettre en place un dispositif permettant de lutter au mieux contre l'absentéisme mais aussi de garantir la qualité de l'accueil de l'extrascolaire. Et dans cet objectif, la démarche que vous me proposez c'est celle que je suis, j'ai déjà rencontré d'autres échevins pour parler de cette réalité.

**De heer Loewenstein**

Tijdens zijn vergadering van 7 februari heeft het College beslist om 6 beambten aan te werven om de functie van kinderopvangwerkers uit te oefenen.

Deze beslissing werd genomen na een uitstel van deze aanwervingen, beslist tijdens het vorige College, namelijk dat van 31 januari.

Dit is vooral het antwoord op de voortzetting van een punt dat tijdens een collegevergadering van augustus jl. werd aangesneden, toen gevraagd werd kinderopvangwerkers aan te werven om een betere begeleiding van de kinderen te garanderen.

Destijds bedroeg de budgettaire impact van de beslissing € 200.000 en persoonlijk vond ik het niet correct om een dergelijke beslissing anderhalve maand voor de verkiezingen te nemen, terwijl het destijds vastgestelde tekort aan kinderopvangwerkers niet nieuw was en dat, hoewel deze toestand voor de diensten ingewikkeld is, het me onverantwoordelijk leek de beslissing dan te nemen, zonder de alternatieven te onderzoeken.

Zonder de noodzaak om kinderen in de kinderopvangvoorzieningen goed te begeleiden in vraag te willen stellen, heb ik toen de vraag gesteld of we konden overgaan tot een benchmarking van de toestanden in de kinderopvangvoorzieningen en de organisatie van een pool van kinderopvangwerkers in met Vorst vergelijkbare gemeenten, om na te gaan of het toenmalige voorstel tot aanwerving verantwoord was, of het mogelijk was inspiratie te putten uit de goede praktijken van andere gemeenten om de spreiding van de kinderopvangwerkers op het terrein te verbeteren, gelet op het aanzienlijke personeelsverloop in deze dienst.

Via mijn interpellatie van vandaag wens ik te weten te komen:

1. wat de aanwerving van deze 6 personeelsleden verantwoordt: werd de gevraagde benchmarking uitgevoerd? Zo ja, welke andere gemeenten werden er gecontacteerd, welke conclusies werden hieruit getrokken?
2. wat de opdracht van deze 6 nieuwe kinderopvangwerkers zal zijn. Zullen ze worden toegewezen aan een kinderdagverblijf? Zullen ze roteren?
3. wat het totale aantal opvangdiensten die beheerd worden en het aantal kinderopvangwerkers die gefinancierd worden door de gemeente is.
4. wat de begrotingsimpact van deze 6 aanwervingen is?

**Mevrouw De Ridder:**

Ik dank u, mijnheer Loewenstein, voor de belangstelling die u toont voor het opvangbeleid in onze gemeentescholen. Buitenschoolse opvang is een van de prioriteiten van mijn mandaatsperiode.

**1. Opdracht:**

Zoals hun naam het aangeeft, vangen de opvangwerk(st)ers de kinderen 's ochtends voor de lessen (van 7u tot 8u20), 's middags tijdens de middagpauze (van 12u40 tot 14u20) en 's avonds (van 15u20 tot 17u45) op in onze gemeentescholen. Ze zorgen voor het behoud van een gezellige opvang voor de kinderen en voor de ouders, om een doorgeefluik te zijn tussen de ouders en het pedagogische team, voor het welzijn en de veiligheid van de kinderen. Ook organiseren ze gevarieerde activiteiten tijdens de vrije ogenblikken.

Daarnaast worden er hun ook andere taken toegewezen, buiten hun hoofdtaak:

- vervanging van de afwezige onderwijzeressen (dagelijks gemiddeld 10 onderwijzeressen in 12 vestigingen);
- omkadering van de maaltijden (verveelvoudigd aantal te voorziene posten, aangezien het aantal kinderen zeer hoog is en de infrastructuur van sommige scholen het niet mogelijk maakt ze allemaal in één lokaal te verzamelen);
- omkadering van de uitstapjes en buitenklassen, van de zwemlessen of zelfs de turnlessen (de school Arc-En-Ciel beschikt in situ niet over een turnzaal);
- ondersteuning van de onderwijzeres in de onthaalklassen wanneer er geen kleuterleidster aanwezig is - toezicht op de studie wanneer er geen geleide studie is;
- in het kader van de integratie van de gehandicapte kinderen in het gewone onderwijs (sinds 2 of 3 jaar), is de behoefte aan opvang- (en begeleidings)personeel gestegen: de tendens (die met het pact voor excellentieonderwijs enkel zal toenemen) is dat kinderen met lichte problemen steeds meer naar gewone scholen gaan en dat enkel de zwaarste gevallen in de gespecialiseerde scholen blijven. Om het bevolkingsaantal in die scholen te handhaven, is er een noodzaak om nieuwe leerlingen in te schrijven (zware gevallen volgens de zonet uitgelegde logica).
- in de gespecialiseerde scholen versterken de opvangwerkers de onderwijzers in de klas.

2. Totaal aantal opvangdiensten die beheerd worden en kinderopvangwerkers die gefinancierd worden door de gemeente:

11 kinderopvangvoorzieningen 1 per school + academie

Het bestuur beschikt over 96 verschillende kinderopvangwerksters, maar slechts 69,3 eenheden in het kader.

3. Verantwoording van de aanwerving van 6 bijkomende opvangwerksters tijdens het college van 7 februari:

- Het ONE beveelt aan naar 1 opvangwerker per 18 kinderen te gaan. Het aantal leerlingen op 15/01/2019: 2417, dat wil zeggen 1 opvangwerker per 25 leerlingen.

- Maar er zijn veel afwezigheden (ziekte, vorming ...) en deze maken niet allemaal het voorwerp uit van een vervanging. Het reële aantal begeleiders ligt dus aanzienlijk lager.

→ Opdat iedere school dit probleem intern beheert, werd in oktober 2018 beslist in elke school een bijkomende halftijdse kracht aan te werven.

Dit personeel vinden neemt tijd in beslag. 4 van de 10 scholen konden vanaf september/oktober (onder het vorige college) van deze halftijdse kracht gebruikmaken. In februari moesten er dus nog 6 opvangvoorzieningen worden toegerust.

Bovendien staat er een reflectie met de opvangwerkers gepland om de strijd aan te binden tegen absentisme en de waarborgen voor een kwaliteitsvolle opvang die bijdraagt aan het welzijn in alle scholen te doen rijpen.

#### 4. Weerslag op de begroting:

Jaarlijks ongeveer € 17.700 per opvangwerker.

De heer Loewenstein:

Voor welke taak zijn deze 10 personen bestemd?

En quid de benchmarking?

Mevrouw Moens:

Tijdens de vakantie zijn aan dit werk begonnen, maar het is zeer moeilijk om van de andere gemeenten antwoorden te krijgen.

De heer Loewenstein:

Indien u heeft aangeworven en dit werkt, is dat zeer goed, maar het gaat om een aanzienlijk budget. Het vak van opvangwerker is moeilijk; iedere week zijn er vervangingen. Maar net daarom loont het de moeite de zaak uit te diepen om de interne organisatie te verbeteren, om het leven van deze personeelsleden te vergemakkelijken.

Mevrouw De Ridder:

De 10 aanwervingen dienen ter versterking van ieder team in iedere school, opdat ze de absenteïsme problemen intern kunnen oplossen. Dat is veel doeltreffender dan wisselende aanwervingen. Ik ben ten eerste in beslag genomen door deze problematiek: de buitenschoolse opvang versterken en adelbrieven geven. Er werd reeds begonnen na te denken over de instelling van een systeem om het absenteïsme beter te bestrijden maar ook om de kwaliteit van de buitenschoolse opvang te garanderen. Met die doelstelling volg ik de aanpak die u me voorstelt; ik heb reeds ontmoetingen gehad met andere schepenen om het over deze realiteit te hebben.

*1 annexe / 1 bijlage*

- 
- 23 **Motion zéro plastique dans les services de l'administration Communale de Forest (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)**

#### MOTION

#### ZERO PLASTIQUE DANS LES SERVICES DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST

Déposée par Marc LOEWENSTEIN (DéFI), Magali PLOVIE (Ecolo), Cédric PIERRE-De PERMENTIER (MR),  
Laurent HACKEN (cdH) et Nadia EL YOUSFI (PS)

LE CONSEIL COMMUNAL DE FOREST,



Vu l'arrêté royal du 25 mars 1999 portant fixation de normes de produits pour les emballages ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 juin 2012 déterminant les règles de mise en œuvre de l'obligation de tri pour les détenteurs de déchets autres que ménagers ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 juin 2012 relative aux déchets ;

Vu la communication de la Commission européenne relative aux emballages et aux déchets d'emballages pour réduire la consommation de sacs en plastique légers à poignées (COM (2013) 0761) ;

Vu la résolution législative du Parlement européen adoptée du 14 mars 2014 sur la proposition de directive ;

Vu la position du Conseil du 4 mars 2015 (COD (2013) 0371) sur la proposition de la Commission relative aux emballages et aux déchets d'emballages pour réduire la consommation de sacs en plastique légers à poignées (COM (2013) 0761) ;

Vu le nouveau Plan de Gestion des Ressources et de Déchets (PGRD) et ses 60 mesures, plan mettant légalement en œuvre la politique régionale des déchets adopté le 22 novembre 2018 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant la problématique mondiale liée à l'utilisation du plastique et aux dégâts environnementaux que celui-ci peut causer ;

Considérant que la lutte contre le dérèglement climatique est devenue une des priorités majeures des citoyens et des citoyennes et que le monde politique doit prendre ses responsabilités à chaque niveau de pouvoir, à commencer par le niveau local ;

Considérant les mesures prises par l'Union européenne de réduction de l'incidence sur l'environnement de certains produits en plastique (plastiques à usage unique et appareils de pêche) suite à l'accord du 19 décembre 2018 entre les États de l'Union européenne et le Parlement européen sur la directive dite « plastiques à usage unique » ;

Considérant que la pollution plastique est extrêmement grave. Elle cause entre autres des vortex de déchets dans les océans, le plus grand faisant 1,6 million de km<sup>2</sup>. Au niveau européen, agir à la source permettrait d'éviter des dommages environnementaux dont le coût d'ici à 2030 s'élèverait à 22 milliards d'euros ;

Considérant qu'aujourd'hui, les sacs et les bouteilles en plastiques forment la majorité de déchets plastiques dans les mers européennes, ils y représentent plus de 70% de l'ensemble des déchets ;

Considérant que chaque année, près de 100 milliards d'unités de sacs en plastiques en poignées sont consommées dans l'Union européenne et que si rien n'est fait ce chiffre est susceptible d'atteindre 111 milliards d'ici 2020 ;

Considérant que chaque Européen utilise en moyenne 200 sacs en plastique en un an et que chaque Belge en consomme 97 par an ;

Considérant que, malgré la hausse du prix des ressources, le taux de recyclage ne serait actuellement

que de 6,6% sans qu'aucune amélioration significative ne soit prévue dans les années à venir ;

Considérant que 39% des sacs en plastique sont incinérés et qu'un sac sur deux finit dans une décharge, risquant de s'envoler et d'atterrir dans l'environnement ;

Considérant l'étude publiée en 2015 par l'Agence nationale australienne pour la science qui conclut que 99% des animaux marins auront ingéré du plastique d'ici 2050 ; que selon l'Institut français de recherche pour le développement, le plastique tue plus d' 1,5 million d'animaux chaque année ;

Considérant que des produits à usage unique comme par exemples les poubelles, les récipients (bouteilles en plastique, etc.), les sacs, le matériel de bureau, les seaux, les outillages, etc. ont une durée de vie limitée et doivent être changés, pour certains, régulièrement ;

Considérant que des alternatives existent aux couverts, assiettes, pailles, mélangeurs, verres en plastique à usage unique qui peuvent être remplacés/fabriqués en matériaux plus durables ;

Considérant que des petites actions au quotidien peuvent modifier les mentalités et faire prendre conscience des risques que, dans ce cas-ci, nous courons et faisons courir du fait de ne pas changer notre comportement ;

Considérant que le tri des déchets est nécessaire à la préservation de la planète et que cela permet de faciliter le recyclage ;

Considérant que des actions concrètes peuvent et doivent être menées au sein de l'administration communale afin de diminuer son empreinte « plastique » en lien avec l'ensemble du personnel ;

Considérant que ces actions doivent être amplifiées pour tendre vers le zéro déchet ;

Considérant qu'en tant qu'acteur public, la commune de Forest dispose d'une responsabilité en matière de lutte contre la prolifération des déchets plastiques ; que la commune doit être acteur du changement, devenir une commune pilote ;

Considérant les recommandations de Bruxelles Environnement<sup>1</sup> à l'égard des commerçants en matière de gestion des déchets ;

Considérant, qu'à cet égard, la Commune de Forest est en train de mettre sur pied un projet pilote « commerces engagés dans la réduction de leur déchets » visant à inciter et accompagner les commerces forestois à tendre vers le zéro déchet ;

Considérant que les services publics, les membres du Collège et du Conseil communal doivent montrer l'exemple ;

Considérant la motion « relative aux engagements locaux en matière de lutte contre les changements climatiques », votée à l'unanimité par le Conseil communal en sa séance du 21 janvier 2019, qui invite, notamment, le Collège des Bourgmestre et des Echevins à « *Inscrire plus fortement l'administration dans la démarche régionale « Entreprise Ecodynamique » visant une éco-gestion, notamment en matière de gestion et prévention des déchets, [...]* » ;

DECIDE :

1. D'inscrire plus fortement l'administration dans la démarche régionale « Entreprise Ecodynamique » visant une éco-gestion, notamment en matière de gestion et prévention des déchets ;
2. De demander aux services compétents d'initier un projet pilote de poubelles à tri sélectif dans l'espace public ;
3. De demander au service communication de la commune d'organiser des campagnes d'information et de sensibilisation du public concernant les incidences néfastes pour l'environnement d'une consommation excessive des produits et des sacs en plastique ;
4. De s'engager durablement dans un processus concret, dans le cadre de la dynamique « Entreprise Ecodynamique » de suppression des objets plastiques au sein de l'administration communale de Forest en prévoyant :
  - a. L'insertion dans les cahiers des charges d'une clause prévoyant l'obligation pour tout soumissionnaire de privilégier une solution éco-responsable pour l'objet en question en lien avec sa production et son « temps de vie » ;
  - b. De désigner un conseiller ou une conseillère au sein de l'administration communale qui soit la personne de référence zéro plastique ;
  - c. La suppression de l'utilisation, au niveau des organes politiques de la commune, de bouteilles en plastique lors de toutes les réunions de ces organes ;
5. De poursuivre le projet « commerces engagés dans la réduction de leur déchets » ;
6. De sensibiliser notamment les écoles, les centres hospitaliers et les centres sportifs à la problématique, de les impliquer dans cette action ; grâce par exemples à la promotion dans les établissements communaux de gourdes réutilisables ou de fontaines à eaux accessibles toute l'année ;
7. Invite les écoles, les centres hospitaliers et les centres sportifs à mettre en œuvre dans les plus brefs délais le plan régional des déchets ;
8. Invite tous les acteurs de la société à mettre en œuvre les mesures-clefs du plan<sup>2</sup> ;
9. D'engager la commune dans ce projet de réduction de la quantité de déchets et d'utilisation de plastique à usage unique lors de tout événement public ;
10. Invite la Ministre fédérale de l'Environnement à revoir l'arrêté royal du 25 mars 1999 portant sur la fixation de normes de produits pour les emballages afin d'interdire les emballages plastiques surtout le territoire de la Belgique ;
11. De demander au Gouvernement fédéral d'agir en concertation avec les Régions pour la concrétisation au niveau de l'ensemble de notre pays des dispositions prévues dans le projet de directive européenne sur les objets en plastique à usage unique ;
12. De transmettre la présente délibération à l'ensemble des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'aux ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Gouvernement fédéral en charge de l'Environnement.

---

<sup>1</sup> Encouragez les clients à emporter leurs sacs réutilisables ou d'autres alternatives. Cela peut se faire de différentes manières:

- N'offrez plus spontanément un sac au client, demandez-lui s'il en a un ;
- Discutez-en avec votre client ;
- Récompensez le client chaque fois qu'il se présente avec son sac dans votre magasin (p. ex. carte de fidélité, système d'épargne, réduction, etc.). Vous pouvez le faire de votre propre initiative ou vous associer avec d'autres commerçants du quartier, etc. ;
- Faites référence à la campagne de communication (articles dans les médias, affiches, etc.) ;
- Si vous faites de la publicité, indiquez dans votre dépliant qu'il faut emporter un sac ;
- Mettez l'affiche et/ou l'autocollant à un endroit bien visible afin que le client s'en rappelle

avant d'entrer dans votre magasin.

<sup>2</sup> Soutenir et accompagner les initiatives citoyennes, associatives et communales du “zéro déchet” via des coachings-formations, des subsides, des outils pédagogiques.

- Dans le secteur commercial, promouvoir l'achat en vrac, la réparation, le réemploi et garantir la mise en œuvre de l'interdiction des sacs plastiques.
- Développer l'éducation à la gestion durable des ressources dans les écoles.
- Diversifier et multiplier les systèmes de collectes assurés par les professionnels de la gestion des déchets afin d'éviter l'incinération des déchets et de favoriser le réemploi et le recyclage.
- Accompagner les entreprises vers le “zéro déchet” via notamment le label “entreprise écodynamique”.
- Financer et accompagner les projets de réemploi et de recyclage des matériaux de construction sur les chantiers.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Motie voor nul plastic in de diensten van het Gemeentebestuur van Vorst (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadsled). (Aanvullend)**

## MOTIE

### NUL PLASTIC IN DE DIENSTEN VAN HET GEMEENTEBESTUUR VAN VORST

Ingediend door Marc LOEWENSTEIN (DéFI), Magali PLOVIE (Ecolo), Cédric PIERRE-De PERMENTIER (MR),  
Laurent HACKEN (cdH) en Nadia EL YOUSFI (PS)

DE GEMEENTERAAD VAN VORST,

Gelet op het koninklijk besluit van 25 maart 1999 houdende bepaling van productnormen voor verpakkingen;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 juni 2012 tot bepaling van de voorschriften voor de tenuitvoerlegging van de sorteerplicht voor houders van afvalstoffen andere dan huishoudelijke;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen;

Gelet op de mededeling van de Europese Commissie betreffende verpakking en verpakkingsafval met het oog op de vermindering van het verbruik van lichte plastic draagtassen (COM (2013) 0761);

Gelet op de Wetgevingsresolutie van het Europees Parlement van 14 maart 2014 over het voorstel van richtlijn;

Gelet op het standpunt van de Raad van 4 maart 2015 (COD (2013) 0371) over het voorstel van de Commissie betreffende verpakking en verpakkingsafval met het oog op de vermindering van het verbruik van lichte plastic draagtassen (COM (2013) 0761);

Gelet op het nieuwe Hulpbronnen- en Afvalbeheerplan (HABP) en zijn 60 maatregelen, een plan dat het gewestelijke afvalbeleid, op 22 november 2018 aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, wettelijk ten uitvoer brengt;

Gelet op de wereldwijde problematiek veroorzaakt door het gebruik van plastic en de bijhorende milieuverontreiniging;

Overwegende dat de strijd tegen de klimaatontregeling een van de grote prioriteiten van de burger is geworden en dat de politieke wereld op elk niveau haar verantwoordelijkheid moet opnemen, te beginnen met het lokale niveau;

Overwegende de maatregelen die de Europese Unie heeft genomen om de milieueffecten van bepaalde plastic producten (plastic producten voor eenmalig gebruik en visvangstapparatuur) te verminderen naar aanleiding van het akkoord van 19 december 2018 tussen de staten van de Europese Unie en het Europees Parlement over de zogenaamde richtlijn "Kunststof voor eenmalig gebruik";

Gezien het feit dat plastic vervuiling zeer ernstig is. Die veroorzaakt onder andere vortexen van afval in de oceanen, waarvan de grootste 1,6 miljoen km<sup>2</sup> is. Op Europees niveau zou actie aan de bron voorkomen dat de milieuschade tegen 2030 22 miljard euro zou kosten;

Overwegende dat plastic draagtassen en flessen tegenwoordig de meerderheid van het plastic in de Europese zeevaten afval uitmaken – ze vertegenwoordigen meer dan 70% van al het afval;

Overwegende dat er in de Europese Unie jaarlijks bijna 100 miljarden eenheden plastic draagtassen gebruikt worden en dat dit aantal tegen 2020 111 miljard dreigt te bedragen;

Overwegende dat elke Europeaan jaarlijks gemiddeld 200 plastic draagtassen gebruikt en dat elke Belg er jaarlijks 97 gebruikt;

Overwegende dat het recyclagepercentage op dit ogenblik, ondanks de stijging van de prijzen van de hulpbronnen, slechts 6,6% bedraagt en dat er in de komende jaren geen significante verbetering wordt verwacht;

Overwegende dat 39% van de plastic draagtassen verbrand wordt en dat een draagtas op twee op een stortplaats belandt, waar ze dreigt weg te vliegen en in de leefomgeving te belanden;

Overwegende de studie die in 2015 gepubliceerd werd door het Australische National Science Agency, waarin wordt geconcludeerd dat 99% van de zeedieren tegen 2050 plastic zal hebben geconsumeerd ; dat volgens het Franse onderzoeksinstituut voor ontwikkeling plastic elk jaar meer dan 1,5 miljoen dieren doodt;

Overwegende dat voorwerpen zoals vuilnisbakken, recipiënten (plastic flessen, enz.), draagtassen, kantormateriaal, emmers, gereedschap, enz. een beperkte levensduur hebben en regelmatig vervangen moeten worden;

Overwegende dat er voor bestek, borden, rietjes, mixers, wegwerpglazen alternatieven bestaan die kunnen worden vervangen/gemaakt van duurzamere materialen;

Overwegende dat kleine daden in het dagelijkse leven de mentaliteiten kunnen veranderen en bewust kunnen maken over de risico's die we nu lopen en doen lopen doordat we ons gedrag niet veranderen;

Overwegende dat het sorteren van afval noodzakelijk is voor de bescherming van de planeet en dit de recyclage vergemakkelijkt;

Overwegende dat er binnen het gemeentebestuur concrete acties kunnen/moeten worden gevoerd om de "plasticafdruk" van het hele personeel te verkleinen;

Overwegende dat deze acties uitgebreid kunnen worden teneinde te streven naar afvalloosheid;

Overwegende dat de Gemeente Vorst als "publieke actor" een verantwoordelijkheid heeft in de strijd tegen de proliferatie van kunststofafval; dat de gemeente een actor van verandering, een pilootgemeente moet worden;

Overwegende de aanbevelingen van Leefmilieu Brussel<sup>[1]</sup> ten aanzien van de handelaars op het vlak van het afvalbeheer;

Overwegende dat de Gemeente Vorst in dat verband een pilootproject inzake 'handelszaken die zich ertoe verbinden hun afvalhoeveelheid in te perken' aan het opzetten is, dat erop gericht is de Vorstse handelszaken aan te sporen om naar afvalloosheid te streven en ze hierin te begeleiden;

Overwegende dat de openbare diensten, de leden van het College en de Gemeenteraad het goede voorbeeld moeten geven;

Overwegende de motie "betreffende de lokale verbintenissen inzake de strijd tegen klimaatverandering", die met eenparigheid van stemmen door de Gemeenteraad werd aangenomen in zijn zitting van 21 januari 2019 en die onder meer het College van Burgemeester en Schepenen aanspoort om "Het bestuur nog sterker in te schrijven in de gewestelijke 'Ecodynamische Onderneming'-benadering die streeft naar ecobeheer, onder meer op het vlak van afvalbeheer en afvalpreventie, [...]";

#### BESLIST:

1. Het bestuur nog sterker in te schrijven in de gewestelijke 'Ecodynamische Onderneming'-benadering die streeft naar ecobeheer, onder meer op het vlak van afvalbeheer en afvalpreventie;
2. De bevoegde diensten te vragen een pilootproject inzake sorteervuilnisbakken in de openbare ruimten op gang te brengen;
3. De communicatiedienst van de gemeente te vragen informatie- en sensibiliseringscampagnes voor het publiek aangaande de nefaste gevolgen voor het leefmilieu van een overmatig gebruik van plastic producten en draagtassen te organiseren;
4. Zich duurzaam te engageren in een concreet proces in het kader van de 'Ecodynamische Onderneming'-dynamiek voor het verdwijnen van plastic voorwerpen in het gemeentebestuur van Vorst door het volgende te voorzien:
  - a. Het opnemen in de bestekken van een clause die elke inschrijver verplicht om te kiezen voor een ecoverantwoordelijke oplossing voor het voorwerp in kwestie, verbonden aan zijn productie en levensduur;
  - b. Binnen het gemeentebestuur een adviseur aan te stellen die zal optreden als referentiepersoon inzake 'nul plastic';

- c. Op het vlak van de politieke organen van de gemeente niet langer plastic flessen te gebruiken tijdens de verschillende vergaderingen van deze organen;
5. Het project inzake 'handelszaken die zich ertoe verbinden hun afvalhoeveelheid in te perken' voort te zetten;
6. Onder meer de scholen, de ziekenhuiscentra en sportcentra te sensibiliseren rond de problematiek, ze bij deze actie te betrekken dankzij bijvoorbeeld de bevordering, binnen de gemeentelijke instellingen, van herbruikbare veldflessen of het hele jaar door toegankelijke drinkfontein;en;
7. De scholen, ziekenhuiscentra en sportcentra te verzoeken het gewestelijke afvalplan zo snel mogelijk ten uitvoer te brengen;
8. Alle spelers van de maatschappij ertoe uit te nodigen de sleutelmaatregelen<sup>[2]</sup> van het plan ten uitvoer te brengen;
9. De gemeente te betrekken bij dit project om de hoeveelheid afval en plastic voor eenmalig gebruik te verminderen bij ieder openbaar evenement;
10. De Federale Minister van Leefmilieu ertoe uit te nodigen het Koninklijk Besluit van 25 maart 1999 houdende bepaling van productnormen voor verpakkingen te herzien teneinde plastic verpakkingen op heel het Belgische grondgebied te verbieden;
11. De Federale Regering te vragen in overleg met de Gewesten op te treden voor de concretisering op het niveau van heel ons land van de bepalingen die voorzien worden in de Europese ontwerpverplichting aangaande plastic voorwerpen voor eenmalig gebruik;
12. Deze beraadslaging over te maken aan alle gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Regering alsook aan de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Federale Regering die met het Leefmilieu belast zijn.

---

<sup>[1]</sup> Moedig de klanten aan om zelf hun eigen herbruikbare zakken of andere alternatieven mee te brengen. Dit kan op verschillende manieren:

- Bied de klant niet meer spontaan een zakje aan, vraag of hij zijn zak bij heeft;
- Praat erover met uw klant;
- Beloon de klant telkens hij met zijn eigen zak komt winkelen (bv. klantenkaart, spaarsysteem, korting,...). Dit kan op uw eigen initiatief, of samen met andere handelaars in uw buurt, ...
- Verwijs naar de communicatiecampagne (artikels in de media, affiches,...);
- Indien u adverteert, vermeld het zelf meebrengen van een zak in uw advertentie/reclame;
- Hang de affiche en/of sticker op op een duidelijk zichtbare plaats, zodat de klant er aan denkt vooraleer hij uw zaak binnen stapt.

<sup>[2]</sup> De "zero afval"-initiatieven van burgers, verenigingen en gemeenten ondersteunen en begeleiden via coaching-opleidingen, subsidies, pedagogische tools.

- In de commerciële sector de aankoop in bulk promoten, net als het herstellen, hergebruiken en waarborgen van de uitvoering van het verbod op plastic wegwerpszakjes.
- De opvoeding tot het duurzame beheer van de natuurlijke rijkdommen in de scholen ontwikkelen.

- De inzamelsystemen die worden verzekerd door de professionals voor afvalbeheer diversifiëren en vermenigvuldigen om de afvalverbranding te voorkomen en het hergebruik en de recyclage te bevorderen.
- De ondernemingen begeleiden naar “zero afval” via onder meer het label “Ecodynamische onderneming”.
- Projecten voor hergebruik en recyclage van bouwmaterialen op werven financieren en begeleiden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

**Monsieur Loewenstein :**

**La problématique mondiale liée à l'utilisation du plastique et aux dégâts environnementaux que celle-ci peut causer est connue.**

**On peut penser à l'impressionnant vortex de déchets situé dans le pacifique ou, à l'opposé, aux micro-plastiques qui peuvent aller jusque dans les aliments et impacter notre santé.**

**Il est absolument nécessaire que les comportements changent et que les pouvoirs publics donnent l'exemple.**

**C'est la raison pour laquelle une motion « zéro plastique dans les services de l'administration commune de Forest » est déposée.**

**Elle s'inspire très largement de la motion votée à l'unanimité au dernier conseil communal d'Uccle.**

**Je tenais ici à remercier l'ensemble des groupes politiques, majorité et opposition, de ce Conseil d'avoir rejoint cette initiative.**

**Cela démontre bien l'importance de l'enjeu c'est important d'être unis pour réduire drastiquement la consommation de plastique.**

**La présente motion vise donc à :**

- 1. inscrire plus fortement l'administration dans la démarche régionale « Entreprise Ecodynamique » visant une éco-gestion, notamment en matière de gestion et prévention des déchets ;**
- 2. demander aux services compétents d'initier un projet pilote de poubelles à tri sélectif dans l'espace public ;**
- 3. demander au service communication de la commune d'organiser des campagnes d'information et de sensibilisation du public concernant les incidences néfastes pour l'environnement d'une consommation excessive des produits et des sacs en plastique ;**



4. **s'engager durablement dans un processus concret, dans le cadre de la dynamique « Entreprise Ecodynamique » de suppression des objets plastiques au sein de l'administration communale de Forest au travers :**
  - a. **des marchés publics**
  - b. **de la désignation d'un conseiller ou une conseillère au sein de l'administration communale qui soit la personne de référence zéro plastique**
  - c. **des petits gestes comme la suppression de l'utilisation, au niveau des organes politiques de la commune, de bouteilles en plastique lors de toutes les réunions de ces organes, ce qui est déjà le cas pour le Conseil communal.**

**Elle vise aussi à :**

5. **poursuivre le projet « commerces engagés dans la réduction de leurs déchets » ;**
6. **sensibiliser notamment les écoles, les centres hospitaliers et les centres sportifs à la problématique et les inviter à mettre en œuvre le plan régional des déchets ;**
7. **engager la commune dans ce projet de réduction de la quantité de déchets et d'utilisation de plastique à usage unique lors de tout événement public ;**

**Enfin, la motion :**

8. **Invite la Ministre fédérale de l'Environnement à revoir l'arrêté royal du 25 mars 1999 portant sur la fixation de normes de produits pour les emballages afin d'interdire les emballages plastiques sur tout le territoire de la Belgique**
9. **Demande d'assurer une concertation entre les différents niveaux de pouvoir.**

**Madame Huytebroeck :**

**Pouvons-nous communiquer si nous votons tous aujourd'hui sur le fait que nous adoptons cette motion, qui sera votée je l'espère à l'unanimité. A force de vouloir déposer des choses, on loupe certaines motions plus importantes.**

**Monsieur Loewenstein :**

**L'objectif de cette initiative est de la faire connaître et d'en faire quelque chose de positif et de le faire savoir aux Forestois, on peut proposer d'avoir un communiqué commun qui puisse mettre en avant cette proposition.**

**Madame Koplowicz**

**Je souhaite aussi rejoindre les signatures.**

**De heer Loewenstein:**

**De wereldwijde problematiek veroorzaakt door het gebruik van plastic en de bijhorende milieuverontreiniging is bekend.**

**We kunnen daarbij denken aan de plasticsoep in de Stille Zuidzee of daarentegen het microplastic dat tot in onze voeding kan kruipen en onze gezondheid kan beïnvloeden.**

**Het is absoluut noodzakelijk het gedrag te veranderen en dat de overheden het goede voorbeeld geven.**

**Daarom wordt er een motie voor ‘nul afval in de diensten van het gemeentebestuur van Vorst’ ingediend.**

**Deze is in ruime mate geïnspireerd door de motie die met eenparig van stemmen werd aangenomen tijdens de jongste zitting van de gemeenteraad van Ukkel.**

**Ik sta erop hierbij alle politieke fracties, zowel meerderheid als oppositie, van deze Raad te bedanken omdat ze zich achter dit initiatief hebben geschaard.**

**Dit toont duidelijk het belang van deze uitdaging aan: het is belangrijk de handen in elkaar te slaan om het plasticverbruik drastisch te verminderen.**

**Het doel van motie nota is dus om:**

- 1. het bestuur nog sterker in te schrijven in de gewestelijke ‘Ecodynamische Onderneming’-benadering die streeft naar ecobeheer, onder meer op het vlak van afvalbeheer en afvalpreventie;**
- 2. de bevoegde diensten te vragen een pilootproject inzake sorteervuilnisbakken in de openbare ruimten op gang te brengen;**
- 3. de communicatiedienst van de gemeente te vragen informatie- en sensibiliseringscampagnes voor het publiek aangaande de nefaste gevolgen voor het leefmilieu van een overmatig gebruik van plastic producten en draagtassen te organiseren;**
- 4. zich duurzaam te engageren in een concreet proces in het kader van de ‘Ecodynamische Onderneming’-dynamiek voor het verdwijnen van plastic voorwerpen in het gemeentebestuur van Vorst via:**
  - a. de overheidsopdrachten;**
  - b. de aanstelling binnen het gemeentebestuur van een adviseur die zal optreden als referentiepersoon inzake ‘nul plastic’;**

- c. **kleine gebaren zoals het afschaffen van het gebruik, op het niveau van de politieke organen van de gemeente, van plastic flessen tijdens de vergaderingen van deze organen, wat reeds het geval is voor de Gemeenteraad.**

**Ze streeft er ook naar :**

5. **het project inzake ‘handelszaken die zich ertoe verbinden hun afvalhoeveelheid in te perken’ voort te zetten;**
6. **onder meer de scholen, ziekenhuiscentra en sportcentra te sensibiliseren rond te problematiek en te verzoeken het gewestelijke afvalplan zo snel mogelijk ten uitvoer te brengen;**
7. **de gemeente te betrekken bij dit project om de hoeveelheid afval en plastic voor eenmalig gebruik te verminderen bij ieder openbaar evenement.**

**Tot slot nodigt de motie**

8. **de Federale Minister van Leefmilieu ertoe uit het Koninklijk Besluit van 25 maart 1999 houdende bepaling van productnormen voor verpakkingen te herzien teneinde plastic verpakkingen op heel het Belgische grondgebied te verbieden;**
9. **en vraagt ze te zorgen voor een overleg tussen de verschillende beleidsniveaus.**

**Mevrouw Huytebroeck:**

**Kunnen we meedelen indien we vandaag allemaal stemmen over het feit dat we deze motie, die naar ik hoop unaniem zal worden aangenomen, aannemen? Door aanhoudend zaken te willen indienen, zien we bepaalde belangrijkere moties over het hoofd.**

**De heer Loewenstein:**

**De doelstelling van dit initiatief is ze bekend te maken, er iets positiefs van te maken en dit bekend te maken bij alle Vorstenaren. We kunnen een gemeenschappelijk communiqué voorstellen om dit voorstel in de schijnwerpers te stellen.**

**Mevrouw Klopkowicz:**

**Ook ik wens dit te ondertekenen.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

24 **Motion relative au projet de modification du Journal communal (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal). (Complémentaire)**

**Motion relative au projet de modification du Journal communal**

déposée par : M. Cédric Pierre-De Permentier

LE CONSEIL COMMUNAL DE FOREST,

Considérant que la Déclaration de Politique Générale souhaite revoir l'organisation du Journal communal ;

Considérant que plusieurs formations politiques souhaitent que le contenu soit dépolitisé et laisse davantage d'espace aux informations citoyennes et aux initiatives locales ;

Considérant que la politique doit être plus horizontale et participative ;

Considérant que Forest a fait de la participation citoyenne une priorité ;

Considérant que Forest compte un Cercle d'histoire, de nombreuses associations et clubs sportifs, athlètes, artisans et artistes de talent, ainsi que de nombreux citoyens engagés pour leur commune ;

DECIDE :

1. De revoir l'organisation du Journal communal d'ici au 1er janvier 2020 ;
2. De créer un groupe de travail composé des chefs de groupe, ou de leur délégué, chargé de formuler des pistes originales pour revoir l'organisation du Journal communal ;
3. D'inviter les Forestois à participer à cette réflexion sous la forme d'un bulletin-retour, mail ou boîte à idées ;
4. De mettre en place une structure indépendante des services communaux qui sera chargé de la rédaction du Journal communal, et dont le comité de rédaction sera composé d'une faible proportion d'élus locaux <sup>[1]</sup>, de membres du service info, et de représentants d'associations actives sur le territoire forestois ;
5. De supprimer toute tribune et photographie politique ;
6. Pour mettre en valeur nos artistes, que la mise en page sera confiée à des dessinateurs et caricaturistes forestois ;
7. Dans une optique participative, que les associations et les Forestois soient invités à proposer des articles au comité de Rédaction qui sera chargé de la sélection de ceux-ci ;
8. Qu'un concours sera organisé pour décider d'un nom plus actuel ;

9. Dans une optique environnementaliste et actuelle, de proposer une newsletter par voie électronique afin de diminuer la consommation de papier et des encres d'impression. Tout en conservant un tirage papier plus limité.

---

[\[1\]](#) Un membre par groupe politique

Le point est reporté.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Motie betreffende het project tot wijziging van het gemeentelijke infoblad (op vraag van Mijnheer Pierre-De Permentier, gemeenteraadsled). (Aanvullend)**

**Motie betreffende het project tot wijziging van het gemeentelijke infoblad**

ingediend door: dhr. Cédric Pierre-De Permentier

DE GEMEENTERAAD VAN VORST,

Overwegende dat de Algemene Beleidsverklaring de organisatie van het gemeentelijke infoblad wenst te herzien;

Overwegende dat verschillende politieke formaties wensen dat de inhoud gedepolitiseerd wordt en meer ruimte overlaat voor burgerinformatie en voor lokale initiatieven;

Overwegende dat het beleid horizontaler en participatiever moet zijn;

Overwegende dat Vorst van burgerparticipatie een prioriteit maakt;

Overwegende dat Vorst een heemkundige kring, talrijke verenigingen en sportclubs, atleten en talentvolle ambachtslieden en kunstenaars telt, alsook talrijke burgers die zich voor hun gemeente inzetten;

BESLIST:

1. De organisatie van het gemeentelijke infoblad tegen 1 januari 2020 te herzien;
2. Een werkgroep op te richten, bestaande uit de fractieleiders of hun afgevaardigden, belast met het formuleren van originele denksporen voor de herziening van de organisatie van het gemeentelijke infoblad ;
3. De Vorstenaren uit te nodigen om aan dit denkproces deel te nemen door middel van een invulformulier, e-mail of een ideeënbus;
4. Een structuur op te zetten die, los van de gemeentediensten, belast zal zijn met de opstelling van het gemeentelijke infoblad en waarvan het redactiecomité zal bestaan uit een gering aantal plaatselijke verkozenen [\[1\]](#), uit leden van de informatiedienst en uit vertegenwoordigers van verenigingen die op het grondgebied van Vorst actief zijn;

5. Alle politieke tribunes en foto's van politici te verwijderen;
6. Om onze kunstenaars tot hun recht te laten komen, zal de opmaak toevertrouwd worden aan Vorstse tekenaars en karikaturisten;
7. Dat de verenigingen en de Vorstenaren, in een participatieve optiek, uitgenodigd worden artikels in te dienen bij het Redactiecomité, dat belast zal zijn met de selectie van deze artikels;
8. Dat er een wedstrijd georganiseerd zal worden om een eigentijdsere naam te kiezen;
9. Vanuit een milieubewuste en eigentijdse optiek een elektronische nieuwsbrief aan te bieden teneinde het verbruik van papier en drukinkt te beperken, waarbij er een kleinere papieren oplage behouden blijft.

---

[\[1\]](#) Een lid per politieke fractie

Het punt wordt verdaagd.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

**Monsieur Pierre-De Permentier demande de reporter son interpellation.**

**De heer Pierre-De Permentier vraagt het uitstel van zijn interpellatie.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Michael Francis Van Vlasselaer quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

25 **Interpellation - Les fréquents dépôts clandestins devant la crèche Mallemuis, Avenue Van Volxem (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

**Interpellation au Collège communal concernant les fréquents dépôts clandestins devant la crèche Mallemuis, Avenue Van Volxem**

Monsieur le Bourgmestre,

Les responsables de la crèche Mallemuis, mais aussi les parents et leurs enfants, doivent trop souvent pénétrer dans la crèche en traversant une petite montagne de déchets ou de meubles abandonnés. La configuration de la voirie devant la crèche semble « inciter » les inciviques à abandonner là fréquemment leurs immondices.

La voirie est régionale, chacun en est bien conscient, et les services de l'ABP passe quand ils le peuvent pour enlever tout cela. Vos services sont bien conscients du problème également puisqu'on m'a confirmé qu'ils viennent parfois pour essayer d'infliger des amendes administratives.

Rien n'y fait jusqu'à présent. Le Bourgmestre honoraire m'avait signalé en septembre dernier que ce site était retenu parmi les sites à surveiller par les caméras mobiles dont la commune a fait l'acquisition récemment.

Est-ce toujours le cas ? Ces caméras mobiles sont-elles opérationnelles aujourd'hui, et ont-elles déjà été placées sur l'Avenue Van Volxem ? Quel bilan en tirez-vous ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Interpellatie - Het regelmatige sluikstorten voor kinderdagverblijf Mallemuis, Van Volxemlaan (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadsled) (Aanvullend)**

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

**Monsieur Hacken :**

**Les responsables de la crèche Mallemuis, mais aussi les parents et leurs enfants, doivent trop souvent pénétrer dans la crèche en traversant une petite montagne de déchets ou de meubles abandonnés. La configuration de la voirie devant la crèche semble « inciter » les inciviques à abandonner à fréquemment leurs immondices.**

**La voirie est régionale, chacun en est bien conscient, et les services de l'ABP passent quand ils le peuvent pour enlever tout cela. Vos services sont bien conscients du problème également puisqu'on m'a confirmé qu'ils viennent parfois pour essayer d'infliger des amendes administratives.**

**Rien n'y fait jusqu'à présent. Le Bourgmestre honoraire m'avait signalé en septembre dernier que ce site était retenu parmi les sites à surveiller par les caméras mobiles dont la commune a fait l'acquisition récemment.**

**Est-ce toujours le cas ? Ces caméras mobiles sont-elles opérationnelles aujourd'hui, et ont-elles déjà été placées sur l'Avenue Van Volxem ? Quel bilan en tirez-vous ?**

**Monsieur Tahri :**

**Je vous confirme que le site de la crèche est bien repris dans les points noirs de la commune. Elle fera donc partie des zones reprises pour les caméras, qui ne sont pas encore en notre possession pour le moment, il y a un retard dans la livraison, il y a des difficultés avec les fournisseurs, notamment le dispositif des surveillances et les batteries n'étaient pas aux normes. J'ai demandé au service de profiter de cette attente pour déjà analyser le plan d'action à mettre en place, de renforcer l'équipe communale, de faire des formations et actes administratives supplémentaires. Conscient du problème, je vous assure qu'on essaye d'intervenir au mieux. Avec mon service on essaye d'organiser des planques en attendant que les caméras soit opérationnelles.**

**De heer Hacken:**

De verantwoordelijken van kinderdagverblijf Mallemuis, maar ook de ouders en hun kinderen, moeten zich, wanneer zij het kinderdagverblijf willen betreden, al te vaak een weg banen door een kleine berg afval of achtergelaten meubelen. De configuratie van de weg voor het kinderdagverblijf lijkt de ouders “ertoe aan te zetten” hun huisvuil daar regelmatig achter te laten.

Het gaat om een gewestweg, dat weet iedereen wel, en de diensten van het ANB komen wanneer ze dat kunnen langs om dit allemaal weg te halen. Ook uw diensten zijn zich bewust van het probleem, aangezien men mij heeft bevestigd dat ze soms langsgaan om te proberen administratieve sancties op te leggen.

Tot nu toe helpt niets. De ereburgemeester heeft me afgelopen september gemeld dat deze site geselecteerd werd als site die die bewaakt moest worden met de mobiele camera's die de gemeente onlangs heeft aangekocht.

Is dit nog steeds het geval? Zijn deze mobiele camera's tegenwoordig operationeel en werden ze reeds in de Van Volxemlaan geplaatst? Welke balans maakt u ervan op?

**De heer Tahri:**

Ik bevestig dat de site van het kinderdagverblijf wel degelijk is opgenomen bij de zwarte punten van de gemeente. Ze zal dus deel uitmaken van de geselecteerde zones voor camera's, die voorlopig nog niet in ons bezit zijn. De levering heeft vertraging opgelopen; er zijn problemen met de leveranciers; onder meer het bewakingssysteem en de batterijen waren niet in overeenstemming met de normen. Ik heb de dienst gevraagd van deze wachttijd gebruik te maken om het in te stellen actieplan al te analyseren, het gemeentelijke team te versterken, vormingen te volgen en bijkomende administratieve akten te stellen. Ik ben me bewust van het probleem en verzeker u dat we proberen zo goed mogelijk tussen te komen. Samen met mijn dienst probeer ik observaties in verdeckte opstelling te organiseren in afwachting tot de camera's operationeel zijn.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

26 **Interpellation - Avenir du projet de la SLRB sur le plateau de la Grappe (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale) (Complémentaire)**

Interpellation au Conseil Communal du 26/03/2019

Objet : Avenir du projet de la SLRB sur le plateau de la Grappe

Un projet de la SLRB sur le plateau de la Grappe porte sur la construction de 37 logements sociaux en 2 immeubles à appartements. Ce projet qui nécessite l'abattage de 78 arbres a suscité inquiétude et émoi auprès des riverains.



Le 24/10/2017, la Commission de concertation a émis un avis favorable, sous conditions, telles une demande de plans modifiés. Il semble que le Collège de l'époque n'a pas émis d'avis étant hors délai. Quant au permis d'urbanisme, il a été délivré en septembre 2018.

Le 14 janvier 2019, le collège a envoyé un courrier à l'Alliance bruxelloise coopérative (SISP) marquant son inquiétude quant à l'abattage prévu de 78 arbres et demande au minimum de trouver le moyen de ne pas procéder à cet abattage, et à défaut d'autre solution de renoncer purement et simplement à ce projet à cet endroit, et de construire les 37 logements ailleurs à Forest.

Mes questions seront les suivantes :

- Avez-vous obtenu une réponse à ce courrier ?
- Pourquoi ce courrier a-t-il été envoyé à la SISP Alliance bruxelloise coopérative alors que l'auteur du projet est la SLRB ?
- Le permis d'urbanisme ayant été délivré, quel intérêt y a-t-il à envoyer un tel courrier présent ?
- Quel impact pourra donc avoir l'envoi de ce courrier sur l'exécution du projet en cause ?
- Un recours a-t-il été intenté par les riverains contre ce projet ?

Dominique Goldberg  
Conseillère communale DéFI

---

**Interpellatie - Toekomst van het project van de BGHM op het Trosplateau (op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Interpellatie van de Gemeenteraad van 26/03/2019

Betreft: Toekomst van het project van de BGHM op het Trosplateau

Aangaande het Trosplateau heeft de BGHM een project dat betrekking heeft op de bouw van 37 sociale woningen en 2 flatgebouwen. Dit project, waarvoor er 78 bomen moeten worden omgehakt, heeft bij de buurtbewoners bezorgdheid en opschudding gewekt.

Op 24/10/2017 heeft de Overlegcommissie een gunstig advies uitgebracht, onder bepaalde voorwaarden, waaronder de vraag om gewijzigde plannen. Het lijkt erop dat het toenmalige College geen advies heeft uitgebracht wegens buiten de geijkte termijn. Wat de stedenbouwkundige vergunning betreft: die werd uitgereikt in september 2018.

Op 14 januari 2019 heeft het College een brief gestuurd naar de Alliantie van de Brusselse Coöperatieven (OVM), waarin het zijn bezorgdheid uitspreekt over het voorziene omhakken van 78 bomen en vraagt minstens een manier te vinden om niet over te gaan tot dit omhakken en, in het geval er geen andere oplossing wordt gevonden, eenvoudigweg af te zien van dit project op deze plek en de 37 woningen elders in Vorst te bouwen.

Mijn vragen zullen de volgende zijn:

- Heeft u een antwoord op deze brief ontvangen?

- Pourquoi werd deze brief gericht aan de OVM Alliantie van de Brusselse Coöperatieven, terwijl de projectontwerper de BGHM is?
- Welk belang heeft een dergelijke brief op dit ogenblik, gelet op het feit dat de stedenbouwkundige vergunning werd uitgereikt?
- Welke weerslag zal de verzending van deze brief hebben op de uitvoering van het project in kwestie?
- Hebben de buurtbewoners tegen dit project een beroep aangespannen?

Dominique Goldberg  
Gemeenteraadslid DÉFI

**Monsieur Mugabo :**

**Vous l'avez dit, il s'agit d'un projet visant à construire 37 logements sociaux et d'abattre 78 arbres . Le permis a été obtenu le 25 aout dernier. Bien que la SLRB ait la maîtrise d'ouvrage sur ce projet, le terrain appartient bien à la SISP ABC.**

**A l'instar de la villa Dewin, il s'agit d'un tout premier dossier sur lequel s'est penché ce nouveau Collège.**

**Nous avons décidé d'écrire à la SISP ABC, propriétaire du terrain, et à la Ministre du Logement et de l'Environnement un courrier disant en substance ceci :**

- **Bruxelles, et Forest en particulier, a autant besoin d'espaces verts que de logements sociaux. Il y a une réflexion à mener pour répondre à ces deux impératifs qui ne sont pas antinomiques, à mon sens.**
- **La production de logements sociaux est au cœur des priorités de ce Collège. Nous privilégions pour ce faire, des reconversions de bâtis existants comme le rachat du bâtiment Diamond Board ou encore plus récemment le rachat des ateliers Van Roy. C'est une formule qui permet de ne pas imperméabiliser davantage le territoire forestois.**
- **Nous proposons dans ce courrier que, bien que le permis a été octroyé, que tous les acteurs concernés (commune, SLRB, abc, la ministre du logement) se mettent autour de la table afin de réfléchir à des solutions alternatives voire des sites alternatifs qui pourraient éviter de procéder à un abattage d'arbres aussi important, tout en maintenant la production équivalente de logements sociaux.**

**Suite à ce courrier, nous avons rencontré la SLRB, vendredi dernier, qui s'est montré très ouvert à la discussion. Une prochaine rencontre aura lieu afin d'explorer toutes les pistes possibles. Nous avons également reçu une réponse, la semaine dernière, du Chef de Cabinet de la Ministre du Logement dans lequel il reprend juste les mesures environnementales reprises dans le permis d'environnement et dans lequel il nous invite à prendre contact avec un de ses collaborateurs pour de plus amples informations. Aucune mention à une éventuelle ouverture à la discussion ou à une réflexion sur des éventuelles alternatives, n'est reprise dans ce courrier. Enfin, un recours a été intenté par des riverains auprès du Conseil d'état. J'ai rencontré une partie de ces habitants hier qui se réjouissent des initiatives et des démarches entreprises par la Commune. Ils espèrent bien**

sûr qu'elles aboutiront à une solution satisfaisante.

**Madame Goldberg :**

**Vous estimez que ce projet peut être abandonné ? Comment espérer garder ces 78 arbres ?**

**Monsieur Mugabo :**

**Je ne sais pas si le projet sera abandonné, il y a un recours en cours au Conseil d'Etat, et que par ailleurs la SLRB s'est montrée ouverte à notre proposition de discuter avec eux. A l'issue de ces discussions on verra ce qui est possible.**

**Madame Golberg :**

**Le recours au Conseil d'Etat c'est le recours introduit par les riverains ?**

**Oui.**

**De heer Mugabo:**

**Zoals u zei betreft het een project voor de bouw van 37 sociale woningen en het vellen van 78 bomen. De vergunning werd op 25 augustus verkregen. Hoewel de BGHM het bouwbeheer voor dit project heeft, behoort het terrein toe aan de OVM ABC.**

**Net als Villa Dewin gaat het om een van de allereerste dossiers waar het nieuwe College zich over heeft gebogen.**

**We hebben beslist de OVM ABC, de eigenaar van het terrein, en de Minister van Huisvesting en Leefmilieu aan te schrijven om in essentie het volgende te zeggen:**

- **Brussel, en Vorst in het bijzonder, heeft net zoveel behoefte aan groene ruimten als aan sociale woningen. Er moet worden nagedacht om aan beide vereisten, die volgens mij niet met elkaar in tegenspraak zijn, tegemoet te komen.**
- **Het creëren van sociale woningen is een van de kernprioriteiten van dit College. We geven daarvoor de voorkeur aan de reconversie van bestaande bebouwing, zoals de aankoop van het Diamant Boart-gebouw en recenter de aankoop van de ateliers Van Roy. Dit is een formule die het mogelijk maakt niet nog meer Vorsts grondgebied ondoorlatend te maken.**
- **In deze brief stelden we voor dat alle betrokken spelers (gemeente, BGHM, ABC, de Minister van Huisvesting), ondanks het feit dat de vergunning werd toegekend, rond de tafel gaan zitten om na te denken rond alternatieve oplossingen of zelfs alternatieve sites waarmee zou kunnen worden vermeden over te gaan tot het vellen van een dergelijk groot aantal bomen en waar tegelijkertijd nog steeds evenveel sociale woningen mee zouden worden gecreëerd.**

**Naar aanleiding van deze brief hebben we afgelopen vrijdag een ontmoeting gehad met de BGHM, die zich zeer discussiebereid heeft getoond. Er zou een volgende bijeenkomst komen om alle mogelijke denksporen te onderzoeken.**

**Tevens hebben we vorige week een antwoord ontvangen van de Kabinetschef van de Minister van Huisvesting, waarin hij enkel de milieumaatregelen in de stedenbouwkundige vergunning herhaalt en waarin hij ons uitnodigt voor meer inlichtingen contact op te nemen met een van zijn medewerkers. Deze brief bevat geen enkele vermelding van een eventuele bereidheid tot discussie**

of denkwerk rond eventuele alternatieven. Tot slot werd bij de Raad van State er een beroepsprocedure aangespannen door de buurtbewoners. Ik heb een deel van deze bewoners gisteren ontmoet en zij verheugen zich op de initiatieven en stappen van de Gemeente. Ze hopen natuurlijk dat ze tot een bevredigende oplossing zullen komen.

**Mevrouw Goldberg:**

Bent u van oordeel dat dit project opgegeven kan worden? Hoe kunnen we hopen deze 78 bomen te kunnen behouden?

**De heer Mugabo:**

Ik weet niet of het project opgegeven zal worden; er is een beroepsprocedure bij de Raad van State en de BGHM is zeer open gebleken voor ons voorstel dit met hen te bespreken. Na afloop van deze gesprekken zullen we zien wat er mogelijk is.

**Mevrouw Goldberg:**

Het beroep bij de Raad van State, is dat de beroepsprocedure die door de buurtbewoners werd aangespannen?

**Ja.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

**Madame De Laveleye :**

Nous repassons au point 2 de l'ordre du jour.

**Monsieur Roberti :**

Le Collège soutient le texte initial qui a été présenté aux conseillers communaux.

Malgré la sensibilité aux arguments d'égalité à atteindre, ça nous paraît complexe dans le délai imparti aujourd'hui de réserver une place égale à tous les partis qui vont se présenter. On s'engage par ailleurs à l'occasion des prochaines échéances électorales de faire en sorte que pour cette échéance là on puisse atteindre des objectifs entre tous les partis qui sont déjà représentés dans un conseil, un parlement et les nouvelles listes. Le PTB a déposé un texte de motion :

Madame Moens lit l'amendement proposé par le PTB.

A l'article 3 § 2 on propose de modifier « zone réservée à chaque emplacement électoral : l'affichage électoral sera organisé de manière équitable et l'espace d'affichage sur les panneaux communaux sera divisé de manière égale entre toutes les listes participantes aux élections régionales, fédérales et européennes du 26/05/2019.

**Mevrouw De Laveleye:**

We keren terug naar punt 2 van de agenda.

**De heer Roberti:**

Het College steunt de oorspronkelijke tekst zoals die aan de gemeenteraadsleden werd voorgelegd. Ondanks de gevoeligheid voor het argument van de gelijkheid die moet worden bereikt, lijkt het ons in de toegekende termijn ingewikkeld om nu een gelijke plaats voor te behouden aan alle partijen die zich zullen aandienen. We verbinden ons er bovendien toe om er voor de volgende verkiezingen voor te zorgen dat we de doelstellingen tussen alle partijen die reeds in een raad of parlement en de nieuwe lijsten zitten te bereiken. De PTB heeft een motietekst ingediend:

Mevrouw Moens leest het amendement dat door de PTB werd ingediend.

In artikel 3 § 2 wordt voorgesteld het volgende te wijzigen “zone voorbehouden voor iedere plaats voor verkiezingsaffiches: de verkiezingsaanplakking zal op billijke wijze worden georganiseerd en de ruimte voor aanplakking op de gemeentelijke borden zal op gelijke wijze worden verdeeld tussen alle lijsten die aan de gewestelijke, federale en Europese verkiezingen van 26/05/2019 deelnemen”.

Monsieur Loewenstein :

Puisque mon interpellation a été refusée, je pose une question orale.

Un tag « mort aux arabes » a été découvert le dimanche 17 mars sur une habitation de l’avenue des Sept Bonniers. Selon un autre témoignage, une inscription du même acabit « sales arabes » a été découverte un mois plus tôt sur une voiture dans le même quartier.

Il y a quelques mois, des inscriptions antisémites ont également été découvertes à plusieurs reprises sur une maison de l’avenue des Sept Bonniers et le service détagage était intervenu très rapidement. Il s’agissait alors d’une étoile de David à l’entrée de la maison le 26 août dernier, et un « mort aux juifs » quelques mois plus tôt, le 23 avril.

Ces manifestations de haine, qu’elles soient anti-arabes ou antisémites, sont inacceptables. Nous les condamnons avec force et espérons qu’une enquête sera menée et que des sanctions tomberont.

Le Collège pourrait-il m’indiquer :

- Quelles sont les mesures qui ont été prises suite à la découverte de ce nouvel acte raciste sur Forest ?
- A-t-il été demandé à la police d’enquêter sur ces divers incidents et les éventuelles similitudes ?

Des plaintes ont été à chaque fois déposées, des photos prises ...

Avez-vous des informations à communiquer au Conseil par rapport aux démarches de la commune et de la police ?

Monsieur Roberti :

Effectivement il y avait des problèmes d’incivilité et une recrudescence dans ce quartier-là, c’est connu par la police qui y mène une action particulière.

Monsieur Pierre De-Permentier :

Quels sont les moyens mis à la disposition des riverains pour faire face cette vague d’incivilité dans le quartier ?

**Madame De Laveleye :**

**On acte la question. Vous aurez une réponse en temps voulu.**

**De heer Loewenstein**

**Aangezien mijn interpellatie geweigerd werd, stel ik een mondelinge vraag.**

**Op zondag 17 maart werden er op een woning in de Zevenbunderslaan een tag met de tekst “dood aan de Arabieren” ontdekt. Volgens een andere getuigenis werd er een maand eerder een opschrift van hetzelfde kaliber, “vuile Arabieren”, gevonden op een auto in diezelfde wijk.**

**Enkele maanden geleden werden er ook verschillende malen antisemitische opschriften ontdekt op een huis in de Zevenbunderslaan en is de tagverwijderingsdienst zeer snel tussenbeide gekomen. Op 26 augustus jl. werd er dan weer een davidster ontdekt aan de ingang van de woning, en enkele maanden eerder, op 23 april, een “dood aan de joden”.**

**Deze uitingen van haat, of ze nu anti-Arabisch dan wel antisemitisch zijn, zijn onaanvaardbaar. Wij veroordelen ze uitdrukkelijk en hopen dat er een onderzoek gevoerd zal worden en dat de daders gestraft zullen worden.**

**Kan het College me verduidelijken:**

- **welke de maatregelen zijn die genomen werden naar aanleiding van de ontdekking van deze nieuwe daad van racisme in Vorst?**
- **of de politie gevraagd werd een onderzoek in te stellen naar deze verschillende incidenten en de eventuele gelijkenissen?**

**Iedere keer werd er klacht neergelegd, werden er foto's genomen, ...**

**Heeft u informatie die u de Raad kunt meegeven over de stappen van de gemeente en van de politie?**

**De heer Roberti:**

**Inderdaad, er waren problemen met onwillevend gedrag en een verergering in deze wijk. De politie, die hier specifiek actie tegen voert, is hiervan op de hoogte.**

**De heer Pierre-De Permentier:**

**Welke middelen worden er ter beschikking van de buurtbewoners gesteld om deze golf van onwillevend gedrag in de wijk het hoofd te bieden?**

**Mevrouw De Laveleye:**

**We nemen akte van de vraag. U zult tijdig antwoord krijgen.**

**Monsieur Loewenstein :**

**Chantiers communaux : il y a deux chantiers communaux qui ont débutés dernièrement à Berkendael et à Lisala, la communication a été faible par rapport à l'ampleur du chantier qui a de l'impact sur le quotidien des habitants. Un toutes boites a été distribué pour Berkendael une semaine avant, idem pour Lisala sans préciser la durée du chantier... Par ailleurs, sous l'ancien Collège, l'échevin des travaux organisait des réunions d'information à l'attention des riverains**

avec l'entrepreneur pour pouvoir exposer le déroulement du chantier et permettre aux habitants de poser toutes les questions pratiques par rapport au chantier, c'était une pratique importante qu'il faut poursuivre.

Pour quelles raisons aucune réunion d'information n'a été organisée alors que les chantiers ont débutés? Le collège prévoit de réparer cette omission ?

**Madame De Laveleye :**

Votre question est actée.

**De heer Loewenstein:**

**Gemeentelijke werkzaamheden:** onlangs werden er twee gemeentelijke werven opgestart in de Berkendaelstraat en in de Lisalastraat. De communicatie was gering in verhouding tot de omvang van de werkzaamheden, die impact zullen hebben op het dagelijkse leven van de bewoners. Er werd een week voordien een ongeadresseerd schrijven verspreid voor de Berkendaelstraat, idem voor de Lisalastraat, zonder precisering van de duur van de werkzaamheden ... Bovendien organiseerde de Schepen van Openbare Werken onder het vorige College informatievergaderingen met de buurtbewoners ter attentie van de buurtbewoners om het verloop van de werkzaamheden te kunnen toelichten en de buurtbewoners in staat te stellen alle praktische vragen over de werkzaamheden te stellen. Dit was een belangrijke praktijk die voortgezet moet worden.

Waarom werd er geen enkele informatievergadering georganiseerd, terwijl deze werkzaamheden aangevangen zijn? Is het college van plan dit verzuim recht te zetten?

**Mevrouw De Laveleye:**

Er werd akte genomen van uw vraag.

**Monsieur Pierre De-Permentier :**

Est-ce que le Collège a pris une décision concernant une tribune du journal communal ?

**Monsieur Loewenstein :**

Les partis de l'opposition ont reçu une demande de rentrer des articles pour le Forest info pour le 18/03/2019, les articles ont bien été envoyés dans les temps et on a reçu message le 22/03/2019, selon laquelle je cite : Le Collège hier a décidé que vu l'approche des élections la prudence s'impose quant à la communication politique et que donc la page tribune politique ne sera pas publiée cette fois-ci mais bien dans les éditions suivantes.

C'est une première à mon souvenir, cette décision n'est pas acceptable il doit y avoir un mot de l'opposition, ce journal est la première édition du Forest info depuis le début de la législature et ce n'est pas correct de n'avoir aucune communication sur le projet du Collège et aucune possibilité pour l'opposition de pouvoir s'exprimer. Il y a certes une campagne électorale et des candidats qui sont dans cette assemblée, mais on peut toujours prévoir cette tribune politique en faisant signer des articles par le nom des groupes et pas par les conseillers communaux. Cela me semble sain dans une commune de pouvoir exprimer les avis et positions des différents groupes politiques, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition.

Je sais que le journal n'est pas encore clôturé, donc je demande au Collège de revoir cette position et permettre cette tribune politique en signant par les groupes politiques.

**Monsieur Pierre De-Permentier : Qu'est ce qui est prévu concernant l'échevin candidat ? Est-ce que celui-ci apparaîtra dans le journal communal ou pas ?**

**Vos questions ont été actées.**

**Vous recevrez une réponse en temps voulue.**

**De heer Pierre-De Permentier:**

**Heeft het College een beslissing genomen over een tribune in het gemeentelijke informatieblad?**

**De heer Loewenstein:**

**De partijen van de oppositie hebben een vraag gekregen om tegen 18/03/2019 artikels voor Info Vorst op te sturen. De artikels werden wel degelijk tijdig opgestuurd en op 22/03/2019 ontvingen we een bericht waarin stond – ik citeer: Het College heeft gisteren beslist dat er, gelet op het naderen van de verkiezingen, voorzichtig moet worden omgesprongen met politieke communicatie en dat de politieke tribunepagina deze keer niet zal worden gepubliceerd, maar wel in de volgende edities.**

**Voor zover ik me kan herinneren is dit een primeur. Deze beslissing is onaanvaardbaar; er moet een bijdrage van de oppositie komen. Dit blad is de eerste editie van Info Vorst sinds de aanvang van de legislatuur en het is niet correct geen enkele mededeling te geven over het project van het College en geen enkele mogelijkheid te bieden aan de oppositie om zich uit te drukken. Er is inderdaad een verkiezingscampagne en in deze vergadering zetelen er kandidaten, maar we kunnen deze politieke tribune nog steeds voorzien door de artikels enkel de laten ondertekenen met de naam van de fracties en niet door de gemeenteraadsleden. Het lijkt me in een gemeente gezond dat de meningen en standpunten van de verschillende politieke fracties tot uitdrukking kunnen komen, of ze nu van de meerderheid of van de oppositie zijn.**

**Ik weet dat het informatieblad nog niet werd afgesloten. Ik vraag het College dus dit standpunt te herzien en deze politieke tribune mogelijk te maken, mits ondertekening door de politieke fracties.**

**De heer Pierre-De Permentier: Wat is er voorzien met betrekking tot de kandiderende schepen? Zal deze in het gemeentelijke informatieblad verschijnen of niet?**

**Mevrouw De Laveleye:**

**Uw vragen werden genoteerd.**

**U zal tijdig antwoord krijgen.**

**Monsieur Jans:**

**Les habitants de Forest ont reçu une lettre les invitant à participer à des rencontres citoyennes. Il remercie que l'initiative prise par Monsieur Loewenstein lorsque celui-ci était échevin, est poursuivie mais trouve dommage qu'après avoir voté une motion climat -et ce à l'unanimité- le papier utilisé n'était pas conforme aux normes reprises dans cette motion. Ceci n'est pas très écologique et c'est dommage, une occasion manquée peut-être. Pourquoi ce papier était non-recyclé ?**

**Madame De Laveleye :**



**Nous actons votre question.**

**De heer Jans:**

**De inwoners van Vorst hebben een brief ontvangen waarin ze uitgenodigd worden om deel te nemen aan de burgerontmoetingen. Hij dankt ervoor dat het initiatief genomen door de heer Loewenstein wanneer deze schepen was, wordt voortgezet maar vindt het jammer dat na het stemmen van een klimaatmotie -en dit op unanieme wijze- het gebruikte papier niet conform de normen was die opgenomen zijn in deze motie. Dit is niet erg ecologisch en het is jammer, misschien een gemiste kans. Waarom was dit papier niet gerecycleerd?**

**Mevrouw De Laveleye:**

**We nemen akte van uw vraag.**

Levée de la séance à 00:30  
Opheffing van de zitting om 00:30

La Secrétaire communale,  
De Gemeentesecretaris,  
Betty MOENS

La Présidente,  
De Voorzitster,  
Séverine De Laveleye